

Prs information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

EN VRAC

Pages 3 et 4

AU FIL DES JOURS

Chronologie du mois de décembre 1972 " 5 à 24

ACTUALITE

Du nouveau dans le secteur pétrolier	"	25
Révolution agraire : le rôle des coopératives	"	27
Ibn Khaldoun ... au secours !	"	31
La conférence de LACHERAF à Paris	"	34
La presse internationale et le 10ème anniversaire de l'indépendance : "Sélection du Reader's Digest"	"	40
La lutte des travailleurs de l'université	"	43

ENTRETIEN AVEC ... un mineur, un petit fonctionnaire, un jeune appelé, un artisan, un jeune médecin, un lycéen " 47

ETUDE

Le Péronisme	"	55
Les U.S.A. : la base, l'impérialisme américain	"	62

DOSSIER IDEOLOGIE DOMINANTE

La formation des maîtres	"	68
Les trois conceptions de l'éducation	"	69
Les buts de l'éducation à la lumière des options algériennes	"	71
Une mentalité nouvelle	"	74
Accumulation du capital et idéologie	"	75

EN VRAC

nouvelles et commentaires

VAINCRE
LA
PEUR

ALGER A été paralysée pendant trois jours par une grève des transports urbains. Les travailleurs de la R.S.T.A. (chauffeurs et receveurs) s'étaient mis en grève, non seulement pour exiger une augmentation de leurs salaires (bloqués alors que le coût de la vie de cesse d'augmenter) mais surtout, pour demander la transformation des conditions de travail qui sont catastrophiques. (1)

Après avoir vainement tenté d'intimider les grévistes et de les isoler en dénonçant leur égoïsme, le pouvoir a été obligé de céder devant l'ampleur et l'unanimité du mouvement. Les salaires ont été augmentés en moyenne de 25 %.

Cette grève marque un tournant dans le développement des luttes sociales dans notre pays. Le vif mécontentement des travailleurs et des masses algériennes n'a pu, jusqu'à présent, s'exprimer ouvertement à cause de la peur de la répression. Les travailleurs de la R.S.T.A. ont montré à tous qu'un mouvement organisé et résolu peut triompher.

Pour la première fois, le pouvoir n'a pu briser un mouvement spectaculaire, connu de tous les habitants de la capitale. Il a montré sa faiblesse. Bien sûr, les sbires du pouvoir ont tenté de limiter les dégâts en ayant recours à l'intox. C'est ainsi que l'on chuchotait - de source bien autorisée - que les meneurs du mouvement avaient été arrêtés, que 150 employés avaient été licenciés ... tous ces bruits étaient dénués de tout fondement.

Cette grève de la R.S.T.A. a bénéficié d'un soutien sans réserve de la population algéroise, pourtant touchée par le mouvement. Tout le monde suivait le mouvement avec attention.

Enfin, la grève de la R.S.T.A. a eu un effet exemplaire. Elle a été le détonateur le mouvement de revendications s'élargit chaque jour. Ainsi, le port d'Alger est paralysé par des grèves un jour sur deux. Les mois qui viennent seront importants de ce point de vue. Ils nous montreront si effectivement la grève de trois jours de la R.S.T.A. a changé quelque chose.

UNE
SANTE
BIEN
FRAGILE

Pour la troisième fois, Kaïd AHMED est écarté du pouvoir "pour raison de santé". Cette fois est, semble-t-il, la bonne. Que signifie cette élimination ? Quelle influence aura-t-elle sur les développements politiques dans notre pays ?

Autant de questions auxquelles il est prématûr de répondre. Pour "Le Monde" : "peu d'Algériens semblent croire au motif officiel ... L'effacement de Kaïd AHMED marque une étape importante dans l'évolution de la politique intérieure" car elle entraîne "une modification dans le noyau central du pouvoir" : le clan d'El Oujda.

La presse algérienne n'a pas commenté cet événement. Juste un communiqué laconique, y compris dans "Révolution Africaine" où, pourtant, ces dernières semaines la signature de Kaïd s'étalait au bas des principaux articles, notamment d'un article sur la "planification et aménagement du territoire" dans lequel l'ex"responsable de l'appareil du parti" prenait à partie les "techniciens capables du meilleur comme du pire", auxquels "il ne pouvait être question de laisser l'approche de telles tâches."

Quant à nous, faute de procéder à une analyse de l'élimination de Kaïd AHMED, nous pouvons soumettre quelques remarques à la réflexion :

(1) Un employé nous a expliqué "Il faut trois heures pour aller d'El Biar à Kouba (manque de matériel, de personnel, plus l'anarchie de la circulation à Alger). Ces travailleurs arrivent constamment en retard et leurs employeurs les menacent de licenciement. La plupart des trolleybus sont cassés à cause des bousculades ; d'autres n'ont même pas de porte-arrière. L'affluence du soir vers 6 heures provoque de violentes bagarres aux arrêts. Des receveurs et des chauffeurs sont agressés par des gens du peuple qui croient que le retard est de leur faute."

1) L'élimination de KAID est-elle liée à sa position dans le Parti du F.L.N. ?

Pour "Le Monde" ce serait la vraie raison, car Boumedienne avait annoncé, dès le 1er novembre 1972 "une transformation radicale" du F.L.N. qui devait "intégrer le plus grand nombre de jeunes intellectuels" qui "sont capables de comprendre et de suivre les buts de la révolution."

En fait, cette explication surestime l'importance du F.L.N. dans la direction politique de l'Etat algérien. En effet, il est évident que le F.L.N. joue un rôle plutôt modeste dans l'élaboration des orientations du pouvoir et un rôle quasiment nul dans l'exécution de cette politique.

Il apparaît essentiellement comme un appareil répressif chargé de tâches idéologiques sommaires et de tâches de mouchardage.

Du point de vue composition, on a recasé dans le F.L.N. toute la fraction de la petite-bourgeoisie bureaucratique (originale du F.L.N. - A.L.N.) dont l'insuffisance de formation technique empêchait l'intégration dans l'appareil d'Etat. En ce sens, par la distribution de permanences, de priviléges, le F.L.N. a eu un rôle de corruption des anciens militants, à qui l'on promettait leur part du gâteau, à condition d'être dociles et de fermer les yeux. A côté de ces "recasés", on trouve également des représentants des affairistes et des notables locaux qui cherchent dans le Parti une couverture pour leurs trafics.

A l'échelon central, toutes les tentatives pour intégrer les membres de la bourgeoisie d'Etat ont échoué.

On peut dire que le F.L.N. n'a aucune existence au niveau des masses. Son rôle répressif des luttes des masses s'exerce notamment par le biais des soi-disant organisations de masses : U.G.T.A., Union des Femmes, J.F.L.N. contrôlées par l'appareil du Parti,

2) On peut donc penser que ce n'est pas à cause de l'influence du F.L.N. ou d'un danger représenté par ce parti que KAID a été éliminé. Est-ce la personne même de KAID qui était visée ?

Ici, on ne peut que relever des faits troublants. Par ses prises de position fulgurantes, par ses "bavures" conscientes ou inconscientes, le personnage de KAID était devenu le plus marquant du régime. En effet, il polarisait la critique, il était la cible de toutes les blagues et apparaissait un peu comme le gros méchant loup (rôle dans lequel il faut lui reconnaître des qualités évidentes). En concentrant sur sa personne le mécontentement des intellectuels notamment, KAID rendait en fin de compte un service appréciable au régime. Il détournait l'attention des problèmes vérifiables, il jouait un rôle de diversion. C'est pourquoi, on peut penser qu'il n'a pu être limogé pour cette raison, à moins qu'on ait voulu chercher un bouc émissaire sur lequel rejeter toutes les responsabilités. Mais, à l'avenir, contre qui le mécontentement sera-t-il canalisé ?

3) On peut enfin essayer d'interpréter l'élimination de KAID comme ayant été provoquée par un développement des contradictions de la société algérienne :

- au niveau des différentes bourgeoisies, KAID apparaissait comme le représentant de la couche des gros propriétaires fonciers et des capitalistes privés. A-t-on voulu à travers sa personne lancer un avertissement à ces couches pour qu'elles n'entravent pas trop l'action du pouvoir, notamment la mascarade de la révolution agraire. Ou bien, s'agit-il plus modestement d'un réajustement du niveau de l'équipe dirigeante et d'une nouvelle répartition des responsabilités qui prend acte de la montée de la bourgeoisie technocratique liée à l'impérialisme américain et au social-impérialisme, au détriment des éléments issus de l'armée des frontières plus ouverts aux européens occidentaux ?

- il est certain que les contradictions du sommet sont elles-mêmes soumises à l'influence de la contradiction principale entre bourgeoisie et masses dans notre pays.

L'accroissement du mécontentement populaire, la colère des masses, le développement des luttes revendicatives sont autant d'éléments qui agissent sur les contradictions du sommet, chaque fraction essayant de rejeter sur l'autre la responsabilité de la catastrophe.

Affaire à suivre.

AU FIL DES JOURS...

- REVUE DE PRESSE DU MOIS DE DECEMBRE 1972 -

7.12.72.

PENETRATION IMPERIALISTE

Un protocole d'accord portant sur la vente de 4,5 milliards de m³ de gaz naturel par an a été signé entre la SONATRACH et la société américaine PANHANDEL EASTERN PIPE LINE COMPANY. Les livraisons devraient commencer à partir de 1979 et s'établiraient sur 20 ans. Ce gaz serait destiné à la partie centrale des U.S.A.

La SONATRACH et la société britannique C.J.B. (Constructors John BROWN) ont signé un contrat en vué de la construction de la phase II du gazoduc Hassi R'Mel-Skikda. Il s'agit d'augmenter la capacité de l'ouvrage de 5,7 à 9,2 milliards de m³ par an, par l'adjonction de compresseurs ayant pour fonction d'accroître le débit de gaz. Cette augmentation de la capacité de transport coïncide avec les demandes toujours plus croissantes des pays impérialistes. La C.J.B. a déjà réalisé l'oléoduc "28" "Haoud-EI-Hamra/Arzew".

8.12.72.

Un siphon d'évacuation des hydrocarbures de 3 000 tonnes est lancé dans le port d'Arzew. L'immersion s'est faite à 23 m. de profondeur. Ce siphon qui comprend cinq conduites sera à relier la jetée secondaire à celle du large. Réalisé en huit mois, ce siphon aura nécessité un investissement global de 8 millions de DA. Une des conséquences de cette opération sera d'éviter la perte de temps due à l'accostage des navires. La flottabilité du siphon permettra en effet aux navires de charger en restant au large. La mise en place s'est faite en une seule fois pour réduire au maximum l'interruption de l'évacuation des hydrocarbures.

11.12.72. - Début des négociations globales algéro allemandes

Les conversations ouvertes à Alger entre l'Algérie et l'Allemagne de l'Ouest permettraient de relancer les relations entre les deux pays dont le volume des échanges commerciaux est évalué actuellement à près de 200 millions de DA. Le pouvoir attend de ces négociations l'octroi par les Allemands d'un crédit dont on sait qu'il serait de 100 millions de DA remboursables en 30 ans et, surtout, d'accroître l'émigration de main-d'œuvre vers la République Fédérale Allemande.

Quand on sait le racisme anti-arabe existant en R.F.A., on ne peut que se révolter face à cette politique criminelle de la bureaucratie algérienne.

Un accord de coopération économique et financière clôturant ces négociations a été signé le 19.12.72.

13.12.72.

Une convention de financement est signée entre la B.A.D. (Banque Algérienne de Développement) et la LLOYDS BANK (Grande-Bretagne). Elle porte sur un crédit de 10 millions de livres, soit 120 millions de DA. Ce crédit permettra à l'Algérie de s'approvisionner en biens d'équipement et de services en provenance de Grande-Bretagne.

AU FIL DES JOURS

15.12.72.

260 milliards de m³ de gaz naturel algérien livrés à l'Europe. Tel est le sens du contrat que vient de signer la SONATRACH et un consortium européen comprenant la BACRISCH FERN GAS GmbH de Munich, le DISTRIGAS S.A. de Bruxelles, le GASVERSORGUNG Sud-Deutschland GmbH de Stuttgart, GAZ DE FRANCE, S.A.A.R. FERN GAS A.G. de Sarrebrück.

La SONATRACH assure les opérations jusqu'à la liquéfaction. Dans ce sens, des installations de liquéfaction sont prévues dans la région d'Alger. Par ailleurs, la société "nationale" aurait pris une option pour participer par l'intermédiaire de la C.N.A.N. (Compagnie Nationale Algérienne de Navigation) au transport maritime du gaz liquéfié. La réalisation de ce contrat dépend de deux facteurs : il devra d'abord être approuvé par les autorités compétentes (gouvernementales) au plus tard le 15 mars 1973, et, par ailleurs, il faudra trouver les crédits nécessaires au financement des investissements.

Le Consortium, pour sa part, s'est engagé à assister la SONATRACH dans la mobilisation des crédits nécessaires à la couverture des dépenses en DA. D'après un calcul approximatif, ce contrat représenterait quelque 26 milliards de DA.

Cet accord a été dernièrement commenté dans la presse. Pour "Le Figaro" : "L'Europe sera plus riche de 25 M.M. de m³/an de gaz naturel" tandis que "Le Monde" signale : "L'Algérie ne peut cacher sa satisfaction" d'avoir conclu ce contrat.

Notons qu'un autre contrat a été signé par les sociétés européennes avec la société norvégienne EKOFISK pour 13 M.M. de m³/an. Signalons cependant que la transaction a eu lieu pour un prix de 1,20 centimes la thermie (gaz algérien 0,90). Les autorités norvégiennes poseraient de nombreuses conditions, notamment pour la durée des licences d'exploitation.

Deux accords de coopération ont été signés entre les sociétés AIR ALGERIE et AIR FRANCE. Le premier de ces accords porte sur le rachat par l'Etat algérien des actions détenues par AIR FRANCE dans le capital social d'AIR ALGERIE, soit 17,7% (six millions de francs). Le second accord concerne la formation et le service commercial.

18.12.72.

Des discussions sur les relations de Trésor sont ouvertes à Paris entre la France et l'Algérie.

20.12.72.

Signature d'un accord de financement entre la B.A.D. (Banque Algérienne de Développement) et la B.N.P. (Banque Nationale de Paris). Est-ce en relation avec les accords entre les deux compagnies aériennes ?

Signature d'un accord entre la SONATRACH et le groupe BURMAN OIL pour la fourniture de lubrifiants.

21.12.72.

L'O.N.U. s'intéresse à la construction de la route transsaharienne. Elle vient de signer un contrat avec un consortium international de firmes de travaux publics dont la société d'Etudes Techniques et Economiques (France), la société Polytechna (Tchécoslovaquie), la société Lamarre Valoir International (Canada) et l'entreprise italienne Drogeo. Ce contrat serait d'un montant de 2,3 millions de dollars, soit 11,5 millions de DA environ.

Inauguration d'un câble sous-marin reliant Alger à Pise (Italie). La réalisation de cette liaison a été faite par la société anglaise Standart Telephones and Cables. Le câble a une longueur de 1100 km. La participation financière de l'Algérie s'étendrait à 17 millions de DA.

29.12.72.

Sous le titre "La crédibilité de l'Algérie n'est plus à démontrer" El Moudjahid du 29.12.72. évoque le financement en devises du projet d'irrigation du périmètre de la Bou Namoussa. L'opération coûtera, sans tenir compte des dépenses liées au barrage de la Bou Namoussa plus de 50 millions de dollars, soit environ 250 millions de DA. Dans ce cadre, deux contrats vont être signés entre la B.A.D. (Banque Algérienne de Développement) et deux importantes institutions bancaires privées américaines.

La première, l'Export Import des U.S.A. accorde un prêt de 12,85 millions de dollars (environ 64,25 millions de DA). La deuxième, la Manufacturers Hanover Trust Company de New York octroie deux prêts totalisant 17,13 millions de dollars, (soit environ 85,65 millions de DA). Ces prêts servent à financer l'achat par l'Algérie aux U.S.A. de biens d'équipement et de services. Le coût des équipements américains est estimé à 28,50 millions de dollars (soit environ 142,80 millions de DA environ) quoique la B.A.D. effectue, pour sa part, un paiement comptant de 2,85 millions de dollars (14,25 millions de DA).

D'après El Moudjahid, la Banque Export-Import consent son prêt à des conditions plus souples que celles du financement du barrage d'Abadla auquel elle a participé. Cette fois-ci l'Export-Import n'a pas jugé nécessaire de mettre dans la balance l'EXSYM-BANK qui intervient généralement pour garantir les prêts des banques privées américaines aux pays étrangers. Ceci démontre à bien des égards et ce, malgré les detracteurs de toute acabit, que l'Algérie jouit d'une confiance certaine et considérable dans les milieux financiers internationaux.

30.12.72.

Dans le cadre de l'accord SONATRACH - G.D.F. (Gaz de France) qui porte sur la livraison de 3,5 milliards de m³ par an, le méthanier Hassi R'Mel, propriété de l'Etat algérien, effectue sa première sortie de gaz algérien, soit 40 000 m³ pour Fos-sur-Mer.

4.12.72.

Exploitation d'une ligne aérienne régulière Alger-Niamey-Bamako.

11.12.72.

Départ de RABAH BITAT, ministre d'Etat chargé des Transports pour CONAKRY, pour inaugurer la nouvelle ligne aérienne Alger-Conakry.

29.12.72.

Inauguration de la ligne maritime "Alger côte ouest africaine" avec le départ du navire "Ibn Sinna". L'ouverture de nouvelles lignes de transport vers l'Afrique confirme l'Algérie dans son rôle de relais de l'impérialisme.

LES EXPORTATIONS DE FRUITS ET DE LEGUMES FRAIS

Les exportations à destination de l'Europe se sont élevées pour la période allant du 1er septembre 1971 au 31 août 1972 à un volume de 1 985 549 quintaux, selon l'Office National des Foires et de l'Expansion commerciales.

Ces exportations seraient réparties de la façon suivante :

AU FIL DES JOURS

- 1) 1 608 532 quintaux d'agrumes
- 2) 776 452 quintaux de dattes
- 3) 295 000 quintaux de légumes frais (pommes-de-terre, tomates, artichauts, oignons, courgettes, etc ...).

Enfin, les services de l'ONAFEC indiquent que 279 908 quintaux de produits tels que les huiles d'olives, les olives de conserve, le crin végétal, l'alfa, les tapis, les produits de conserve, etc ... ont été exportés vers ces mêmes pays européens (source : Nouvelles Economiques n° 122-123).

Dans "Nouvelles Economiques"

1er.12.72.

"L'Algérie compte acquérir 7 méthaniers de 123 000 m³ chacun représentant un investissement de trois milliards de dinars environ."

Rappelons qu'il n'existe actuellement qu'un seul méthanier algérien en service, le Hassi R'Mel, qui fait 40 000 m³ et qui est affecté à la livraison de gaz à Fos en France,

L'INFORMATIQUE EN ALGERIE (1er.12.72)

Selon une étude parue dans ce journal, IBM domine le marché algérien avec 33 appareils, HONEYWELL-BULL suit avec 32 appareils.

Les services du Ministère de l'Agriculture sont équipés par I.B.M., les banques et les assurances font appel à HONEYWELL-BULL,

Selon le Commissariat national de l'Informatique, l'Algérie consacre d'importantes sommes à l'informatique. On note un sous-emploi des équipements. Dans de très nombreux cas, le temps d'utilisation est trop faible pour qu'il y ait amortissement du matériel.

Le mythe des ordinateurs est très répandu en Algérie et chaque société achète les siens (gaspillage). Ajoutons à cela que les sociétés fabricantes sont très habiles (pots-de-vin) dans l'écoulement de leur marchandise. L'auteur de l'article déplore que ce "parc informatique" n'ait pas "l'impact voulu sur l'économie du pays."

Encore une désillusion ^{pour} les technocrates !

15.12.72.

La banque américaine Export-Import a accordé deux prêts d'une valeur de 4,2 millions de dollars (soit 21 millions de DA) à des sociétés nationales algériennes pour financer l'achat d'équipements américains.

Le premier va à AIR ALGERIE. Son montant est de 14 millions de DA, il servira à financer l'achat d'un BOEING 737-200 livré juin 1973. Le reste du prix de l'appareil qui coûte 35 millions de DA sera complété par un prêt d'une banque privée non désignée. Le second prêt d'un montant de 7 millions de DA ira à la SONATRACH pour l'achat d'installations de réinjection de gaz. Un prêt privé d'un même montant complètera le financement. La SONATRACH effectuant un versement de 10 % sur le prix total, soit 1,5 millions de DA.

POLITIQUE DU POUVOIR

4.12.72.

Visite à Alger d'une délégation marocaine pour étudier les problèmes de l'interconnexion des réseaux dans le domaine de l'énergie électrique.

4.9.72.

Ouverture à Tunis des travaux de l'assemblée constitutive de la Chambre de Commerce tuniso-algérienne. La délégation algérienne était conduite par Mohamed FERRAH, P.D.G. de l'ONAFEX (Office National des Foires et de l'Expansion commerciale).

11-16.12.72.

Arrivée d'une délégation commerciale tunisienne à Alger. Sont prévues la création d'une chambre de commerce algéro-tunisienne et l'installation d'une représentation commerciale tunisienne à Alger.

15.12.72.

MAOUI, ministre algérien du Tourisme a reçu BENHAMIDA, président de l'Union arabe du tourisme et directeur de l'Office Tunisien du Tourisme.

18.12.72.

Réunion du C.O.M.E.D.O.R. en vue de l'implantation d'un marché central de la capitale.

19.12.72.

Une promotion : ATT MESSAOUEDENE ex. P.D.G. d'Air Algérie devient ministre des Postes et Télécommunications.

21.12.72.

Fusion de plusieurs sociétés nationales. Les nouveaux organismes sont la SONIPEC (Peaux et Cuirs) ; la S.N.L.B. (Bois et Liège) ; la SOGERIA (Industries alimentaires) ; la SONITEX (textiles). Ainsi, la SONIPEC remplace la T.A.L. et prend le patrimoine de la S.I.A.C. (Société nationale des Industries Algériennes de la Chaussure). La S.N.L.B. résulte de la fusion de la S.N.B. (Société Nationale des Industries du Bois) et de la S.N.L. (Société Nationale des Lièges). La SOGEDIA, pour sa part, est le résultat de la fusion de la SOGEDIS (Société des Industries du Sucre) et de la SOALCO (Société Algérienne de Conserveries).

Enfin la SONITEX résulte de la dissolution de la SONAC (Société Nationale de Confection).

24.12.72.

Ouverture de la fête de la datté à Touggourt. Il s'agit d'un rendez-vous commercial.

2ème ASSIHAR NAHAGGAR ou foire d'exposition internationale de Tamanrasset avec la participation de cinq pays africains : l'Algérie, le Maroc, la Libye, le Mali, le Niger.

25.12.72.

Projet d'une usine de construction de matériel agricole à Bel-Abbès.

26.12.72.

La C.N.R.A. (Commission Nationale de la Révolution Agraire) décide d'utiliser les fonds du F.S.R.A. (Fonds de Soutien de la Révolution Agraire) pour la construction des villages

AU FIL DES JOURS

agricoles. Il est question d'une opération "mille villages", opération de construction de villages de regroupement. Cette idée, en réalité, n'est pas nouvelle et a été lancée la première fois par Paul DELOUVRIER, délégué général de l'Algérie en 1960 et s'inscrivait dans le cadre du Plan de Constantine. Une circulaire de 1960 affirmait nettement que des centres de regroupements peuvent "être un frein à l'abandon des campagnes et permettre de résorber en partie le prolétariat qui s'est porté depuis 1954 dans les villes."

Cette politique des "mille villages" à l'époque coloniale était dictée par des impératifs économiques et militaires.

29.12.72.

Signature par BOUMEDIENNE de la Loi des Finances 1973. Comme d'habitude, son objectif premier est de prêcher l'austérité pour les masses.

30.12.72.

Du gaz naturel promis pour bientôt à Sétif. La pose des canalisations serait en voie d'achèvement. C'est plus difficile d'approvisionner Sétif que New York.

Sur l'ensemble du développement des AURES, soit 5 018 projets ; 53 ont été réalisés dont : l'hôtel de la direction de l'agriculture de la wilaya de BATNA ; 4 délégations de daïrate l'agriculture le dock-silo de Kechela (capacité de stockage : 80 000 quintoaux) 22 maisons forestières ; 2 centres de formation professionnelle.

INVESTISSEMENTS PRIVES

La Commission nationale des Investissements a examiné du 17 au 22 octobre 1972 : 26 dossiers ; 14 projets ont été agréés.

Les investissements prévus sont de 36 millions de DA et les emplois à créer atteindraient 567 (source : Nouvelles Économiques n° 122-123).

PLAN QUADRIENNAL : OU EN SOMMES-NOUS DU DECOLLAGE ?

(Le Monde du 27.12.72)

Le Secrétariat au Plan vient de s'installer "dans un immeuble flambant neuf des hauts d'Alger, parmi les villas en construction de la nouvelle classe."

Selon Abdellah KHODJA, le prochain plan 1974-77 porte sur des investissements de "50 à 52 milliards de DA" dont la majeure partie sera absorbée par "l'industrie lourde" notamment les hydrocarbures (moitié des investissements).

Le futur plan héritera de certains projets actuellement en retard (confirmant le mot de KAID AHMED), notamment l'usine d'automobile d'Oran.

Les projets nouveaux sont bien entendu la pose d'un gazoduc qui alimentera une nouvelle usine de liquéfaction de gaz située à Alger, alors que celle d'Arzew reste à construire. On envisage l'extension de l'Acierie de Annaba dont la capacité sera portée à un million et demi de tonnes (notons que dans un discours de BOUMEDIENNE cette extension était prévue pour cette année et que l'on prévoyait la construction d'une nouvelle acierie).

Le financement du plan est toujours aussi mystérieux. Il semblerait que des contacts aient été pris avec la Banque Mondiale. Mais, c'est surtout en direction des milieux bancaires privés internationaux "que le gouvernement algérien se tourne pour obtenir des prêts : 200 M. de dollars en 1971."

En principe, les revenus des hydrocarbures devraient financer la moitié du plan (en fait, ce serait un autofinancement). L'auteur de l'article remarque que dans ce cas les planificateurs devraient faire preuve de plus de "rigueur" qu'actuellement puisque la production réelle est plus faible que prévue (50 M. de tonnes en 1972).

Actuellement, les exportations d'hydrocarbures assurent 90 % des ventes extérieures de l'Algérie, ce qui rend l'*"économie du pays tributaire de l'exportation de deux produits voisins (gaz et pétrole) achetés en majorité par des sociétés capitalistes."*

En ce qui concerne le secteur agricole, il ne représente plus que 10 % du produit intérieur brut contre 17 % en 1965.

Abdallah KHODJA promet aux Algériens le maintien de *"l'austérité dans tous les secteurs"*; *"la consommation a été maintenue au-delà de toute espérance"* en installant la population dans une économie de semi-pénurie.

DOMINATION IDEOLOGIQUE

LA SEMAINE NATIONALE DU LIVRE (du 27 novembre au 4 décembre 1972)

Elle a été organisée par le Ministère de l'Information et de la Culture dans le double but de participer à l'année internationale du livre et de tenter de *"relancer des activités culturelles en Algérie."* (Algérie-Actualité du 26.11.72).

Les responsables de la Bibliothèque Nationale et ceux de la S.N.E.D. (Société Nationale d'édition et de Diffusion) sont d'accords pour constater que *"le livre traverse une période de crise."* (En fait, la crise n'a jamais cessé).

Ils déplorent le fait que les Algériens lisent peu ou qu'ils ne lisent que des romans policiers (série noire, fleuve noir, le Saint, etc ...).

Conséquence : la S.N.E.D. imprime des livres qui ne se vendent pas : en quatre ans ... elle a publié 73 titres dans les deux langues à raison de 5 000 exemplaires seulement par titre. Elle n'en a vendu que la moitié dont la plupart à l'étranger. Ceux qui restent, la SNED les épargne à contre-coeur dans les lycées pour les distributions de prix de fin d'année.

5.12.72.

Visite du Président ALLENDE en Algérie. Le passage du Président chilien sera marqué par des visites et des entretiens politiques. Pour El Moudjahid *"la bataille du cuivre qui se livre à l'heure actuelle a besoin de l'expérience de la bataille du pétrole."*

En somme, ALLENDE est venu pour prendre des leçons chez BOUMEDIENNE.

8.12.72.

Remise des titres d'attributaires à Sétif à des émigrés de retour au pays. Une opération idéologique visant à faire croire à une politique de réinsertion de nos émigrés dans le cadre du pays. En même temps, la bourgeoisie tente par des négociations avec la R.F.A. d'expédier de plus en plus d'Algériens.

11-18.12.72.

Début de la semaine culturelle algérienne à Tunis, Ahmed TALEB, ministre de l'Information se rend à Tunis pour clôturer cette semaine culturelle et signer une convention culturelle avec la Tunisie.

13.12.72.

Annonce de l'ouverture prochaine d'une université populaire à Médéa. Les cours doivent débuter le 13 janvier et portent sur l'*enseignement original*.

AU FIL DES JOURS

Création d'une école pilote d'enseignement du Coran à El Mouradia
Inauguration de l'Institut Islamique de Mérouana,

20.-30.12.72.

Départ d'une délégation algérienne conduite par le Colonel CHADLY pour participer aux festivités marquant le cinquantenaire de la fondation de l'U.R.S.S.

27.12.72.

Crédit de 15 000 DA accordé pour la construction d'une mosquée à Marsat-Ben-M'Hidi,

31.12.72. - 1er.1.73.

Ouverture à Annaba de l'Institut Islamique "Abou Maouane".

APPAREILS REPRESSIFS

5.12.72.

Journée d'études des Cadres des Unions Syndicales visant à former des brigades de travailleurs volontaires pour la Révolution agraire,

Séminaire de formation des agents du service des Domaines et du Cadastre présidé par MAHROUG, ministre des Finances.

8.12.72.

Arrestation des frères RACHEM, auteurs de l'enlèvement du fils du directeur de la B.N.A. (Banque Nationale d'Algérie).

Le 12.12.72. les frères RACHEM seront traduits devant la cour de répression des infractions économiques. Ahmed RACHEM est condamné à la peine capitale. Le 19.12.72. Ahmed RACHEM l'aîné des frères est passé par les armes.

Réunion de la commission nationale consultative et travaux de la première séance 1972-1973 pour l'étude de l'avant-projet de code-civil.

12.12.72.

Signature, par BOUMEDIENNE, des textes relatifs à la profession d'avocat. Ces textes concernent les statuts et les honoraires des avocats.

3-16.12.72.

Visite effectuée par une délégation de la C.G.T. (italienne) en Algérie et publication d'un communiqué commun U.G.T.A.-C.G.T.I.

Les syndicalistes italiens (de tendance révisionniste) se félicitent de la politique économique du pouvoir.

./.
12

21.12.72.

Eviction de Kaïd AHMED de l'appareil du parti du F.L.N. Dans "son" dernier article paru dans "Révolution Africaine" n° 461, celui-ci s'en prenait ouvertement à la politique économique et critiquait les technocrates.

Visite de BOUMEDIENNE au siège du F.L.N.

25.12.72.

Création de l'Union Nationale des Professionnels de la Comptabilité.

27.12.72.

Séance de travail de BOUMEDIENNE avec les responsables du F.L.N.

SITUATION DES MASSES

2.12.72,

Poursuite de l'opération test à Oran. C'est une opération de recensement des biens immobiliers et de destruction de certains quartiers populaires. En particulier, le quartier Sidi-El-Houari est presque entièrement détruit : 173 familles de pêcheurs et dockers se trouvent de ce fait expulsés.

10.12.72.

Campagne nationale de vaccination contre la polyomyélite à Tizi-Ouzou. Deux prises de vaccin sont nécessaires pour l'efficacité de l'opération, ces deux prises étant séparées par un intervalle de sept semaines. En cas d'insuccès de l'opération, ce sera donc par manque d'assiduité des intéressés.

Grève des élèves du lycée français d'Alger pour obtenir "la liberté d'information, de circulation, de réunion dans l'enceinte du lycée."

15.12.72.

Selon El Moudjahid si dans les agglomérations rurales, le problème de l'électricité reste entier, à Ouargla même, le "phénomène est que les installations d'éclairage qui ne manquent pas ne sont utilisées que par occasion par les services de la commune qui, sans doute, espèrent économiser." On ne parle pas en vain de la politique de rentabilité de la bourgeoisie qui se traduit par la misère et l'obscurité pour les masses.

20.12.72.

El Moudjahid publie son article sur la S.N.N.G.A. (Société Nationale des Nouvelles Galeries Algériennes) et la politique des prix appliquée par le pouvoir. Ainsi, on apprend que pour l'année 1971, la masse des articles sont vendus à des prix plus élevés que ceux des autres points de vente.

22.12.72.

Réunion de la commission exécutive de la Fédération des Travailleurs des P. et T. Il s'agit de préparer le 4ème Congrès de l'U.G.T.A. prévu pour mars 1973. Le représentant d'Oran parle

DE QUI SE MOQUE T-ON ?

El Moudjahid du 25.12.72. PUBLIE UNE LETTRE DE LECTEUR QUI ECRIT POUR AVOIR DES INFORMATIONS "SUR LES RESULTATS D'UN CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT D'AGENTS DE BUREAU DE POSTE, PASSE EN AVRIL 1972".

L'OBTENTION D'UN EMPLOI DEPENDAIT DE CE CONCOURS.

REPONSE :

"L'ADMINISTRATION DES P. ET T. FAIT SAVOIR QU'EN RAISON DU NOMBRE TRES ELEVE DES CANDIDATS, LES RESULTATS DU CONCOURS D'AGENTS DE BUREAU DU 16 AVRIL 1972 NE POURRONT ETRE PROCLAMES AVANT LA MI-JANVIER 1973."

LE LENDEMAIN, DANS EL MOUDJAHID DU 26.12.72. ON POUVAIT RELEVER LE COMMUNIQUE SUIVANT : "RECRUTEMENT PAR VOIE DE CONCOURS" "L'ADMINISTRATION DES P. ET T. RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS 200 AGENTS DE BUREAU MASCHULINS LES EPREUVES SE DEROULERONT LE 6 MAI 1973. LES LAUREATS DU CONCOURS SERONT A LA DISPOSITION DE L'ADMINISTRATION POUR UNE AFFECTATION DANS L'UN QUELCONQUE DES POSTES VACANTS DU TERRITOIRE NATIONAL."

d'une certaine inertie du mouvement syndical qui n'est pas pour permettre "l'amélioration de la situation sociale des travailleurs". Il devait dire aussi "les statuts ne répondent guère au niveau de vie actuel dont la cherté des produits de consommation dépasse les salaires en cours".

Le délégué d'Oran relève aussi que la revalorisation des loyers pour les Biens de l'Etat fait baisser encore plus la marge des salaires. Ce qui donne chez les ouvriers "un moral où il est relevé un degré de laisser-aller".

23.12.72.

OUERRARA, ville de 20 000 habitants se trouve dépourvue de réseaux d'assainissement, d'infrastructures sanitaires. Il existe pourtant un hôpital dans cette ville, mais il est inutilisé, reconnaît El Moudjahid, et les malades graves sont évacués sur l'hôpital de Ghardaïa distant de 116 km. "Plusieurs d'entre eux meurent en cours de route (femmes enceintes, blessés graves)."

25.12.72.

Enquête faite par El Moudjahid sur Bejaïa. Les problèmes majeurs sont ceux de l'électricité et de l'eau. Le manque d'eau coïncide avec le développement de l'industrialisation.

27.12.72.

Arrêt de travail des chantiers d'Oran par décision des autorités de la ville. Motif : on leur reproche d'avoir par leur "incontrôlabilité" provoqué plusieurs accidents. On leur propose de se reconvertisir en petits camionneurs. "Mais leur est-il possible seulement d'acheter un camion ?" questionne le correspondant d'El Moudjahid. "Bien sûr que non, sinon il y aurait longtemps qu'ils l'auraient fait. On leur a promis de les encourager dans ce sens. C'est bien. Mais, cela règle-t-il pour autant leurs problèmes ? Pas à ce que l'on sache."

Les charretiers semblent décidés à ^{ré}agir. Notons que les charretiers rendent d'innombrables services à la population touchant au transport de marchandises et aux déménagements, etc ...

Le Monde du 27.12.72.

Sous le titre "le nombre d'emplois créés depuis 1969 n'a pas suffi à stabiliser le chômage", le journal Le Monde confirme que "le non-emploi et le sous-emploi constituent ... le problème le plus grave que connaît l'Algérie." Il souligne que "la situation s'est aggravée ces dernières années."

Des sources officieuses évaluent à 1 300 000 les chômeurs de sexe masculin. Le nombre des travailleurs atteint le même chiffre qui se décompose comme suit :

- ouvriers agricoles	230 000
- fonctionnaires	200 000
- industrie	180 000
- militaires	100 000
- ouvriers saisonniers	700 000

A cela, il faudrait ajouter "un demi million de chômeurs potentiels" dans leur propre pays qui travaillent en Europe.

Ainsi, la réforme agraire semble n'avoir comme but essentiel "en définitive" que d'enrayer l'exode rural (il y a actuellement 500 000 chefs de famille sans terre),

Le Secrétariat au Plan escompte "la suppression du chômage urbain anormal en 1980", ce que le journaliste du Monde met en doute puisque en 1980 il y aura 170 000 hommes qui arriveront chaque année sur le marché du travail, alors que "des estimations sérieuses laissent prévoir la création de 30 000 emplois industriels par an à partir de 1980."

. / .

AU FIL DES JOURS

A ce moment, l'Algérie "paiera la rançon du choix opéré tout autant, semble-t-il, au nom de la rentabilité que du prestige en faveur d'usines ultra-modernes,"

EMIGRES : UNE SITUATION QUI EST LOIN DE S'AMELIORER

Nouvelles Economiques du mois de novembre consacre une page à l'émigration. Nous y relevons les chiffres suivants :

- En ce qui concerne le LOGEMENT : 44,9 % des émigrés algériens occupent des logements défectueux. Par contre, 16,2 % pour les autres étrangers. Ainsi, à Paris, 45 000 personnes vivent en bidonvilles. On relève en outre 32 % des Algériens qui vivent en hôtels meublés et en garnis.
- Du point de vue des SALAIRES : les ouvriers algériens sont parmi ceux qui sont les plus mal payés, pour les travaux les plus pénibles. Ainsi, la moyenne des salaires des ouvriers algériens est de 900 F. par mois, tandis que pour les autres salariés étrangers, elle est de l'ordre de 1000 F.
- En ce qui concerne la FORMATION PROFESSIONNELLE : l'auteur de l'article relève que la promotion des travailleurs algériens est limitée par les autorités d'accueil qui les cantonnent dans des emplois non qualifiés. Ainsi, la formation dans le tas, touche 400 à 500 personnes par an. Il y aurait à l'heure actuelle 10 000 travailleurs ayant une formation.

Un tableau donne une répartition de la main-d'œuvre algérienne par secteur d'activité. Nous allons reproduire ce tableau, en annexe.

Quant à la prétendue réinsertion des émigrés dans l'économie nationale, elle reste un voeu pieux. En effet, l'auteur semble bien pessimiste lorsqu'il parle du retour prochain des émigrés. Il constate, au contraire, un accroissement du nombre des familles vivant à l'étranger et donne le chiffre de 230 000 jeunes Algériens "qui vivent en France et se trouvent confrontés à deux cultures et à deux modes de vie différents." En vue de "sauvegarder leur personnalité et de sauvegarder leur retour au pays" l'Amicale a lancé "avec des moyens de fortune" une campagne d'alphabétisation en arabe. 10 000 enfants seraient touchés.

Ainsi, le pouvoir s'adapte à la situation et envisage non pas une diminution de l'émigration, mais au contraire, sa perpétuation.

Soulignons, enfin, pourachever, que cet intérêt de la presse algérienne pour l'émigration est compréhensible. Cette dernière est une vache à lait qu'il s'agit de bien entretenir.

Tableau : La main-d'œuvre algérienne - Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	Hommes	%	Femmes	%
Bâtiments et Travaux publics	155.367	43	302	5
Industries mécaniques	48.447	13	541	10
Production des métaux	30.026	8	126	2
Industrie chimique	18.793	5	312	5
Transports	8.904	2,5	57	-
Industries textiles	11.422	3,5	775	13
Matériaux de construction	11.738	3,5	54	-
Mines et carrières	6.639	-	23	-
Agriculture	5.473	-	161	3
Service publics	18.180	5	1.399	25
Divers	45.445	12,5	1.839	33
TOTAL	360.444	100	5.549	100

A NOTER ...

20.11.72. - 7.12.72.

Séminaire sur le "dualisme rural" organisé par l'Institut de Développement Economique et de la Planification et par l'Institut des Techniques de Planification et d'Economie Appliquée d'Alger.

Ce qui ressort de ce séminaire auquel participait entre autres SAMIR AMIN, spécialiste du sous-développement, c'est, d'une part le rejet de la notion dualiste, c'est-à-dire de l'existence de secteur capitaliste intégré et secteur capitaliste dominé ; et, d'autre part, la proposition de l'éliminer, ce qui semble en totale contradiction avec la politique des pôles de développement.

5.12.72.

Mort de MOHAND - OUL - HADJ, le 2 décembre 1972 à l'hôpital du Val de Grâce à l'âge de 61 ans.

Il rejoint le F.L.N. en novembre 1955, succède à AMIROUCHE à la tête de la wilaya en 1959. Il est nommé colonel de l'A.L.N. en 1960.

Après l'indépendance, il participera activement avec Aït AHMED à la lutte pour le pouvoir en pratiquant une politique régionaliste. Ainsi, il dirigera militairement l'action du F.F.S. en se servant du mécontentement des masses populaires de la wilaya III.

La tentative ayant échoué, il continuera de suivre ses propres intérêts en s'alliant avec BOUMEDIENNE. Cette alliance ne résistera pas à la tentative de coup d'Etat de Tahar Z'BIRI en 1967.

8.12.72.

Reportage sur le Port d'Alger et ses problèmes. (voir article).

Bibliographie publiée dans El Moudjahid Culturel :

- l'art musulman en Algérie, R. BOUROUIBA.
- Ibn BADIS, commentateur du Coran, A. MERAD.
- L'insurrection de 1871, D. SARI.
- La résistance algérienne de 1871 à 1945, A. AKKACHE.
- Précis de fiscalité algérienne, F. DUPUYDT.
- l'Algérie de l'antiquité, M. KADDACHE.

11-12.12.72.

Ouverture d'un séminaire sur la sécurité sociale et la révolution agraire.

11.12.72.

B.N.A. et Financement de la Production des Coopératives,

Le financement assuré par l'intermédiaire du Trésor, après avis favorable du Ministère de la Réforme Agraire, signifie surtout gestion rationnelle et pompage de recettes considérables.

. / .

AU FIL DES JOURS

12.-13.12.72.

El Moudjahid publie un article sur les transports dans la wilaya de TIARET,

13-14.12.72.-

Article sur l'enseignement originel en Algérie,

- 1) La promotion des qualités intellectuelles et morales
- 2) Projet de construction d'une université islamique qui coifferait l'ensemble des facultés existantes.

El Moudjahid publie une chronologie des principaux évènements en Algérie à partir du 26 décembre pour l'année 1972.

30.12.72.

El Moudjahid donne communication du Plan. Exécution du Plan en 1972.

A NOTER

LE GAZ ALGERIEN

Production annuelle en 1971 : 1,5 milliards de m³.

Production prévue pour 1977 : 46 milliards de m³.

Acheteurs

U.S.A.	19,2 milliards de m ³ /an à partir de 1973
France	25 milliards de m ³ /an à partir de 1976
Allemagne, Belgique, France	4 milliards de m ³ /an à partir de 1972
Espagne	13 milliards de m ³ /an à partir de 1977
Grande-Bretagne	1,3 milliards de m ³ /an à partir de 1974
	1 milliard de m ³ depuis 1966

Rentrées prévues

4 milliards de DA par an.

DANS LE MONDE

5.12.72. - MOYEN-ORIENT

Eygal ALLON, vice-président du conseil israélien s'est entretenu à Londres avec des représentants du gouvernement jordanien et aurait examiné avec eux l'éventualité d'un accord de paix isréalo-jordanien. Au même moment, le ministre israélien des Affaires Etrangères a réaffirmé dans une interview accordée au New York Times que Jérusalem n'accepterait jamais un retour aux lignes d'armistice de 1967.

La conférence des jeunes d'Europe et des Pays Arabes qui s'est tenue à Paris du 1er au 3 décembre a adopté à l'unanimité la résolution suivante : "L'O.N.U. n'a jamais eu le droit ni la compétence de constituer ou de défaire les Etats ou les pays, et que l'Etat sioniste est de même nature que les Etats racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie. La conférence renouvelle son rejet et sa condamnation de la résolution de l'O.N.U. de 1947 portant sur le partage de la Palestine, ainsi que de toutes les autres résolutions, notamment celle du 22 novembre 1967, prise en dehors du peuple palestinien et toujours contre lui, elle se prononce en faveur d'un Etat démocratique et laïque."

6.12.72. - MARCHE COMMUN

"La communauté est décidée à renforcer ses relations économiques et commerciales avec les pays riverains de la Méditerranée. A cette fin, de nouveaux accords seront négociés en 1973, notamment avec les pays du Maghreb, l'Espagne et Israël. La commission reste fidèle à l'idée d'établir une zone de libre échange industriel et agricole. Une référence serait ainsi faite à la nécessité pour la C.E.E. de permettre au moins provisoirement l'entrée de quantités importantes de vins algériens et tunisiens. Par ailleurs, pour assainir la situation de façon durable. Bruxelles souhaiterait que la communauté contribue efficacement à la conversion du vignoble de ces deux pays."

Le vignoble algérien qui a été créé par les Européens pour satisfaire des besoins européens n'intéresse plus ces mêmes Européens à cause de l'abondance de ce produit dans ces pays mêmes. Ils reconvertissement les cultures, comme par le passé, selon leurs nouveaux besoins et les exigences du Marché capitaliste mondial.

7.12.72.

L'U.R.S.S. s'applique actuellement à développer ses relations avec l'Amérique Latine sans trop se soucier de la couleur politique des régimes et le Chili ne vient encore qu'au troisième rang parmi les partenaires commerciaux sud-américains de l'Union Soviétique, après le Brésil et l'Argentine. (Le Monde).

MOYEN-ORIENT : Le comité central de la Fédération des Syndicats Ouvriers Arabes, réuni à Bagdad, a lancé un appel aux gouvernements arabes afin de nationaliser les installations, notamment pétrolières des Etats-Unis et de la R.F.A. Il les a également invités à retirer leurs dépôts dans les banques de ces deux pays d'ici au 1er mars 1973. Au cas où ces mesures ne seraient pas prises, le conseil demande aux travailleurs de "procéder directement à la destruction de ces installations".

Ces appels aux gouvernements arabes et aux ouvriers, appels confus et démagogiques resteront certainement sans lendemain.

AU FIL DES JOURS

9.12.72.

Le Général NOUMEIRY répondant à un journaliste du "Monde" sur la contribution du Soudan à la solution du problème du Moyen-Orient, conclut : "Le problème du Moyen-Orient concerne aussi le Soudan, mais ce n'est pas un problème qu'il peut résoudre seul. Il peut jouer un rôle, c'est tout. La crise du Proche-Orient concerne beaucoup de parties, d'abord les Palestiniens, puis les pays occupés et ensuite Israël, Etat agresseur, et les pays qui le soutiennent, enfin tous les autres pays arabes. La contribution du Soudan ne saurait être envisagée en dehors de ce cadre général."

Comme le cadre général est hostile à la remise en cause de l'Etat d'Israël et condamne l'action et l'aspiration du peuple palestinien, il n'est pas difficile de comprendre que NEMEIRY est prêt à appuyer toute solution du genre Plan ROGERS sur laquelle s'accordent les parties pour de nouveau éliminer toute résistance du peuple palestinien.

10-11,12.72. MOYEN-ORIENT

"L'A.G. des Nations Unies a adopté le 8 décembre, à une forte majorité une résolution dure contre Israël. Cependant, à en juger par les rares réactions enregistrées, les Israéliens ne paraissent pas s'inquiéter outre mesure des échecs accumulés par leur diplomatie depuis plus de cinq ans. Toutes les résolutions anti-israéliennes votées aux Nations-Unies qu'elles aient trait aux territoires occupés, à l'annexion du secteur arabe de Jérusalem, aux raids de représailles ou aux droits des réfugiés palestiniens sont restées lettre morte. Le texte qui vient d'être adopté n'aura pas non plus la moindre conséquence pratique. Sur le terrain, le rapport des forces est tel qu'Israël est en mesure de se maintenir indéfiniment dans les territoires occupés." (Le Monde).

Indéfiniment, jusqu'à ce que les peuples de la région, et d'abord les Palestiniens parviennent à prendre leur sort en main, à se débarrasser des tuteurs et à prendre conscience de tous leurs ennemis.

"Des accrochages entre l'armée libanaise et des Fedayins ont fait le vendredi 8 décembre 1972 : 4 morts et 5 blessés du côté palestinien. Les militaires libanais ont eu un tué et trois blessés."

Selon la version du gouvernement, ce sont des éléments armés "qui ont ouvert le feu sur une patrouille militaire libanaise". Le bilan de l'accrochage dément cette version mensongère qui vise à justifier la liquidation de la résistance palestinienne qui se poursuit depuis quelques mois au Liban.

12.12.72. VIETNAM

Le prince SIHANOUK au correspondant de l'A.F.P, à Pékin : "Je ne pense pas que le nouvel accord aura plus de succès que ceux de 1954 et de 1962. Les dirigeants du Nord m'ont dit que mon analyse, quoique pessimiste, est objective ... Ils sont bien obligés d'aider NIXON à se désengager en partie, quitte à ne pas se faire trop d'illusions, mais ils se sont trop saignés pour rester sur un compromis qui perpétuerait le néocolonialisme américain."

Le Prince a aussi révélé que la Corée du Nord et la Chine accélèrent leurs liaisons de matériel aux diverses résistances indochinoises. Il a aussi déclaré que les Soviétiques sont à l'origine des rumeurs selones lesquelles des divergences existeraient entre lui et Hanoï et, selon lesquelles aussi Pékin le "lacherait". (Le Monde).

TURQUIE

Les autorités militaires de l'Etat de siège ont annoncé le dimanche soir 10.12.72. l'arrestation à Ankara de 28 membres de l'armée de libération populaire Turque, organisation d'extrême gauche dont le but est de déclencher la guérilla en Turquie.

14.12.72. -

"15 à 16 milliards de dollars (85 M. de francs) ont été dépensés en dix ans dans le monde pour la recherche militaire et le développement de la technologie des armements,

révèle une étude de l'Institut international de Stockholm pour les recherches sur la paix (SIPRI) fondé en 1966 par le Parlement Suédois.

85 % de ces dépenses ont été faites par les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Le SIPRI relève une rapide expansion au Japon, en Israël et en Inde. (Le Monde).

MAROC

Communiqué du Ministère de l'Education Nationale marocain : "C'est pour ramener un ordre nécessaire et éviter les conséquences d'une promiscuité préjudiciable à la morale et aux bonnes moeurs ainsi qu'à la vertu et à l'honneur des jeunes étudiantes, que les responsables ont fermé les deux cités universitaires de Rabat. Les bonnes moeurs ont été atteintes par la présence d'étudiants dans la première cité, en principe réservée aux étudiantes et ensuite par la présence de certaines de celles-ci, après leur expulsion, dans la seconde cité que les étudiants doivent aussi en principe occuper seuls. La promiscuité ayant donc changé de lieu, le gouvernement a été obligé de faire évacuer la seconde cité."

Cependant, pour protester contre l'action des forces de l'ordre, les étudiants des facultés de lettres et de droit ont décidé d'occuper les locaux.

MOYEN-ORIENT

"Les chefs-d'Etat-major arabes, réunis mardi 12 décembre 1972 au Caire, ont terminé leurs travaux après trois heures de délibérations sans prendre de décision. Le Général CHAZLI, chef d'Etat major de l'armée égyptienne a déclaré que la réunion n'avait pas été différente de celles qui se sont succédées au cours des dernières années."

Pourquoi serait-elle différente ? Les armées arabes n'ont jamais eu pour but de se défendre contre Israël, cette réunion des chefs d'Etat major était sans objet.

15.12.72. - CUBA

MM. CASTRO et ALLENDE se sont livrés à la Havane à une escalade verbale contre les Etats-Unis,

"Mais, ces refus hautains ne doivent cependant pas faire illusion, M. Fidel CASTRO a aussi affirmé cette semaine qu'il était très optimiste sur les chances d'un accord contre la piraterie avec les Etats-Unis. A Washington, comme à la Havane, on laisse entendre qu'un tel accord pourrait fort bien déboucher sur des entretiens plus vastes pouvant permettre une certaine normalisation."

Les accusations fondées de M. ALLENDE n'ont pas davantage empêché M. NIXON de donner son accord à des conversations américano-chiliennes de haut niveau, qui devraient s'ouvrir dès le 20.12.72, à Washington.

Ces rodomontades tentent à endormir les peuples pour effectuer sans conséquence l'ouverture vers le marché capitaliste américain avec l'encouragement de l'Union Soviétique où les deux chefs d'Etats viennent d'effectuer des séjours. (Le Monde).

16.12.72. - MOYEN-ORIENT

Hassanein HEYKAL, porte-parole officieux du gouvernement égyptien fait remarquer que l'Egypte n'est même pas en mesure de faire pression sur les intérêts américains parce qu'ils sont insignifiants. Il souhaite que "l'Arabie Séoudite, où les compagnies américaines extraient 300 Millions de tonnes de pétrole par an, et l'Algérie, qui va fournir en énergie toute la ville de New York." exercent des pressions sur Washington. (Le Monde).

AU MAROC

"La situation reste perturbée dans l'enseignement où depuis une huitaine de jours, les grèves ont succédé à divers incidents. Pendant 48 heures, les professeurs marocains de la Faculté des Lettres ont observé un arrêt de travail. Le 15 décembre, leurs collègues de la Faculté de Droit devaient cesser à leur tour toute activité durant une journée. Ces manifestations ont pour objet, non seulement de protester contre l'action des forces de l'ordre, mais aussi d'affirmer les positions de principe et de poser des revendications."

AU FIL DES JOURS

19.12.72. - MONDE ARABE

Dans un meeting à Tunis, le Colonel KHADAFI a déclaré qu'il était urgent d'engager un processus irréversible vers l'unité arabe intégrale. BOURGUIBA lui a répondu en ces termes : "Il n'était pas prévu que je prenne aujourd'hui la parole, mais je ne saurais me dérober aux responsabilités d'une charge que je ne dois pas au hasard d'une révolution armée ou d'un coup d'Etat - allusion à son invité qui a pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire -. A propos de la libération de la Palestine, le désaccord est encore plus net. Même en regroupant nos moyens, il me coûte de le dire, en raison de notre retard technologique, nous ne pourrions triompher d'Israël."

Les rêves de KHADAFI durent s'évanouir lorsque BOURGUIBA déclara à propos de l'unité : "Le Président KHADAFI a proposé l'union de la Tunisie et de la Libye. Il a même proposé de me confier la présidence des deux républiques. Je suis sûr de ses compétences et de son dévouement, mais il lui manque beaucoup d'expériences."

21.12.72. - VIETNAM

Alors que des centaines d'avions continuent de bombarder la R.D.V., la seule réaction des dirigeants soviétiques était "d'autoriser une déclaration de l'Agence TASS". "La déclaration de TASS est l'un des textes les plus modérés qui aient été publiés à Moscou sur le Vietnam où les seuls passages engageant se réduisent à "dans les milieux dirigeants de l'Union Soviétique, on examine très sérieusement la situation".

L'U.R.S.S. va jusqu'à admettre - ce qui est plus proche des thèses américaines que de celles du Vietnam du Nord - qu'il existe encore sur la voie d'une solution et d'un cessez-le-feu des "questions n'ayant pas fait encore l'objet d'un accord" ; c'est admettre que le document mis au point le 20 octobre est incomplet et reconnaître qu'il y a lieu de poursuivre les pourparlers à son sujet. (Le Monde).

Déclaration de M. XUAN THUY, chef de la délégation du Vietnam du Nord, après la rupture des négociations : "La partie américaine a cherché à faire intervenir de très nombreuses modifications dans l'accord : 126 au total qui concernaient les 9 points du document. Il s'agit, dans l'ensemble, de modifications de substance portant atteinte aux principes des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien et du droit d'auto-détermination de la population sud-vietnamienne. Il s'agit de modifications niant cette réalité selon laquelle il existe au Sud deux administrations, deux armées, trois forces politiques. La partie américaine a voulu ainsi perpétuer la division du Vietnam. Ces modifications, nous les avons rejetées, mais les Américains y sont toujours revenus."

Déclaration du Prince SIHANOUK : "L'aide soviétique au Vietnam s'est sérieusement ralentie. Actuellement, elle n'arrive plus qu'au compte-gouttes. L'U.R.S.S. cherche à stabiliser la situation en Indochine et en fait à créer une situation analogue à celle régnant au Proche-Orient."

Le Prince a déclaré que les Soviétiques avaient complètement échoué dans leur tentative d'amener les Khmers rouges à négocier un compromis avec le régime LON NOL.

22.12.72. - SOCIAL-IMPERIALISME

BREJNEV, au cinquantième anniversaire de la création de l'Union Soviétique a déclaré : "On a construit en U.R.S.S. une société socialiste développée, l'Etat de la dictature du prolétariat ayant rempli sa grande mission historique, s'est peu à peu transformé en Etat socialiste de tout le peuple travailleur."

Reprise du thème cher aux révisionnistes de la théorie de l'Etat du peuple tout entier et du Parti du Peuple tout entier, théorie qui a été mise en veilleuse depuis 1960, (Le Monde),

VIETNAM

Le ministre des Affaires Etrangères chinois dans une déclaration : "Si le gouvernement des Etats-Unis ignore les aspirations à la paix des peuples du Vietnam, des Etats-Unis et du monde entier, et, s'il persiste obstinément dans sa guerre d'agression, le peuple chinois accomplira résolument, comme toujours, son devoir internationaliste et apportera un soutien et une assistance générale au peuple vietnamien dans sa guerre contre l'agression américaine et pour le salut national jusqu'à la victoire totale."

23.12.72. - VIETNAM

Les destructions se multiplient au Vietnam du Nord et spécialement à Hanoï et dans sa banlieue, toujours attaquée par des centaines d'avions,

Assez curieusement, Washington rend les Nord-Vietnamiens responsables des blessures infligées à des prisonniers lorsque des bombes sont tombées, jeudi, sur un camp situé dans la capitale.

Le G.R.P. a lancé un appel à tous les peuples du monde dans lequel il affirme que la politique belliciste des Etats-Unis échouera. Les impérialistes ne pourront pas nous dominer par les armes. Cette réalité a déjà été prouvée et aucune brutalité ne pourra nous obliger à nous soumettre. Le général GIAP a affirmé que le peuple vietnamien préfèrerait mourir plutôt que de perdre son pays. Nous avons vaincu la guerre de subversion d'Eisenhower, la guerre spéciale de Kennedy, la guerre limitée de Johnson, nous sommes en train de vaincre la guerre d'agression menée par l'Administration Nixon. (Le Monde).

COMMUNAUTE EUROPEENNE

"Pour encourager les entreprises de la communauté à davantage investir dans les pays peu développés, la commission européenne vient de proposer aux Etats membres de créer une garantie communautaire destinée à couvrir les investisseurs contre les risques politiques, c'est-à-dire en fait contre les dangers d'expropriation."

En fait, ce système existe déjà dans la plupart des pays développés. On peut imaginer que les gouvernements de ces pays n'aimeraient pas à avoir à rembourser ces entreprises d'où ce "système" le pousse à exercer inévitablement des pressions, prendre des garanties politiques dans le pays qu'ils investissent.*

27.12.72. - ISRAEL

Le gouvernement de Jérusalem aurait envisagé d'exercer des représailles, mais, à en croire l'envoyé spécial de l'"Observer" à Tripoli, les Etats-Unis - qui veillent à leurs intérêts pétroliers et qui apprécient l'anticommunisme du Colonel - auraient mis en garde Mme Golda MEIR contre toute action anti-libyenne.

Au-delà de l'apparente hostilité entre les deux régimes israélien et lybien, ils jouent tous les deux le même rôle de sauvegarde des intérêts de l'impérialisme américain dans la région.

• "L'Irak, c'est avant tout le pétrole, et le pétrole c'est l'I.P.C. (Iraq Petroleum Company). Lorsque le gouvernement refusait de s'incliner devant les compagnies pétrolières étrangères, il se trouvait une main discrète et complaisante pour mettre le feu au Kurdistan et provoquer ainsi l'effondrement du pouvoir central. Le régime qui lui succédait marchait droit jusqu'au jour où, oubliant la leçon, il se mettait, à manifester des velléités d'indépendance. Alors, on recréait des troubles et le cycle infernal recommençait. (Le Monde).

.1.

AU FIL DES JOURS

30.12.72. - EGYPTE

Le Président SADATE a annoncé la création par décret d'un "comité national pour la bataille", car, dit-il, "la bataille est notre seule issue, elle signifie pour nous être ou ne pas être. Je poursuivrai ma voie dans le fer et le sang ... Certains cherchent à diviser le peuple. L'Etat est en mesure d'assurer fermement l'égalité entière et totale entre tous les citoyens."

Ces outrances verbales ne masquent plus le caractère démagogique de ces propos lorsqu'on sait que maints comités "nationaux" ou "populaires" créés par NASSER ont disparu sous la paperasse de la bureaucratie.

31.12.72. - 1er.1.73.

VIETNAM

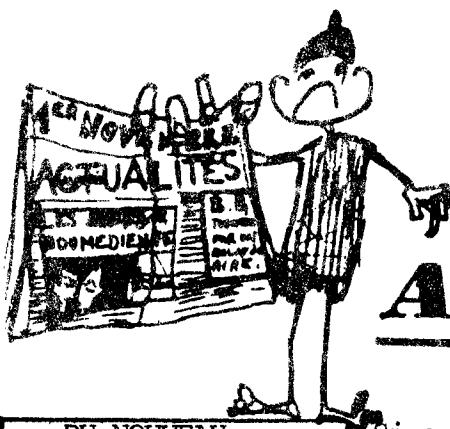
"Mme BINH, ministre des Affaires Etrangères du G.R.P, a été reçue par MAO TSE TOUNG. Le président n'intervient personnellement que dans de rares occasions. Chine Nouvelle a, de façon inhabituelle, rapporté aussitôt les propos de M. MAO TSE TOUNG : "la Chine, le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord, le Laos, Le Cambodge, La Corée appartiennent tous à la même famille."

Mme BINH a déclaré que c'est en vain que les Américains complotent pour diviser Vietnamiens et Chinois. Ma rencontre, avec l'oncle MAO, au moment où l'impérialisme américain procède à une escalade de la guerre contre le Vietnam, constitue un grand encouragement pour le peuple du Vietnam du Sud.

Auparavant, un grand meeting de soutien a été organisé à Pékin où Mme BINH était entourée de la femme du Président MAO, CHIANG CHING, de CHOU-en-LAI et les principaux membres du bureau politique du P.C.C."

"Le Monde" souligne que lors de son séjour à Moscou, Mme BINH avait seulement été reçue par son collègue GROMYKO. Ce contraste diplomatique auquel s'attache le journal "Le Monde" illustre en effet la différence marquée entre les deux positions des Soviétiques et des Chinois, face à la récente escalade. (Le Monde).

- - - - -



ACTUALITE

DU NOUVEAU
DANS LE SECTEUR
PETROLIER

Si on regroupe les informations pétrolières récentes, on peut se demander si des changements profonds dans les conditions juridiques d'exploitation du pétrole ne sont pas en train de s'opérer depuis quelques années, reflétant la mise en place d'une nouvelle division du travail entre bourgeoisies locales et monopoles internationaux.

Si cette hypothèse est correcte, on pourrait alors mieux saisir le sens et la portée des nationalisations qui ont eu lieu dans notre pays.

Présentées comme un pas décisif dans la "récupération des richesses nationales", ces nationalisations avaient été interprétées dans certains milieux comme une action anti-impérialiste de portée historique, comme une victoire sans précédent. Cependant, la mollesse des réactions des sociétés intéressées, la facilité du règlement du "contentieux" surgi à l'occasion de ces nationalisations, n'avaient fait que confirmer notre analyse qu'il ne s'agissait là que de poudre habilement jetée aux yeux, destinée à cautionner une politique d'engagement plus résolu dans la sphère de domination de l'impérialisme (confirmée depuis par les accords sur le gaz).

Les positions récentes du Shah d'Iran, qui ne peut passer (sérieusement) pour un anti-impérialiste, et, les accords intervenus entre le Cartel et les pays producteurs du Golfe Persique, ont fini par nous convaincre qu'il fallait chercher plus loin l'explication de cette vague de nationalisations.

Reprendons quelques informations :

1) Les négociations entre l'Arabie Séoudite, le Quatar, Abou Dhabi et le Koweït d'une part, et le Cartel d'autre part, ont abouti à l'attribution de 25 % des parts à ces pays. Ce qui semble d'ailleurs un minimum, puisque le Koweït et le Quatar ont exigé davantage, ce qui a provoqué plusieurs rebondissements dans les discussions. (Rappelons que la prise de participation de l'Algérie était de 51 %).

2) Alors qu'une négociation était en cours entre les autorités iraniennes et le Consortium des compagnies pétrolières internationales qui exploitent et commercialisent 90 % de la production pétrolière iranienne, en vertu d'une convention signée en 1954 (l'objet de ces négociations étant la prorogation de cette convention jusqu'en 1994 en échange de certains avantages pour le gouvernement : doublement de la production, investissements massifs, introduction de la société nationale iranienne du pétrole (S.N.I.P., parmi les grands de l'Industrie du pétrole) ; le Shah prit une position en flèche. Il décidait que "tout en garantissant aux compagnies un approvisionnement sûr et important et en leur laissant la commercialisation" il prenait le contrôle de l'ensemble de son industrie pétrolière. Le Shah exigeait que la S.N.I.P. prenne en main l'ensemble de l'exploitation des hydrocarbures. "Les sociétés étrangères devant se contenter de prendre livraison du brut dans les ports iraniens."

L'Iran a produit, en 1971 : 260 millions de tonnes. C'est donc un des gros producteurs. Quand, en 1951, le Dr. MOSSADEGH avait nationalisé le pétrole iranien, il avait été destitué par un coup d'Etat de la C.I.A. Aujourd'hui, le Shah décide la nationalisation à 100 % et il est toujours en place. Il y a donc quelque chose de changé qu'il faudrait analyser.

Les journaux européens laissent entendre que derrière cette politique il y aurait intervention du Japon, fortement intéressé par la relève des sociétés anglo-américaines (comme on a pu noter la relève des sociétés françaises chez nous pour les Américains). Ce n'est là qu'un aspect, important certes puisqu'il prouve que nationaliser ne signifie pas rompre avec le marché capitaliste mondial, mais insuffisant pour comprendre pourquoi les sociétés abandonnent ce qui était jusque-là leur chasse gardée.

A notre avis, il y a deux raisons :

- la première - la plus importante - c'est le développement des luttes de classes dans les pays producteurs de pétrole. Les peuples acceptent de moins en moins que l'on pille les richesses de leur sous-sol. L'IRAN ne connaît-il pas depuis plusieurs années des troubles sanglants qu'une répression sans merci ne parvient pas à enrayer. Dans le même ordre d'idées, la défaite des Etats arabes face à Israël et la lutte du peuple Palestinien ont contribué à la prise de conscience des masses arabes qui comprennent l'importance du pétrole arabe pour l'impérialisme. Les menaces de sabotage des installations pétrolières proférées à plusieurs reprises par les organisations de travailleurs arabes, même si elles sont démagogiques, traduisent cette prise de conscience.

C'est pour récupérer un mouvement de masses qui devient dangereux que nous assistons à cette redistribution des cartes dans le secteur pétrolier : retrait du "terrain" des sociétés étrangères, participation des bourgeoisies locales à la propriété des exploitations qui se trouvent ainsi directement concernées par la protection des installations et par l'accroissement de la production.

- la deuxième raison, qui est d'ailleurs liée à la première, c'est la transformation des circuits pétroliers de telle façon que les coûts s'accroissent au niveau du terrain (recherche et exploitation), tandis que les profits se multiplient dans les secteurs toujours contrôlés par les grandes sociétés impérialistes (transport et distribution). Ainsi, les sociétés ne sont pas perdantes, elles transfèrent une part importante des dépenses aux bourgeoisies des pays producteurs, en même temps qu'elles les enchaînent davantage, tout cela sous une apparence d'accroissement de leur indépendance nationale.

A l'appui de cette thèse, nous pouvons citer un article du Figaro (30-31.12.72) qui annonce une augmentation des tarifs mondiaux du pétrole.

Selon ce journal, il faudra trouver chaque année deux milliards de tonnes supplémentaires de pétrole. Cela correspond à un volume d'investissement de 400 milliards de dollars (2000 milliards de dinars) en dix ans. Il semble bien que les sociétés internationales ne soient pas disposées à payer cette somme. D'autant plus que les gisements facilement exploitables devenant plus rares, la recherche devient plus coûteuse (c'est le cas de l'Algérie où les sociétés refusaient d'engager des dépenses importantes pour la recherche - investissements peu rentables à leurs yeux, comparativement à ceux qui pouvaient être réalisés au Nigéria ou au Cambodge -. Depuis les nationalisations, c'est l'Algérie qui a pris à sa charge cette partie peu rentable du travail).

D'un autre côté, l'augmentation des royalties a concentré entre les mains des bourgeoisies locales des capitaux importants. Les intéresser à l'exploitation et à la recherche revient à mettre en mouvement leurs capitaux qui serviront notamment à l'achat de biens d'équipements, de technologies ... offerts par le marché capitaliste mondial qui, de cette manière, récupérera les sommes déboursées en royalties.

L'opération nationalisations s'avère donc rentable à plus d'un titre pour le Cartel et aussi pour les nouvelles sociétés qui, conformément au principe de la concurrence capitaliste essaient de se ménager une part du gâteau en bousculant les privilégiés exorbitants (et, en fin de compte dangereux) des sociétés du Cartel qui exercent un contrôle absolu sur ce secteur depuis cinquante ans.

Notons enfin, que durant ces dernières années, on a assisté à une modification complète des conditions de transport des hydrocarbures. La fermeture du Canal de Suez a été le point de départ d'une reconversion qui fait apparaître les pétroliers géants. Le prix du transport a augmenté en flèche et les profits sont fabuleux.

Ainsi, la situation actuelle ne se caractérise pas, comme on veut nous le faire croire, par une lutte à mort entre Etats producteurs et Sociétés internationales, mais par une consolidation de l'emprise impérialiste sous l'apparence d'un recul, par une alliance en profondeur entre capitalistes internationaux et capitalistes "nationaux" solidaires face à la montée du mouvement de masses et, enfin, par une redistribution des responsabilités et des charges entre les partenaires (réflétant un rapport de force) : les opérations peu rentables sont attribuées aux bourgeoisies locales (qui accroissent cependant leurs profits) tandis que les opérations rentables transport, transformation, distribution sont conservées par les sociétés internationales!

GAZ SIBERIEN
POUR
LES
U. S. A. ?

Un accord avait été conclu entre Américains et Russes pour la livraison en 25 ans de 40 milliards de dollars (200 milliards de DA) de gaz sibérien. Il vient d'être ajourné. Les raisons invoquées sont au nombre de deux :

- le gouvernement soviétique a refusé aux sociétés américaines l'autorisation d'effectuer des sondages dans son territoire, pour vérifier l'importance des gisements ;
- le prix du gaz sibérien est nettement plus élevé que celui qui est importé d'ailleurs : 7,50 DA pour mille pieds-cube (28 m³) ; alors que le gaz coûte aux U.S.A. 1 DA pour la même quantité. (Notons que le gaz algérien est vendu au-dessous de ce prix).

Cette information peut nous inspirer quelques réflexions :

Certaines personnes justifient l'exportation du gaz algérien, en soulignant que les Russes exportent du gaz eux aussi. Or, on voit bien que nous ne pouvons comparer l'Algérie et l'U.R.S.S.

La vente de gaz algérien aux Américains crée une dépendance par rapport aux U.S.A. car toute l'économie du pays est centrée sur ces exportations. Cela est si vrai, que depuis la signature des accords avec El Paso, tous les projets de la bourgeoisie algérienne (et les dollars) sont suspendus et attendent le feu-vert du département d'Etat américain.

L'exportation du gaz apparaît pour l'Algérie comme une spécialisation à l'échelle mondiale. Une fois le processus en cours, elle ne peut faire marche arrière (endettement énorme, dépendance technologique, impossibilité de trouver des marchés en dehors des pays hautement industrialisés).

Pour l'U.R.S.S., au contraire, vendre du gaz aux Américains, c'est avoir un pouvoir de pression (c'est d'ailleurs une des appréhensions des Américains qui ne veulent pas dépendre, pour leurs approvisionnements des Russes) car les Russes pourraient cesser leurs livraisons du jour au lendemain, sans dommages pour eux. Les exportations jouent pour eux un autre rôle. Elles leur permettent de réaliser en devises, sur le marché mondial, une partie de la plus-value produite en U.R.S.S. (ce qui montre la différence du rôle joué par le commerce extérieur dans un pays développé).

Notons enfin que dans le cas des Soviétiques, les biens d'équipements, les technologies ne viennent pas de l'extérieur, ils sont fournis par le reste de l'économie, d'où le refus des Soviétiques d'un contrôle américain. Ce qui n'est pas le cas pour l'Algérie !

REVOLUTION
AGRAIRE :
LE ROLE
DES
COOPERATIVES

Sur le titre "les petits paysans aussi", Afrique-Asie n° 19 nous éclaire (bien involontairement) sur le rôle des coopératives dans la "révolution agraire".

Ainsi, le but de la "révolution agraire" est d'apporter une solution aux problèmes du secteur agricole qui "souffre d'une stagnation inquiétante". Cela, en faisant "rattraper le secteur moderne par le secteur traditionnel" en faisant bénéficier les campagnes "des bienfaits du modernisme."

Cette modernisation des campagnes passera par les "coopératives" qui apparaissent comme la solution-miracle. Cette mise en avant des coopératives permet de développer toute une idéologie dont il est utile de démonter les rouages.

La "révolution agraire" c'est, selon les termes de Boumedienne, "une oeuvre de solidarité nationale" au cours de laquelle les riches, les privilégiés donneront aux déshérités des campagnes algériennes. Il ne s'agit donc pas d'éliminer les inégalités de fortune, fruit de l'exploitation, ni d'amener les plus démunis à prendre leur sort en mains et à combattre leurs exploitants, mais d'appeler, au nom de l'Islam, qui commande aux riches de faire l'au-mône aux pauvres, les possédants à se démunir d'une partie de leurs biens au profit des déshérités. Ainsi on apporte un "espoir" aux paysans pauvres qui auront l'occasion de se rendre compte de la "générosité" des riches et du pouvoir.

Ce faisant, on encourage leur passivité et, au cas où ces bonnes paroles seraient insuffisantes, on prend le soin de les désarmer au préalable. Car, en effet, c'est le mécontentement grandissant des paysans qui réclament une amélioration de leur sort, qui est à la base du processus actuel.

On voit ici les fondements idéologiques de la "révolution agraire", pourquoi elle fait un appel répété à l'esprit d'entraide et pourquoi les responsables affirment - appliquant la méthode docteur COUE (autosuggestion) - que la lutte des classes ne peut exister dans un pays musulman où tout le monde est frère.

Le but avoué est significatif : on veut corriger les effets néfastes de l'accumulation du capital en Algérie qui, depuis l'indépendance, a accéléré la paupérisation des masses paysannes, provoquant la misère, le chômage, l'exode rural. Atténuer les conséquences dangereuses de l'exploitation, sans pour autant renoncer aux profits que la bourgeoisie en tire, au contraire, essayer de les accroître. C'est à la réalisation de ce double objectif idéologique (étouffer la lutte des classes) et économique (accroître la rentabilité des campagnes) que semblent vouées les coopératives.

Selon le journaliste d'Afrique-Asie (organe officieux de la bourgeoisie d'Etat algérienne), les coopératives "sont la voie moderne d'un retour aux sources. Elles constituent avant tout le moyen le plus sûr de l'intégration du secteur traditionnel au secteur moderne."

De quel retour aux sources s'agit-il ? La presse ne cesse de vanter la traditionnelle "touiza", socialisme avant l'heure, manifestation de l'esprit d'entraide, de la solidarité entre musulmans, dont la forme moderne est la coopérative. On ne croit pas si bien dire, car au fond, qu'était la touiza ? Qui en bénéficiait ? Quelle était sa signification sociale ? Autant de questions auxquelles on se garde bien de répondre. La "touiza" c'était une mobilisation de travailleurs qui, à la période des moissons, des labours, venaient travailler gratuitement dans les champs d'un des exploitants de la région. Doit-on en conclure que tous en bénéficiaient, sans discrimination.

D'abord, il fallait avoir une propriété suffisamment vaste pour nécessiter la mobilisation de dizaines de travailleurs supplémentaires. En outre, il fallait avoir une position suffisamment "assise" dans la région pour que effectivement les gens se sentent obligés de participer à ces "touiza", autant dire que les bénéficiaires étaient dans la plupart des cas des notables locaux, propriétaires fonciers utilisant les méthodes traditionnelles d'exploitation (khamessat). Au fond, on peut y voir une forme déguisée d'extorsion de travail gratuit à la masse des travailleurs en surnombre. Ne rencontrait-on pas parmi les participants à ces "touiza" une majorité de paysans sans terre qui venaient là autant pour plaisir aux notables dont ils pourraient avoir besoin, que pour manger, à leur faim, le couscous et le méchoui, en général copieux, préparés pour la circonstance.

Revenons à nos coopératives, elles seraient la voie du modernisme. Que signifie la "modernisation du secteur traditionnel" ? Essentiellement, rationaliser l'exploitation de la force de travail. Mais, là se pose un problème. Pour accroître la productivité du travail, il faut investir, mécaniser ... transformer de fond en comble les techniques de production. Or, la bourgeoisie d'Etat n'en a ni les moyens, ni le désir. Car, les investissements sont aspirés par les secteurs rentables de l'économie : hydrocarbures, industrialisation ...

On veut donc parvenir à un accroissement de la production par d'autres moyens par une insertion accrue des sphères d'économie de subsistance dans l'économie monétaire, par une mobilisation du travail (pompage de la fameuse épargne cachée de l'agriculture) et, surtout, par l'introduction de la division du travail. Il s'agit donc d'augmenter les profits retirés par la bourgeoisie aux moindres frais. C'est là qu'interviennent les coopératives qui devraient permettre l'accroissement de la productivité, des profits sans avoir à changer la composition organique du capital.

En effet, la participation des paysans aux coopératives correspond à l'abandon de l'exploitation familiale où le paysan est maître du processus productif du début jusqu'à la fin, pour en faire un membre d'une unité plus grande dans laquelle il y a une division du travail et une répartition des tâches ; un plan de culture élaboré par les représentants du pouvoir. De ce fait, il aura une vue parcellaire du processus qui rendra possible le détournement vers le marché capitaliste d'une fraction importante de la production (paiement des "services" rendus par les organismes étatiques qui encadrent le système de coopératives),

et facilitera les prélevements par l'Etat (en restreignant l'autoconsommation). Les "coopérateurs" évolueront ainsi vers un statut de salarié.

On peut souligner les points suivants dans le statut des "coopératives d'exploitation en commun" :

- elles seront constituées par les attributaires de la "révolution agraire", mais pas exclusivement. Les propriétaires privés peuvent y participer. L'article 9 précise cependant "*le nombre de propriétaires privés ne peut, en aucun cas, être supérieur au tiers des membres attributaires de la révolution agraire*" devançant ainsi l'observation qui ne peut manquer d'être faite, les coopératives ne sont-elles pas un moyen de renforcer le secteur privé ? D'autant plus que, dans chaque coopérative, d'un capital social sur la base d'une part de 10 DA au moins par sociétaire, on n'indique pas le maximum qui permettrait aux gros sociétaires de contrôler "la coopérative". Ainsi, les propriétaires privés pourront être minoritaires, en nombre, et majoritaires en puissance économique.

- chaque membre de la coopérative doit travailler son lot "personnellement" sans que cela soit précisé autre mesure (diriger l'exploitation, c'est bien travailler personnellement). Les membres de sa famille peuvent l'aider, en cas de besoin il doit faire appel aux autres membres de la coopérative sous couvert "d'entraide". (Ceux qui ont le moins de travail aident ceux qui en ont le plus). Si cela est insuffisant, on peut faire appel à de la main-d'œuvre salariée. On comprend maintenant pourquoi la Charte de la "révolution agraire" qui prétend supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme n'abolit pas la propriété privée et le salariat !

- du point de vue de la gestion, on utilise le même système que pour le "secteur autogéré". Une assemblée générale de l'ensemble des coopérateurs désigne un conseil de gestion qui choisit un directeur et un commissaire aux comptes, sur une liste dressée par le Ministère.

On ne dit pas qui paie le directeur, quelles sont ses prérogatives, pourquoi est-il nécessaire d'en avoir un ... Il est vrai que les coopératives "utiliseront tous les moyens de production (matériel, semences, engrains) mis à leur disposition". On ne dit pas par qui, et pour quelle contrepartie ?

On voit comment, l'Etat, grâce aux directeurs et commissaires aux comptes entend exploiter les paysans regroupés dans les coopératives. En réalité, il s'agit d'une exploitation à deux niveaux :

- 1er niveau : celui des notables locaux intégrés dans les coopératives
- 2ème niveau : celui de l'Etat pour le prix des "services" rendus aux agriculteurs.

Ces quelques observations nous permettront de voir plus clair dans la propagande officielle et de mieux savoir le sens du tapage autour des coopératives. On a vite fait, en haut lieu de confondre : Sadaka, Touiza et socialisme. Les faits apporteront d'eux-mêmes la clarification nécessaire.

PONT D'ALGER :
LES ENCOMBREMENTS
DE FIN
D'ANNEE
BUDGETAIRE

Sous le titre "Le port d'Alger : port de stockage ou de transit", El Moudjahid du 8.12.72. publie un reportage qui dévoile quelques vérités sur la politique du pouvoir.

Ce qui frappe tout d'abord, le regard, c'est le spectacle de désordre qui règne sur le port : "des tas de matériels disposés ça et là, sans recherche" ; "des piles de caisses s'amoncellent à côté d'un sac de pommes-de-terre qui menacent de tomber dans l'eau grasse des quais."

Devant ce fouillis, le journaliste se demande "si les sacs de pommes-de-terre exposés aux intempéries et d'où émergent des germes, sont à leur place ?" Il s'avère que des tonnes de marchandises restent en souffrance sur les quais. "Quelque 180 000 tonnes, alors que le tonnage permis est de 120 000." Bien que la durée de transit soit de 8 à 15 jours environ, en moyenne, chaque tonne de marchandises stationne pendant 45 jours au moins. Qui subit les conséquences de cette situation ?

D'abord les 2000 dockers du port dont les cadences de travail deviennent insupportables du fait de l'engorgement permanent du port. Leur journée de travail, officiellement, est de 12 heures. Les dockers refusent de faire les frais de cette situation et ils le manifestent dans des grèves de plus en plus dures. Les masses sont également touchées directement, car, outre la dépréciation des marchandises et matériels, il y a un renchérissement de leur prix de revient, du fait des frais occasionnés par les navires en rade. Un navire en rade, c'est-à-dire qui attend d'être déchargé, est payable en devises, entre 5000 et 15000 DA par jour.

Pour le P.D.G. de la SONAMA (Société Nationale de Manutention), seraient responsables de cette situation les sociétés nationales dont les nombreuses commandes sont souvent "injustifiées ou non programmées". Comme solution, il envisage la création de zones extra-portuaires. On peut d'ailleurs s'étonner de cette idée qui n'est pas nouvelle et qui ne semble pas avoir donné d'excellents résultats, lors du transfert des marchandises à la Foire d'Alger en 1970, alors que le port était saturé. On apprend "qu'il y a encore, à ce jour, des marchandises en souffrance à l'ancienne Foire d'Alger."

Un autre solution serait l'utilisation de ports secondaires. Pour la bourgeoisie, il s'agit simplement de parer au plus pressé et d'utiliser au mieux l'infrastructure léguée par le colonialisme. Cela va toujours dans le sens d'une consolidation des liens avec l'imperialisme et du pillage des richesses nationales.

L'OPERATION TEST

Déclenchée le 21 octobre 1972, et, devant être élargie à l'ensemble des villes, "l'opération test" se poursuit inexorablement à Oran. Il s'agit d'une opération administrative ayant pour but la rentrée immédiate de tous les retards de loyer.

Certains locataires ne pouvant régler intégralement leurs arriérés - et pour cause, on leur demande souvent de payer des loyers datant de 1962 - sont tout simplement expulsés. En même temps, est mis en route un processus de destruction de certains quartiers populaires. Ainsi, en est-il du quartier "Sidi El-Hocem", un des berceaux d'Oran, dont "il ne reste aujourd'hui plus grand chose qui tienne debout". Quelques 175 familles de dockers ont été délogées. Quand on connaît les difficultés de logement dans une ville comme Oran, où la population a doublé de 1962 à 1972, on comprend aisément pourquoi "certaines familles s'en sont carrément retrouvées à leurs villes et villages d'origine". Dans 4 mois, promet El Moudjahid, (2.12.72) "la place sera nette". Autrement dit, il n'y aura plus de place pour la population dans ce quartier où "ont été aménagés des espaces verts, des antennes commerciales".

Globalement, la politique du pouvoir reste une politique de rentabilisation. Démolition d'un côté de certains quartiers au profit des nouveaux riches, de l'autre, abandon des masses, sauf pour ce qui est des loyers. Le vieillissement des canalisations et le manque d'entretien provoquent l'écoulement de nombreux immeubles. Cette politique reste cependant une source d'enrichissement pour certains.

Ainsi, les traitements des fonctionnaires du S.D.L. (Syndicat Départemental du Logement) "ont été augmentés et même triplés". Comme "on manipule à ce niveau des millions de DA de recettes par mois", le corps urbain de sécurité dont ont peut se demander le rôle exact, prête assistance au S.D.L. dans les "services financiers".

Les locataires, pour leur part, expriment leur résistance à cette politique par leur refus de payer les loyers et par des affrontements directs avec les représentants de l'Etat. "C'est -- reconnaît le correspondant d'El Moudjahid - tantôt l'altercation avec le planton, tantôt l'insulte au chef de police et, souvent, l'intervention de la police."

Passant sous silence les dures conditions de vie des masses et, dans ce cas, le fait tragique de se retrouver sans gîte du jour au lendemain, passant également sous silence les nombreux accidents et écroulement de vieux immeubles, le journaliste décrit hypocritement les "dures conditions de travail" du directeur du S.D.L., "éreinté, épousé par plusieurs mois de veille", El Moudjahid défend, fidèlement, le camp de la bourgeoisie.

IBN
KHALDOUN ...
AU
SECOURS.

Un article de "Nouvelles Economiques" de novembre 1972 nous apporte une illustration de la manipulation idéologique à laquelle se livrent les idéologues de la bourgeoisie pour faire passer leur politique. Dans cet article intitulé "Financement du Plan et bons d'équipements", l'auteur reconnaît que beaucoup de gens se posent la question "pertinente", selon lui, de savoir comment était financé le Plan quadriennal.

Où trouver les 26 milliards de dinars prévus ?

L'auteur commence par définir le Plan comme "un pari sur les possibilités futures en partant de moyens financiers très souvent limités". C'est une "extrapolation". (Ce n'est plus de la planification, c'est de la ~~planification~~, plan-fiction !)

Ensuite, il cite quatre sources de financement :

- 1) le surplus de recettes sur les dépenses
- 2) les emprunts extérieurs (excédents de la balance des paiements)
- 3) le financement par la monnaie
- 4) l'épargne nationale.

Pour ce qui est des deux premières sources, elles dépendent de l'Etat. La première concerne la contribution des entreprises et la mobilisation de leur amortissement. Dans ce cas, l'argent destiné à l'amortissement est remis à l'Etat et mobilisé dans d'autres secteurs. Signalons en passant, que cette méthode permet à l'Etat de transférer les richesses d'un secteur à l'autre. ~~Ainsi l'autogestion !~~

Sur la 2ème source, notre auteur est particulièrement discret. Or, nous savons que c'est une source importante de financement. Chaque jour, de nouveaux emprunts sont obtenus à l'extérieur. L'endettement extérieur de notre pays est en passe de devenir l'un des plus élevés du monde.

Mais, c'est la troisième source qui consiste à financer le développement par la création de monnaie, qui inspire notre idéologue. Il justifie cette façon de financer le Plan en critiquant "nos économistes de l'école occidentale qui préfèrent Keynes et sa propension à consommer" (ce en quoi nous ne pouvons que lui donner raison). Mais, curieusement, notre auteur, agitant le drapeau du nationalisme, remonte à IBN KHALDOUN (pourquoi pas) : "Notre Maghrébin" chez qui il retrouve "mais, cinq siècles auparavant, le grand économiste anglais" (Keynes). Ainsi, ce que l'on remet en cause chez Keynes, ce ne sont pas ses théories, mais le fait qu'il ne soit pas maghrébin.

Passons, que dit Ibn Khaldoun ? "La limitation des dépenses de l'Etat limite les entrées fiscales. La raison en est que l'Etat et le monarque constituent le plus grand fournisseur et le plus grand acheteur Si l'Etat gèle les capitaux et thésaurise ses rentrées fiscales, et s'il ne les utilise pas autour de lui afin qu'ils parviennent à la grande majorité de la population, il se déclenche un marasme dans la vie économique ... L'argent circule entre l'Etat et le citoyen. Si l'Etat le garde par devers lui, c'est la population qui en pâtit."

Pour notre auteur, on retrouve dans ces lignes la théorie "qui a permis à Napoléon de relever l'économie française et à Hitler, après la crise de 1930 de sortir l'Allemagne du gouffre où elle était."

Ces deux exemples ne sont pas aussi farfelus qu'on pourrait le croire parce qu'il s'agit de deux cas où le capitalisme s'est développé par une action dirigée de l'Etat et par une dictature politique et militaire dont le but était d'étouffer les contradictions qui naissent de l'accumulation forcée. Notre auteur (et derrière lui la bourgeoisie d'Etat) ne cache pas ses préférences pour le "modèle" hitlérien.

La conclusion tirée de cette citation d'IBN KHALDOUN est qu'il faut que l'Etat pratique la manipulation monétaire, c'est-à-dire qu'il paie ses dépenses, ses agents avec des billets qu'il met en circulation.

~~Mais~~ Il est clair qu'IBN KHALDOUN ne sera pas d'un grand secours aux bureaucrates algériens, car la société dans laquelle vivait le "maghrébin" était différente de notre société.

A cette époque, l'économie des pays musulmans reposait sur le commerce international, c'est-à-dire sur une circulation de marchandises et de monnaie d'or et d'argent. L'Etat percevait, sous forme de taxes et d'impôts, une partie de l'or en circulation. C'est ainsi que les souverains et les vizirs constituaient des trésors fabuleux. Le fait de soustraire aux courants commerciaux une partie de l'or finissait par provoquer un ralentissement (et quelquefois un blocage) des activités économiques. On comprend dès lors pourquoi IBN KHALDOUN conseille aux souverains de dépenser leur or pour redonner vie à l'activité commerciale et économique. N'oublions pas qu'IBN KHALDOUN est une espèce de conseiller-aventurier de métier qui vendait ses services aux princes les plus offrants.

Ainsi, quand un souverain se décidait à dépenser son or (construction de palais, de villes, de mosquées ...), il remettait sur le marché des pièces d'or qui avaient une valeur propre et qui étaient échangeables contre des marchandises sur n'importe quel marché. ~~et~~ Quand le gouvernement algérien émet de la monnaie pour financer les projets du Plan quadriennal, il ne crée aucune richesse nouvelle. Il ne fait qu'accroître la masse des billets en circulation. Il en résulte rapidement une hausse des prix (inflation) que subit la population. Cette façon de financer revient en fait à faire payer par les masses les projets de la bourgeoisie. En effet, en achetant plus cher ce qui leur est nécessaire, la masse des consommateurs "éponge" le trop plein de billets mis en circulation.

Heureusement, cette façon de procéder ne peut être étendue sans risques pour le pouvoir lui-même ; elle aiguise les contradictions. En effet, la hausse des prix se répercute sur le coût des projets qui montent en flèche et, de ce fait, ne sont pas réalisés suivant le plan initial. Pour mieux comprendre, prenons l'exemple de l'année 1971. Il était prévu dans le plan quadriennal 6.680 millions de DA d'investissements publics. La loi des finances a porté cette somme à 7.088 millions de DA. Les statistiques récentes donnent comme investissements effectivement réalisés au cours de l'année 1971 : 8.100 millions de DA, soit 1.520 millions de DA (20 %) de plus que la somme initialement prévue (en 1969). Ce dépassement ne provient pas, comme on pourrait le croire, de la réalisation d'objectifs supplémentaires puisque les commentaires officiels confirment qu'il y a un retard dans la réalisation du Plan et, on peut constater que des unités qui devaient entrer en fonctionnement en 1972, sont encore au stade de projet. C'est donc à 40 % et peut-être plus que l'on peut estimer le taux de réalisation du plan. La hausse des coûts est certainement supérieure. (Nous connaissons des exemples où le coût initial a été multiplié par 2 ou 3, car à la hausse du prix il faut ajouter la spéculation) ~~comme le montre le bilan du plan quadriennal.~~

Nous avons déjà expliqué (El Jarida n° 12) comment l'un des moyens de hausser les prix les plus employés était l'organisation de pénuries (exemple : le ciment).

Mais, ce n'est pas là la seule contradiction du financement par la création de monnaie. En effet, la hausse des prix ne touche pas seulement les biens d'équipements, les matériaux de construction, elle touche surtout en priorité les biens de consommation courante. On peut estimer la hausse des prix annuelle pour certains produits courants entre 20 et 30 %.

Prenons le cas de la viande, les statistiques du commerce de gros de l'année 1971 permettent de voir une croissance régulière des prix avec un saut important à l'époque du Ramadhan. Sur la plupart des marchés cette hausse dépasse 25 % pour l'année 1971.

La hausse du coût de la vie provoque une dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs qui sont mécontents et qui revendent d'une façon ou d'une autre des augmentations de salaires. Et bien que ces derniers soient bloqués au nom de la politique d'austérité et que la grève soit considérée comme un délit passible de deux ans de prison, les mouvements de grèves et de revendications se développent dans notre pays. La récente grève des travailleurs de la R.S.T.A. était l'une des plus spectaculaires, mais elle n'était pas la seule.

Les travailleurs sont amenés à s'organiser pour pouvoir vivre (développement des luttes de classes).

Le pouvoir est obligé de céder et toute sa politique de blocage des salaires s'explique par les chômeurs à leur tour refusent certains emplois parce que trop mal payés et préfèrent "se débrouiller" pour survivre plutôt que de se crever pour rien (développement des vols, agressions, banditisme, insécurité ...).

Mais, si les salaires augmentent, les prix à leur tour grimpent ... et le cycle recommence.

Nous avons développé ce point un peu longuement, non pour décrire des mécanismes, mais pour montrer que le développement du capitalisme engendre des contradictions objectives qui sont à la base du développement de la lutte des classes. La recherche du profit maximum pour le capitaliste engendre son contraire, l'organisation et la lutte des travailleurs.

Revenons maintenant à notre article de "Nouvelles Économiques". Il nous faut reconnaître que l'auteur souligne que "*le financement par la monnaie constitue un moyen, en abuser serait une faute grave.*" Il est évident que le pouvoir n'a pas tenu compte des avertissements de ses idéologues car il en a plus qu'abusé,

On peut mieux comprendre maintenant la signification de la quatrième source de financement proposée plus haut "l'épargne nationale" et, notamment, la campagne publicitaire autour des bons d'équipements. "*Le gouvernement a estimé opportun de créer cette année des bons d'équipements ... qui permettent aux industriels et aux commerçants de trouver un emploi productif servant l'intérêt général en même temps que leur intérêt.*" (Mahroug).

On retrouve, une fois de plus, les thèses de KEYNES sur la mobilisation de l'épargne. Mais, dans ce cas-ci, IBN KHALDOUN ne peut être daucun secours puisqu'on sait que la société musulmane condamnait le prêt à intérêts. Quel peut être le rôle de cet appel à l'épargne ? Il vise à contrecarrer les effets de l'inflation en retirant par le biais des caisses d'épargne des bons d'équipements une partie des billets mis en circulation par l'Etat. Les couches visées par cette opération sont les classes moyenne-bourgeoises ou petites-bourgeoises qui ont des revenus assez élevés. En effet, s'ils dépensent leurs revenus, ils provoquent une demande de produits (souvent importés) et, comme ils n'hésitent pas devant la dépense, ils font monter les prix (exemple des voitures). Aussi, par des promesses (épargne-logement), on essaie de les amener à épargner. Mais, c'est mal connaître la psychologie de ces couches dominées par l'idéologie de consommation propagée par la bourgeoisie (télévision, presse) et entraînée dans le cycle infernal de la consommation (exemple : les mariages, meubles, costumes à la mode, whisky ...). /

Ainsi, si l'on regarde de près, le Plan quadriennal est financé de deux façons : (voir EL JARIDA n° 9)

1) Par les sommes fournies par l'impérialisme en vue d'accroître le pillage et l'exploitation de notre pays.

2) Par le prélèvement, sur les masses.

On comprend alors le but de ce plan : accumuler du capital au bénéfice de la nouvelle bourgeoisie et permettre une pénétration plus profonde de l'impérialisme dans notre pays.

LES ECRIVAINS ALGERIENS

AU SERVICE DU POUVOIR

(A propos d'une soirée "culturelle")

Le 18 janvier 1973, les étudiants algériens de Paris étaient conviés à une conférence portant sur "la culture et la révolution agraire" par Mostefa LACHERAF, conseiller culturel de BOUMEDIENNE.

Ce fut l'occasion de réentendre toutes les âneries officielles sur les promesses de la révolution agraire et toutes les bêtises, dites avec des mots compliqués, sur la culture algérienne d'aujourd'hui.

Cette soirée a permis également aux ténors révisionnistes venus en force, de se présenter une fois de plus comme les défenseurs ardents et zélés de la politique du pouvoir. Mais, heureusement, pour la majorité des présents, quelques interventions courageuses et lucides ont réussi à perturber le ronronnement stéréotypé de la conférence.

Trois heures de verbiage, souvent incohérent et plein de contradictions, n'ont pas suffi à Mostefa LACHERAF pour dire sa conception de la Culture et pour se définir par rapport à la politique du gouvernement.

Il a parlé de la société algérienne en "spécialiste" après avoir révélé qu'elle était "traumatisée", "aliénée", "carencée", "déphasée". Il s'est empressé de rassurer ses auditeurs. Le remède à tant de maux, il le saurait. Il est radical et se nomme "révolution agraire". (On s'étonne qu'il ne l'ait pas dit avant 1972, mais peut être qu'alors le remède miracle était le Plan quadriennal si vite oublié !).

D'après lui, la "révolution agraire" ne libérera pas seulement le paysan, mais également la femme algérienne, ainsi que la jeunesse. Il cite l'exemple d'une certaine jeunesse qui visite facilement Berlin, Munich ou Paris et qui, revenue à Alger, ne sort pas à plus de 20 km de la capitale pour voir le pays et ses habitants. M. LACHERAF aurait-il donc trouvé une autre vertu à la révolution agraire, celle de développer le tourisme !

Quant au rôle de la révolution agraire dans le domaine culturel, il n'a pas réussi à l'expliquer, malgré le vocabulaire agricole qu'il a utilisé (cerveaux en friche, sous-culture citadine, inculture paysanne). Porte-parole de la Présidence, LACHERAF a vraisemblablement été envoyé pour recueillir quelque soutien à la politique du pouvoir au moment où il en a grand besoin. Mais, notre conférencier n'était pas préparé à l'assaut qu'il devait subir de la part d'un auditoire non conformiste, refusant les louanges et le larbinisme verbal si fréquent dans les salles de conférences d'Alger. Il s'est donc contenté de redire péniblement, et mal, toutes les platitudes qu'il avait déjà exposées au cours d'un certain "Colloque Culturel National" de juin 1968.

Une impression se dégageait au cours de cette soirée : non seulement LACHERAF avait perdu l'habitude de penser (comme tous les autres intellectuels du régime que des traitements généreusement distribués encourage à l'hibernation), mais il ne s'est même pas donné la peine de relire ses anciennes "réflexions". Et, pourtant, cela lui aurait évité de faire rire tout le monde, surtout quand il a affirmé d'un air doctoral que la lutte de classes n'existaient pas en Algérie. En liaison avec les interventions de Mostefa LACHERAF, il faut noter les questions et les discours des révisionnistes qui étaient venus en grand nombre.

A plusieurs reprises, ils ont volé au secours de LACHERAF qui peinait lamentablement en tentant de répondre à des questions sur le rôle de la bourgeoisie, sur la nature de classe de l'Etat algérien et sur l'exploitation des travailleurs.

Fidèles à leurs méthodes opportunistes, ils se sont empressés de ramener chaque fois la discussion dans les limites "raisonnables" d'un débat "sérieux" et "calme". Finalement, ils se sont rendus compte que LACHERAF était incapable de défendre, en bon intellectuel servile, les "aspects positifs" de la politique du pouvoir. Alors, ils ne se sont même pas donnés la peine de lui poser des questions et ce furent de longues interventions se complétant l'une et l'autre pour exposer leur programme et réaffirmer leur soutien au régime.

Mais, cela ne se fit pas sans une certaine protestation d'une bonne partie des étudiants. Excédés par les discours creux, ces derniers ne tardèrent pas à réagir. C'est là le second aspect, l'aspect essentiel de la soirée. Sur les douze interventions, cinq étaient nettement dirigées contre le gouvernement et dévoilaient avec netteté la politique du pouvoir et sa nature de classe véritable. Leur dénonciation concrète et vigoureuse de l'exploitation des masses populaires en Algérie ont permis de démasquer LACHERAF qui s'était jusque là camouflé derrière une fausse neutralité. Finalement, son soutien effectif aux classes au pouvoir et à leur politique réactionnaire s'est révélé au grand jour pour ceux qui l'ignoraient encore. Le mythe des intellectuels progressistes au sein du pouvoir, si cher aux révisionnistes, s'est avéré être une mystification grossière au service d'une politique de collaboration.

Voici, pour compléter les remarques précédentes, quelques "pensées profondes" de Mostefa LACHERAF, en réponse à certaines questions.

Question - "Il y a des officiers de l'A.L.N., des responsables du F.L.N. qui ont mal agi depuis l'indépendance (lien de mariage avec la bourgeoisie, enrichissement). Ne pensez-vous pas qu'il serait utile que tous les responsables actuels disent publiquement ce qu'ils possèdent ?"

Réponse - "Vous posez là en fait un problème de société. On croit que dès qu'un pays devient indépendant, il y a des institutions harmonieuses. Regardez l'Algérie, c'est un pays en voie de développement, mais son développement s'est greffé sur un sous-développement de la société. D'où vient ce sous-développement ? Il vient de loin en réalité et le colonialisme l'a seulement aggravé. Notre société contient des séquelles de féodalité, même si les chefferies ont cessé d'agir, car ce que les chefferies ont秘ré, continue de faire son travail.

A l'Algérie, à l'aliénation coloniale a pu succéder, et a souvent succédé une autre aliénation, plus grave, ajoutée à la déception des générations sacrifiées. Les campagnes algériennes vivent dans une préhistoire aggravée par une succession de traumatismes. La révolution agraire a le mérite de poser tous les problèmes : ceux des paysans, ceux de la femme, ceux de l'enfance, ceux de la jeunesse ... Je voudrais dire aussi qu'une révolution agraire se mérite et, de plus, elle est en fondation de l'Etat et de la société. Dans notre pays, la révolution agraire est une solidarité sociale entre les villes et les campagnes (les villes sont relativement plus enviables) ; mais sans la révolution agraire, les villes sont condamnées à déprimer."

Quant à l'attitude des paysans face à la révolution agraire, au début ils n'y croyaient pas car ils ont été échaudés. Depuis l'indépendance, on a observé le phénomène d'un double exode. D'une part, celui des paysans venant grossir les villes et, d'autre part, celui des notables de la terre promus par l'indépendance. Cette situation s'est aggravée par le fait qu'une jeune bureaucratie faisait des erreurs dans ses rapports avec la paysannerie.

Je voudrais également dire un mot sur les étudiants et la révolution agraire. Comme on l'a vu avec le volontariat étudiant de l'été dernier, la révolution agraire permet aux jeunes de s'exprimer. Ainsi, les cinéastes, les journalistes se sont exprimés. De jeunes cinéastes ont réussi à briser le carcan pour réaliser des chefs-d'œuvre. Des journalistes au début sont venus nous voir pour nous demander des articles tout faits sur tel ou tel aspect de la révolution agraire dans telle ou telle région. On leur a dit qu'ils n'avaient qu'à les faire eux-mêmes en participant au grand mouvement.

Quant aux étudiants, ils étaient, paraît-il, 7 000 volontaires à avoir voulu participer à la campagne d'explication. Il y en eut finalement 3 000 (à cause de certains freinages dûs à certains adversaires de la révolution agraire qui sont nombreux). Ce volontariat a rendu un grand service aux étudiants en leur permettant de voir la réalité des campagnes et de dire cette réalité.

A ce sujet, je voudrais citer le livre de DUVIGNAUD "Chebika" qui est une enquête sociologique sur la vie d'un village du sud tunisien. Pour faire son enquête, l'auteur s'est fait accompagner d'étudiants et étudiantes tunisiens d'origine bourgeoise qui devaient servir d'aide et d'interprète. Eh bien, il a suffi de ce contact des étudiants avec le village pour provoquer un déclic chez les paysans qui ne tardèrent pas à prendre conscience et qui finirent par faire une grève pour protester contre leur condition. C'est ce que nous avons observé en Algérie après le passage des étudiants dans les campagnes ; les paysans eurent un début de prise de conscience. Ainsi, donc, les étudiants c'est cette étincelle (qui ne met pas le feu aux poudres), mais qui réchauffe les coeurs."

Question - "Existe-t-il des contradictions au sein de la société algérienne et êtes-vous d'accord avec le Président BOUMEDIENNE quand il affirme "nous sommes pour l'unité de la société et non pour la lutte des classes." ?

Réponse - "Moi, je suis un écrivain. Je m'intéresse seulement à la société. Mais, je vais vous dire une chose : la notion de lutte de classes dans les pays sous-développés est un leurre ! Bien sûr, le problème des classes existe, mais pas la lutte des classes. Je m'explique. Dans les pays qui ont fait une révolution nationale et non sociale, ce phénomène de lutte des classes est difficile à saisir. Ainsi, il n'y a pas une nature de classe d'un gouvernement, d'une équipe, d'un politicien."

Question - "Vous avez dit que les paysans ont été abandonnés. Mais, les étudiants, les ouvriers également. Vous n'avez pas parlé des structures démocratiques et des structures politiques du pays. Vous savez très bien que l'engagement des étudiants en été répondait à un feu vert de la part des responsables. On veut bien participer à la bataille, mais où est le cadre ?"

Réponse - "Je ne suis pas responsable de cela. En tout cas, il ne faut pas attendre des feux-verts, il faut y aller. D'ailleurs, il ne faut pas croire que tel ou tel groupe a lancé la révolution agraire. En fait, la révolution agraire se véhicule elle-même. Moi, j'espère pour mon pays des institutions libres et démocratiques. En fait, la dialectique du mouvement résoudra le problème de la participation active à la vie du pays. Je vous donne un exemple : des éléments avancés de l'autogestion sont allés dernièrement aider les paysans dans les coopératives. Mais, nous ne sommes qu'au début. Jusqu'à ce jour, la révolution agraire n'a rien réalisé, il y a zéro. Mais, il y a autre chose : il y a un éveil un peu partout. L'Algérie est un pays sous-développé et c'est comme ça ! Si on avait un Parlement, etc ... d'accord ; mais il faut partir de ce que l'on a, l'admettre et avancer."

Question - "En Algérie, la révolution agraire a un support nationaliste. Elle est décidée par des gens qui appartiennent à certaines classes différentes des paysans. Or, ce sont ces classes aussi et ce nationalisme qui ont été à l'origine des réformes agraires au Brésil, au Mexique etc ... et on sait que ces réformes ont échoué. Je suis donc sceptique quant à la réussite de la révolution agraire en Algérie. Qu'en pensez-vous ?".

Réponse - "Moi, je ne crois pas aux initiatives officielles. Je crois aux luttes des classes et si Bon Dieu la lutte des classes éclate, eh bien qu'elle éclate ! Pour ce qui est du Brésil, il n'a pas eu sa lutte de libération nationale. C'est d'ailleurs un gouvernement fasciste placé et soutenu par les Américains, ce qui n'est pas le cas en Algérie."

Question - "L'A.N.P. a dernièrement pris nettement position pour la révolution agraire. Qu'en pensez-vous ?"

Réponse - "Ca les regarde."

Question - "Vous semblez confondre sous-développement technique et sous-développement culturel. Je ne suis pas d'accord avec vous quand vous considérez les paysans comme des mineurs qui ont besoin des étudiants pour être réveillé."

Réponse - "Il n'y a pas de vraie culture chez un peuple à 75 % analphabète. Il y a une sous-culture ou une inculture."

Question - "Je crois qu'il faut agir sans attendre l'Etat. Il faut que les mouvements révolutionnaires chez les étudiants, parmi les masses, renversent l'Etat qui n'est pas au service des masses déshéritées et le remplacent par un autre. Ne cruyez-vous pas que la révolution agraire est un leurre pour mieux exploiter les paysans en remplaçant les propriétaires par l'Etat ?"

Réponse - "C'est faux, car il n'y a pas de comparaison entre un khammès et un paysan de coopérative. De toutes façons, moi je fais abstraction de l'Etat qui n'est qu'une structure où il y a des gens honnêtes ou bien des gens malhonnêtes. La cause de tout cela est due au fait qu'à l'origine il y avait un nationalisme prolétarien qui a dégénéré à partir de l'indépendance en un néo-nationalisme entretenu par une néo-bourgeoisie."

DES CINEASTES MECONTENTS

Sept jeunes réalisateurs de cinéma travaillant à la R.T.A. (Radio, Télévision algérienne) dénoncent à travers la carence de cet organisme d'Etat l'inexistence d'une politique culturelle clairement définie et en accord avec les options du pouvoir. (Algérie-Actualité du 26 novembre 1972).

Ils déplorent le fait qu'il a fallu attendre la bonne volonté de ce pouvoir pour qu'ils aient la possibilité de tourner quelques petits films. A ce sujet, le journal avouera que "*l'instance politique les avait sollicités parce que la révolution agraire l'exigeait.*"

Quant à la politique de la R.T.A. en matière de création et de programme, c'est "*l'improvisation, l'anarchie, la médiocrité qui est de règle.*"

Les réalisateurs dénoncent également l'inexistence d'une politique de production à l'échelle de cet organisme : "*on ne sait jamais quoi tourner, quand tourner et avec qui?*" Ils donnent l'exemple de la révolution agraire qui était un sujet tabou jusqu'au 8 novembre 1971. Personne à la R.T.A. ne voulait en entendre parler. "*Puis, vint la décision d'en haut, alors les responsables ont été obligés d'exécuter les ordres.*" Ainsi, comme l'explique un autre réalisateur "*la conjoncture politique a fait que la superstructure à la télévision n'a pas pu s'opposer à leur réalisation.*"

Se plaçant toujours dans le cadre des options du pouvoir : révolution agraire, industrielle, culturelle, gestion socialiste des entreprises, ces revendications dénoncent la politique d'un autre organisme de l'Etat : l'O.N.C.I.C. (Office National pour la Commercialisation de l'Industrie du Cinéma). Ils constatent que "*l'O.N.C.I.C. en tant qu'organisme commercial est en contradiction avec les objectifs de la révolution agraire.*" Ils l'accusent d'avoir "*complètement abandonné le documentaire ne s'occupant que de la rentabilité commerciale.*" et d'avoir poussé ce souci de la rentabilité jusqu'à oublier de faire du cinéma un moyen de culture accessible aux plus grandes masses.

Finalement, ce que reprochent ces cinéastes à la R.T.A. et à l'O.N.C.I.C., c'est d'être mal gérés et de ne pas appliquer correctement les directives du pouvoir. En fait, les directives importantes n'ont jamais cessé d'être appliquées : c'est, d'un côté, l'abru-tissement systématique des Algériens par des programmes et des films sans lien avec leurs préoccupations et, de l'autre, une rentabilisation forcenée qui se traduit par l'importation, à bas prix, de centaines de vieux films mille fois amortis (tels que les "Ringo", les "Louis-de-Funès" pour le cinéma, les "Arsène Lupin" et les feuilletons libanais pour la télévision) et dont la programmation procure des profits énormes à l'Etat tout en enrichissant une poignée de réalisateurs qui règnent sur l'O.N.C.I.C. (FARES, HAMINA, RIAD).

Il n'y a donc pas de contradiction chez ces individus entre le fait de vouloir un cinéma rentable et le fait de le rendre accessible à tous : plus il y a de gens pour avaler toute la camelote étrangère ou locale, plus il y a de profits ; et c'est bien ce qu'ils visent quand ils prétendent "propager la culture parmi les grandes masses."

Ce que vise donc la critique des jeunes réalisateurs, ce n'est ni plus, ni moins qu'une transformation des structures anachroniques existantes qui bloquent leur promotion en les empêchant de participer à une rénovation des moyens de domination du pouvoir (ils veulent faire des films de soutien à la révolution agraire, à l'industrialisation).

Cette protestation reflète donc une contradiction de la petite-bourgeoisie qui ne remet pas en cause les options du pouvoir lui-même, mais refuse d'être cantonnée dans un rôle d'exécutant passif. Elle veut qu'on lui reconnaisse un rôle actif dans l'application de la politique du gouvernement. Malgré cela, ces protestations vont dans le sens d'un mécontentement de plus en plus grand et réel contre l'oppression du pouvoir dans tous les domaines, en particulier dans le domaine de la culture.

LA PRESSE INTERNATIONALE
ET LE 10ème ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE

Nous commençons aujourd'hui la publication d'extraits commentés des articles parus dans la presse à l'occasion du 10ème anniversaire de l'indépendance. Ces articles sont en général des reportages faits sur place par les journalistes étrangers invités par le gouvernement. Très souvent, ils reprennent les thèmes favoris du pouvoir "nationalisation, industrialisation, plan quadriennal, révolution agraire" largement diffusés dans les luxueuses brochures spécialement composées pour la circonstance. Quelquefois pourtant, nous trouvons des témoignages sur la situation des masses ou encore des commentaires qui méritent réflexion.

Le premier article de notre série est l'un des derniers publiés puisqu'il est sorti en janvier 1973 dans la revue "Sélection du Reader Digest". Le titre en est banal "L'Algérie dix ans après" et l'auteur est vraisemblablement un américain, Edward P. Sheehan.

Bien que dans l'ensemble cet article soit favorable au régime, il ne parvient pas à masquer la réalité et son désir de justifier la politique actuelle ne fait que confirmer nos analyses et la crainte des Algériens.

Le portrait de BOUMEDIENNE est fidèle à la légende, "Froid et profondément religieux, cet autocrate ... travaille depuis sept ans qu'il est au pouvoir à restituer au pays son caractère national". Cependant, l'auteur donne une image très américaine de la "réussite" de BOUMEDIENNE qui est révélatrice. "Tourmenté et ambitieux, détestant la notoriété, il a assis son autorité progressivement, mais sans hésiter à employer la manière forte. C'est ainsi qu'en 1959, il fit exécuter huit de ses officiers ... En 1962 ... il était presque inconnu, même de ses compatriotes ... Pendant trois ans, il attendit dans l'ombre tandis que BEN BELLA menait le pays à la catastrophe. En juin 1965, BOUMEDIENNE n'eut aucun mal à renverser le gouvernement par un coup d'Etat et à s'emparer de la présidence".

Cette rapide biographie de "Mohamed BEN BRAHIM BOUKHAROUBA" est choquante pour nous, compte-tenu de notre mentalité, mais n'oublions pas qu'aux Etats-Unis, centre mondial du capitalisme, la poursuite de l'intérêt individuel et l'emploi de n'importe quel moyen pour arriver à ses fins sont bien vus. Au contraire, on glorifie et on donne en exemple les self-made-men (hommes qui se font tout seuls). Ce qui plait aux Américains dans BOUMEDIENNE, c'est cette absence de scrupules. Notre auteur relève d'ailleurs que "BOUMEDIENNE qui cumule les fonctions de Président du Conseil, de Chef de Gouvernement et de Ministre de la Défense, jouit d'une autorité absolue. Il administre le pays avec l'assistance de quelques conseillers et des techniciens compétents, et la base de son pouvoir est constituée autant par son armée de 65000 hommes que par la passivité du peuple". "De toutes façons, il n'a jamais recherché la popularité" ... "Il vit en recluse au ministère de la défense ... et il n'a que peu d'amis intimes."

Cet homme seul qui ne sourit jamais (parce que "son sourire crispé découvrait des dents affreuses" arrangées depuis par "un dentiste de l'armée française") est "décidé contre vents et marées à mettre sur pied un régime qui tienne à la fois du socialisme égalitaire et du capitalisme d'Etat". On se demande pourquoi cette volonté ?

./.

(*) "Sélection du Reader Digest" est une revue américaine (proche de la C.I.A.) diffusée en treize langues. Elle choisit et condense parmi les articles parus dans Le monde ceux qui sont "d'un intérêt universel", c'est-à-dire conforme aux intérêts des Américains et de l'Occident. C'est donc un instrument puissant, à cause de sa large diffusion : 29 millions d'exemplaires, de la domination idéologique de l'impérialisme.

La réponse est fournie plus loin : BOUMEDIENNE, en mettant la main sur l'exploitation des richesses pétrolières de l'Algérie "vise à rendre son pays compétitif sur les marchés mondiaux." Tout le problème est là. Pour faire du "socialisme une réalité", le pouvoir a voulu remettre l'économie sur pied. Ainsi, le complexe sidérurgique d'El Hadjar, fleuron de l'industrie algérienne a coûté 1 milliard de dollars (500 milliards d'anciens francs). C'est un exemple d'indépendance économique "la fonderie a été bâtie par les Français, l'acierie par les Russes, la fabrique de tuyaux par les Allemands de l'Ouest, l'usine de laminage à chaud par les Italiens. Suédois et Australiens mettent actuellement la dernière main à la construction d'une usine de laminage à froid et, avant la fin de 1975, les Soviétiques en auront terminé une autre, ainsi qu'une seconde fabrique de tuyaux." Sans oublier les "Allemands de l'Ouest (qui) construisent une usine de tracteurs à Constantine, Des Japonais, au nombre de 400, montent une nouvelle raffinerie de pétrole à Arzew." Ainsi, l'Algérie est un vaste "chantier" international, une tour de Babel qui "regorge de techniciens de toutes nationalités (Français, Russes, Egyptiens, Belges, Italiens, Britanniques, Canadiens, Allemands de l'Est, Polonais, Yougoslaves) et des spécialistes de toutes les branches." Notre auteur oublie dans son énumération les Américains. Ainsi, M. KORTURK, ancien de la N.A.S.A., et chef de service à la S.N.S., (salaire mensuel : 20 000 DA.); ces Américains avec lesquels ont été passés les contrats les plus importants.

En plus de l'accord avec EL PASO portant sur la livraison de 5 milliards de dollars (2 500 milliards d'anciens francs) de gaz sur 25 ans "une entreprise new yorkaise va édifier à Arzew pour 300 millions de dollars (150 milliards d'anciens francs) la plus grande usine de liquéfaction du monde. Le port sera agrandi afin de recevoir les méthaniers qui transporteront le gaz aux U.S.A. Un autre accord plus important encore prévoit la livraison, en 25 ans également, de 340 millions de tonnes de pétrole brut à une compagnie américaine de Porto Rico."

A noter que "toutes ces affaires se concluent, bien que les deux pays n'entre tiennent plus de relations diplomatiques" et que l'anti-américanisme de la presse algérienne est violent. Il est vrai que "très judicieusement, le gouvernement a pour principe absolu de séparer le domaine commercial de la politique."

L'auteur s'interroge alors sur les relations avec la France. Il estime que le "froid" surgi lors des nationalisations du pétrole est résorbé et que les investissements français en Algérie "sont encore considérables". "Elle demeure le principal partenaire commercial." En outre, "Elle contribue à l'édification des institutions algériennes par l'envoi de coopérants : 2 000 techniciens spécialistes et plus de 4 000 enseignants."

Et le peuple algérien ?

"A noter que l'Algérie, si elle ne compte pas tout à fait 15 millions d'habitants, a un taux de natalité supérieur à celui de l'Inde et que plus de 50 % de sa population a moins de vingt ans." La plaie de la nation : le chômage. "Où que se portent les regards, sur les boulevards d'Alger et d'Oran comme sur la promenade qui domine les gorges du Rhummel à Constantine, on ne voit que des foules de jeunes désœuvrés. L'Etat ne leur accorde aucune allocation ... En fait, le seul moyen dont il dispose pour mettre un terme à la misère des campagnes et au chômage urbain est l'industrialisation à outrance." Mais, "C'est un pari que l'Algérie risque fort de perdre". L'auteur cite "certains spécialistes français qui connaissent bien le pays : le plan de 4 ans fixe des objectifs industriels irréalisables aux dépens de l'agriculture. Les complexes de Annaba et d'Arzew sont des entreprises de façade. En outre, leur gestion laisse à désirer."

On comprend que M. SHEEHAM ait rencontré un agriculteur des Aurès qui lui a dit ; "on n'a plus besoin de slogans socialistes" et que lors de sa visite au petit village de Djemila dans le département de Constantine, il a pu constater :

"la population n'excède pas 800 personnes et les femmes sont voilées. Les hommes, pour la plupart illétrés et sans travail, passent leurs journées au café à jouer aux dominos. Le soir, ils rentrent chez eux dans de petites maisons blanchies à la chaux où s'entassent des familles qui ne cessent de s'agrandir. On est très pauvre ici, et bien des gens ne mangent qu'un jour sur deux. L'hiver, on voit des enfants parcourir 15 à 25 km pieds nus pour aller à l'école. Tuberculose et mortalité infantile sont deux fléaux qu'ici on accepte encore avec résignation."

Pour ce qui est de l' "instruction", "dans les salles non chauffées, Bernard, un jeune enseignant venu au titre de la coopération, s'efforce d'inculquer à sa classe quelques rudiments de français, tandis que des instituteurs algériens assurent l'enseignement général en arabe. L'âge des élèves s'échelonne de 7 à 19 ans, mais seuls les sujets les plus brillants auront quelque chance d'entrer dans le secondaire."

Ceci n'empêche pas notre auteur de conclure avec un humour inconscient "Et, pourtant, c'est dans le domaine de l'enseignement que la révolution algérienne a enregistré ses succès les plus remarquables."

Pourtant, tout le monde ne se trouve pas dans la même situation, car "Hauts fonctionnaires des ministères et cadres supérieurs des grandes entreprises d'Etat touchent des salaires nominaux relativement modestes, mais s'habillent chez le grand faiseur, roulent en mercédès, possèdent deux ou trois résidences voire de vastes domaines agricoles , au mépris de la loi sur la réforme agraire."

Ainsi donc, pari sur l'industrialisation, révolution agraire ou révolution culturelle ne changent rien de l'avis des observateurs les moins impartiaux au sort des masses algériennes. Par contre, elles sont une source d'enrichissement pour l'imperialisme et pour la bourgeoisie algérienne.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE L'UNIVERSITE

Un large mouvement de revendications qui touche l'ensemble des travailleurs de l'Université d'Alger a abouti à l'organisation de marches dans les différentes facultés. La presse s'est bien gardée d'en parler. Nous reproduisons ci-après quelques éléments du dossier.

Témoignage sur les marches

"Le vendredi, comme prévu, trois marches ont eu lieu. Il y avait beaucoup de monde, surtout en médecine et en droit. Cela a fait très grosse impression sur les responsables de ces départements qui ont été obligés de recevoir les délégations de travailleurs.

Le jour même, le recteur a invité les travailleurs manuels et les a sermonés. De plus, il "sortit" un papier insistant pour que les distributions de tracts cessent et qu'il n'y ait plus d'assemblée générale.

Le jeudi 18, devant le bouillonnement qui agitait l'ensemble de la faculté, les délégués syndicaux ont été convoqués à une réunion en présence de personnalités dans laquelle ils furent "gentiment" invités à cesser le mouvement en échange de quoi certaines revendications seraient satisfaites.

La proximité des vacances rendait impossible une poursuite de l'action. Ce n'est que partie remise. Le moral est au beau fixe, on verra à la rentrée ..."

Tract des travailleurs de la Faculté de Médecine : agents, employés et enseignants :

"Après toute une année d'infuctueuses démarches auprès des responsables administratifs à tous les niveaux, la section syndicale a décidé finalement de s'adresser directement à M. le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique auquel a été remis un rapport détaillé dans lequel ont été recensés tous les problèmes qui se posent à nous et des propositions constructives pour les résoudre. En même temps, une audience lui a été demandée pour discuter ensemble ce rapport et prendre des mesures urgentes pour mettre un terme à la dégradation continue de nos conditions de vie et de travail.

Malheureusement, malgré notre bonne volonté, aucune suite n'a été donnée à cette démarche, aggravant ainsi le mécontentement général des travailleurs de notre unité.

Aujourd'hui, les agents, employés et enseignants de la faculté de Médecine estiment désormais qu'il ne faut plus compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts légitimes.

Pour cela, il est nécessaire, plus que jamais, de resserrer nos rangs autour de nos représentants, de nous mobiliser encore plus et de nous tenir prêts à exiger avec force la résolution immédiate de nos problèmes." (Alger le 10 janvier 1973).

Rapport au Ministre - 20 décembre 1972.

"Les travailleurs (agents, employés, enseignants) de l'Université d'Alger, par l'intermédiaire de leur section syndicale ont entrepris, depuis février 1972, de nombreuses démarches à tous les niveaux pour poser leurs problèmes et exiger des solutions rapides et satisfaisantes. C'est ainsi que, depuis cette date, ils ont pu rencontrer différents responsables (directeurs d'unités recteur, sous-directeur du personnel, sous-directeur de la comptabilité, directeur de l'administration générale, secrétaire général du ministère), mais ces entrevues n'ont abouti à la résolution d'aucun des problèmes de fond qui préoccupent les travailleurs et qui sont à l'origine de la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail.

L'échec de ces démarches qui avaient été suivies avec espoir par tous les travailleurs a jeté la consternation parmi eux. Un mécontentement général s'en est suivi.

Les travailleurs ont alors décidé de porter à la connaissance de M. le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique l'ensemble des problèmes qui se posent à eux et de s'informer auprès de lui des mesures qu'il compte prendre pour arriver à leur résolution.

I. Le problème des libertés syndicales à l'Université

Les travailleurs de l'Université attirent l'attention de M. le Ministre sur les graves entraves mises par l'Administration universitaire au libre fonctionnement de leur section syndicale :

- interdiction ou censure de l'affichage
- non respect du droit de réunion
- interventions intimidatrices de certaines administrations locales.

L'U.G.T.A. étant une organisation nationale, les travailleurs ne comprennent pas le sens des actions de l'Administration et protestent énergiquement contre les obstacles dressés devant leurs libertés syndicales. Pour mettre fin à cette situation anormale, ils demandent :

- la reconnaissance immédiate et sans aucune restriction de la section syndicale de l'Université.
- le respect des droits d'information et de réunion,
- le respect des statuts de l'U.G.T.A. concernant notamment le détachement d'un permanent, les heures d'absence du service reconnues aux délégués syndicaux.

II. Les problèmes législatifs, sociaux et matériels

A) Problèmes législatifs

Les travailleurs constatent avec exaspération que certains problèmes dûs au non respect de l'application des statuts ont atteint une gravité exceptionnelle tels que :

- retard considérable dans la mise en place des Commissions Paritaires installées seulement 6 ans après la promulgation de l'Ordonnance portant sur leur création ;
- inexistence totale des tableaux d'avancement et non communications des notations ;
- absence de toute intégration et promotion. Ainsi, de nombreux travailleurs vacataires, contractuels ou stagiaires n'ont bénéficié d'aucun avancement depuis 1962 ! D'autres, Anciens Moudjahidine, attendent toujours leur titularisation qui devait avoir lieu, en principe, six mois après leur prise de service.
- Absence de toute formation professionnelle (droit reconnu par les textes à tout travailleur) et de tout examen professionnel depuis 8 ans.
- Absence d'une alphabétisation rationnelle et systématique des travailleurs dont une bonne partie reste totalement analphabète. Ceci est d'autant plus frappant qu'ils exercent à l'Université, haut lieu de culture et de science.

Les travailleurs de l'Université s'élèvent contre ce piétinement continu de leurs droits élémentaires et exigent le strict respect des statuts en attendant leur refonte. Ils réclament avec insistance :

- la mise en place des Commissions Paritaires et leur fonctionnement dans l'immédiat.
- l'élaboration et la publication des tableaux d'avancement mentionnant les notifications chiffrées préalablement signées par chaque travailleur concerné.
- l'intégration dans les plus brefs délais des travailleurs contractuels et vacataires, la titularisation des travailleurs stagiaires et des Anciens Moudjahidine.
- l'organisation des stages de formation professionnelle, soit au niveau des services de chaque unité, soit dans les centres spécialisés (Ecole para-médicales, CHUA, centre de formation professionnelle administrative, E.N.I.) et la tenue des examens professionnels devant particulièrement tenir compte des compétences pratiques et de l'ancienneté des travailleurs.
- la reprise des cours d'alphanumerisation de différents niveaux arabe, avec octroi d'une heure prise sur les heures de travail. D'autre part, fait encore plus grave, les travailleurs de l'Université ressentent vivement :
 - . l'inadaptation complète des statuts de la fonction publique à leur situation réelle. Ainsi, la majorité des travailleurs est tout simplement oubliée par ces statuts (vacataires, agents de bibliothèques, garçons de laboratoires, assistants contractuels, collaborateurs techniques, chargés de T.D.). Alors, quelle supporte l'essentiel de l'effort fourni pour le fonctionnement de l'Université, elle ne bénéficie d'aucune stabilité de l'emploi ni de garantie professionnelle.

. l'inadaptation de l'organigramme des personnels de l'Université aux nouveaux besoins. Ainsi, le nombre de postes budgétaires n'a subi aucune augmentation notable depuis 1962, alors que l'effort exigé des travailleurs n'a cessé de croître à mesure de l'extension des effectifs des étudiants.

Dès lors, les travailleurs de l'Université exigent :

- la refonte totale des statuts de la fonction publique et l'élaboration de statuts particuliers pour tous les corps.
- la création de postes budgétaires en nombre suffisant pour permettre l'intégration et la promotion de l'ensemble des travailleurs et le recrutement de nouveaux agents.

B) Problèmes matériels et sociaux

1) Salaires, primes et allocations

Les travailleurs de l'Université s'inquiètent vivement :

- de la dégradation continue de leur pouvoir d'achat due au blocage de leur salaire alors que les prix augmentent vertigineusement.
- de l'anarchie intolérable dans le règlement de leurs salaires:
 - . retards répétés dans le versement de la paye
 - . régularisation de la situation financière des enseignants et agents nouvellement recrutés, souvent après un an de service ou plus.
- de la discrimination dans la distribution de certaines primes devenues de simples faveurs telles que la prime de rendement.
- de l'absence irrégulière d'autres primes reconnues par la législation du travail : prime de salissure, de chaussures et de risque.
- de la suspension inexplicable de l'allocation de transport depuis 1966.
- des entorses au versement des heures supplémentaires.
- de l'inégalité du taux des allocations familiales défavorisant encore plus les catégories les plus mal rémunérées.

Devant tous ces problèmes qui entraînent la détérioration croissante de leur condition, les travailleurs exigent :

- le relèvement des bas salaires et la revalorisation de la fonction enseignante.
- le versement régulier à date fixe de leur salaire
- des avances mensuelles substantielles pour les travailleurs nouvellement recrutés, avant la normalisation de leur situation financière qui devra se faire, au plus tard, trois mois après leur prise de service.
- la publication d'un règlement officiel concernant les primes
- le rétablissement de l'allocation de transport, comme convenu dès le 1er janvier 1973, et l'ouverture d'une enquête sur la destination de cette allocation inscrite au budget de l'Université depuis 1966.

2) Problèmes sociaux

Dans le domaine social aussi, les travailleurs connaissent une situation précaire. Ils relèvent avec force l'absence :

- de cantines universitaires leur permettant de se restaurer à des prix modiques, alors que nombre d'entre eux sont dans l'impossibilité de regagner leur domicile à midi du fait de son éloignement ou bien des exigences de service.
- le nombre dérisoire de logement de fonction attribués alors que de nombreux travailleurs continuent à vivre avec leur famille dans une prosmicuité alarmante. Parmi les enseignants, les assistants attendent depuis des années un logement problématique.
- l'inexistence d'un service de pharmacie permettant aux travailleurs de s'approvisionner gratuitement en médicaments sur simple présentation d'une ordonnance.
- la "perte" fréquente de pièces et parfois même de dossiers entiers péniblement constitués, les obligeant à entreprendre de nouvelles et coûteuses démarches retardant ainsi la régularisation de leur situation.

La gravité de ces problèmes dénote l'absence quasi totale d'une politique sociale à l'Université, en conséquence les travailleurs réclament avec vigueur :

- l'accès aux restaurants universitaires pour le repas de midi au tarif de 1.40 DA.
- l'établissement de listes de priorité pour l'attribution de logements de fonction sur la base de critères élaborés par chaque unité.

- la prise de mesures énergiques pour éviter les pertes de pièces administratives et la réinstallation à l'intérieur de l'Université d'un service chargé de régler sur place tous les problèmes d'ordre administratif.
- l'organisation de colonies de vacances pour leurs enfants.

III. Problèmes de l'enseignement, de la réforme et de la recherche

Les travailleurs de l'Université constatent que l'enseignement et la recherche subissent eux aussi le contre-coup de cette dégradation généralisée qui se manifeste par :

- une baisse sensible du niveau de l'enseignement dispensé entraînée par :
 - . la réduction du semestre à trois mois
 - . la désorganisation des travaux dirigés
 - . la multiplicité et l'improvisation des examens transformant ainsi le contrôle continu en un bachotage continu.

Cette situation est d'autant plus alarmante qu'elle laisse apparaître une contradiction flagrante entre les principes et buts déclarés de la réforme de l'enseignement supérieur et les moyens mis en oeuvre pour son application. Ainsi, des lacunes très graves existent au niveau pédagogique et administratif :

- diminution en nombre absolu des assistants (fuite de cadres) due à l'inexistence de statut, au départ d'un fort contingent pour le service national, à la précarité de leur condition matérielles défavorisant l'université au profit d'autres secteurs.
- insuffisance de l'encadrement administratif et technique.

L'instauration d'un climat anti-démocratique qui réduit considérablement les activités d'enseignement et entrave la liberté de recherche. C'est à la faveur de ce climat que certaines unités ont imposé des projets de réforme de D.E.A. et de 3ème cycle rejetés par la majorité des enseignants. Ces projets d'inspiration élitiste visent à perpétuer une certaine forme de néo-colonialisme culturel, cela n'ayant pu se faire que par la mise à l'écart des enseignants de la discussion à propos des problèmes de la réforme.

Les travailleurs de l'Université constatent également que le contenu de l'enseignement n'est pas toujours conforme aux options socialistes du pays et à l'intérêt des travailleurs. Ils déplorent aussi l'absence de toute mesure concrète facilitant l'accès à l'Université des Etudiants issus des classes laborieuses. Pour mettre un terme à cette situation alarmante, ils proposent :

- une planification et une délimitation plus rigoureuse de l'année universitaire.
- une augmentation substantielle des cadres enseignants par :
 - . la revalorisation de leur fonction
 - . l'élaboration de statuts particuliers intégrant les Assistants
 - . l'obtention d'un sursis dans le cadre du service national qui concorderait avec la durée normale du 3ème cycle d'études
 - . la réaffectation automatique à l'Université des assistants contractuels dès la fin de la période de préparation militaire.
- un encadrement administratif et technique plus conséquent par le recrutement des personnels en fonction des besoins réels.
- une démocratisation de l'université par :
 - . la suppression de toute entrave à la liberté de recherche
 - . la représentation des travailleurs à tous les niveaux
 - . la dispense d'un enseignement rigoureusement scientifique.

STATUT DE L'UNIVERSITE

Après avoir examiné le projet d'ordonnance portant statut de l'Université, les travailleurs remarquent que :

- étant parmi les premiers concernés par ce projet, ils n'ont jamais été invités à participer à son élaboration

- leur représentation est extrêmement réduite sinon inexistante : absence de la section syndicale dans les textes, nombre dérisoire des délégués des travailleurs aux Assemblées et Conseils....

Les travailleurs tiennent à affirmer que toutes les doléances qui précèdent sont inspirées par le souci d'organiser des processus démocratiques de gestion de l'Université, faute desquels celle-ci continuera d'être paralysée et donc incapable d'assumer les tâches qui lui incombent. Par ailleurs, ils rappellent que la solution de l'ensemble des problèmes s'avère urgente. Le mécontentement généralisé et l'exode de nombreux cadres enseignants administratifs et techniques vers d'autres secteurs, est l'indice le plus éloquent de la nécessité d'une amélioration rapide et substantielle des conditions générales de vie et de travail à l'Université.

entretien avec ..

ENTRETIEN AVEC UN MINEUR DE ZACCAR (MILIANA)

Il est mineur au ZACCAR depuis plus de vingt ans. Avant l'indépendance, il y avait environ 3000 ouvriers. Aujourd'hui, il y en a 700 divisés en trois catégories :

- le manœuvre qui touche 1,50 DA l'heure
- l'ouvrier de fond qui touche 2,16 DA dans la seconde catégorie et celui qui touche 2,50 DA dans la première catégorie.

Les ouvriers travaillent huit heures par jour et par équipe. Le supplément de travail n'est pas compté en heures, mais en nombre de wagons. C'est à partir de 140 wagons que la direction commence à compter le supplément. Ceci pousse les ouvriers à augmenter le rythme de production journalière. En effet, avant l'indépendance, ils ne dépassaient jamais 90 à 100 wagons toutes les huit heures. Conséquence de cette exploitation : le nombre de plus en plus grand d'accidents du travail. Certains sont mortels parce que la direction ne respecte pas les normes de sécurité. Cette année un mineur a été tué par un éboulement. Immédiatement, les ouvriers cessent le travail, font une "grève sauvage" et exigent de la direction qu'elle achète des poutres plus solides pour consolider les voûtes des galeries. Les ouvriers ont fini par obtenir ce qu'ils demandaient. Bien sûr, El Moudjahid n'a pas dit un seul mot sur cette affaire :

Depuis 1962, la mine a eu trois directeurs. Les deux premiers ont été remplacés pour détournement de fonds et mauvaise gestion. Les directeurs se permettent de s'enrichir en détournant une partie des fonds qui devaient être investis pour la sécurité des ouvriers et la "bonne exploitation de la mine". Ils font aussi des affaires sur les chargements de minerai (le mineur l'a signalé sans donner de preuves).

Le travail des ouvriers de la mine est très harassant et les maladies sont courantes. Pour des questions de rendement, la direction a licencié des anciens mineurs avant la limite d'âge et, ainsi, elle ne leur paye pas de retraite.

Pour les autres, la paie ne suffit pas à faire vivre leur famille. Par exemple, le cas de ce mineur. C'est un ouvrier de fond 1ère catégorie. Il touche 2,50 DA de l'heure et travaille huit heures par jour. Mais, il ne travaille que 23 jours par mois, soit un salaire de 460.- DA. Il faut ajouter 24.- DA d'allocations par enfant (il en a quatre). Cela fait 560.- DA par mois et c'est le salaire le plus élevé.

L'année dernière, BOUMEDIENNE leur a promis une augmentation de salaire. La direction n'a pas exécuté les décisions de BOUMEDIENNE et s'est contentée d'ajouter des primes à la production qui ne sont donc pas fixes. A la question "Que fait le syndicat pour vous défendre*", le mineur sourit et répond qu'il y a effectivement "quelque chose qui s'appelle le syndicat", mais son rôle est d'adoucir les directives de la direction pour les faire avaler aux ouvriers. Il joue ainsi le rôle de frein et de temporisateur pour les revendications. Le syndicat, dit le mineur, "est lié à la direction." "Il nous dit qu'il faut des sacrifices et des efforts pour aider le pays, alors que le minerai va tous les jours à Alger d'où il est exporté."

ENTRETIEN AVEC UN PETIT FONCTIONNAIRE DE LA SONATRACH

Il est agent administratif. Il se lève à 6 heures du matin pour commencer son travail à 7 h. 30. Il s'arrête de travailler à midi et reprend à 14 h. 30 pour terminer à 17 heures.

Il affirme qu'il travaille réellement deux heures par jour. Le reste du temps, il lit le journal, discute avec ses collègues, téléphone et lit des romans policiers. (Il préfère la série "espionnage" car elle est plus facile à lire).

Son chef de service fait encore moins de travail que lui. Il arrive à 9 heures, parcourt le "Moudjahid" signe quelques papiers, règle ses affaires personnelles à coups de téléphone puis il s'absente pour discuter avec d'autres collègues dans d'autres services. Souvent ces "cadres" achèvent leurs discussions dans un des cafés de la rue Didouche Mourad. Malgré cela, la maison est réputée sévère : il y a des caméras de télévision qui filment chaque couloir, contrôlant les allées et venues, (j'en ai vu une).

Pour entrer, il faut "pointer". Pour sortir, il faut un bon de sortie, comme celui-ci :



autorisation de sortie

M

fonction [REDACTED] direction [REDACTED]

solicite une autorisation de sortie pour se rendre

à [REDACTED] motif [REDACTED]

heure de sortie [REDACTED] heure de retour [REDACTED]

le demandeur [REDACTED]

le responsable [REDACTED]

le [REDACTED]

avis [REDACTED]

Mais, ceux qui signent les bons sont ceux qui sortent les premiers. Quant aux petits fonctionnaires, ils évitent ces petites difficultés en inventant des prétextes, en utilisant des relations. Bref, il y a une apparence de travail, mais seulement de l'extérieur. Au-dessus de ce petit monde, il y a des directeurs et des P.D.G., calfreutés dans leurs bureaux du dernier étage et pratiquement invisibles, connus par leurs subordonnés uniquement par les "notes de service".

Les petits fonctionnaires sont conscients de la corruption qui règne au niveau des grands. Ils signalent les voyages fréquents des directeurs à l'étranger et parfois même sans aucun motif de service. Ils voient les hauts fonctionnaires profiter des voitures de service neuves. Il faut ajouter à cela l'inexistence d'un système de promotion régulière qui aurait permis au petit fonctionnaire d'accéder au privilège des grands. De ce fait, les petits fonctionnaires se sentent frustrés d'une partie du gâteau, car ils sont conscients de l'existence d'un gâteau.

Certains plus conscients encore sont écoeurés par ce qu'ils voient et veulent démissionner. En attendant, tout ce monde là pratique la politique du "laisser-aller" et du "laisser-faire" en travaillant le strict minimum, juste ce qu'il faut pour ne pas être exclu.

De plus, le gouvernement multiplie les arrêts de travail. Ce sont les fameuses demi-journées chômées et payées dont ont bénéficié les fonctionnaires de l'Administration et des Sociétés Nationales et, celà, à l'occasion des visites officielles de KOSS YGUNE, SADATE, BOURGUIBA, CASTRO, etc ... Le gouvernement espérait ainsi peupler les rues d'Alger de spectateurs rémunérés ... Ce fut un échec : dès que les fonctionnaires sont libérés c'est la fuite, chacun prétextant un dérangement et, finalement, il ne restait plus que les concierges et les plantons des différents étages.

Ne pouvant provoquer l'adhésion des petits fonctionnaires à sa politique, le pouvoir les fait adhérer malgré eux : Ainsi, à l'occasion de la « campagne de la révolution agraire » chaque P.D.G. de société nationale a apporté au pouvoir le soutien financier de tous ses fonctionnaires. Chacun devait verser une journée de salaire au profit du Fond National pour la Révolution Agraire.

Les fonctionnaires ne purent même pas protester puisque le prélèvement a été fait à la source. Evidemment, ils grognèrent un peu et c'est grognement qui s'est transformé dans El Moudjahid par on ne sait quel miracle, en un "soutien enthousiaste des fonctionnaires à la révolution agraire."

ENTRETIEN AVEC UN JEUNE APPELÉ AYANT TERMINÉ SON SERVICE

C'est un jeune du niveau de 3ème. Il a été incorporé, bien que son père était inapte au travail et que lui, l'aîné, était soutien de famille.

Après six mois de "formation", c'est-à-dire la période où le jeune appelé apprend à obéir aux ordres les plus gratuits et les plus aberrants, il passe un examen de fin de préparation. Le jeune appelé en question réussit à obtenir le grade de Sergent. Il est alors envoyé comme chef de brigade où l'armée utilise les appelés pour la restauration du sol et le reboisement.

Ils sont quatre sergents, un adjudant et un lieutenant à commander une compagnie de jeunes appelés de deuxième classe. Les sous-officiers et les officiers ne travaillent pas. Ils dirigent les travaux et souvent ils ne sont même pas sur le chantier.

Les deuxième-classe dorment sous des tentes et souffrent du froid. Leurs chefs sont logés dans des maisons en dur dont les occupants, des paysans, ont été chassés. Ils ont protesté, on leur a envoyé les soldats qui les ont roués de coups.

Le Sergent raconte que les rapports avec les paysans sont très mauvais et que l'armée est considérée comme une armée d'occupation. Le travail que fait la Compagnie est inutile et coûteux. Pour se venger, les paysans n'hésitent pas à envoyer les chèvres brouter les plants. De leur côté, les soldats travaillent sans aucune conviction et profitent de la moindre occasion pour saboter ce qu'ils ont planté eux-mêmes.

Toute cette entreprise ne profite qu'à une seule personne : le lieutenant. Ce dernier a fait fortune en deux ans et cela sans jamais avoir été inquiété puisque son chef direct en fait autant.

du X...

Par exemple, l'Intendance d'~~ARMÉE~~ débloque une certaine quantité de charbon pour le chauffage. Le lieutenant en garde la moitié qu'il écoule par l'intermédiaire d'un marché noir.

Un autre exemple : pendant la période de pénurie de l'an dernier, l'Intendance de l'armée, elle, n'a manqué de rien et a continué d'approvisionner les différents secteurs. A par exemple, le lieutenant rationne les soldats en loubia et en lentilles. Il stocke une bonne partie chez lui et la revend au prix fort pendant le Ramadhan, toujours par l'intermédiaire du circuit parallèle.

Des informations parvenues de plusieurs régions confirment que cette pratique est courante au niveau des responsables locaux ou régionaux de l'intendance de l'armée.

A la fin du service, la majorité des appelés se retrouvent chômeurs. L'armée leur propose un engagement en faisant miroiter des avantages multiples. En général, les appelés refusent et préfèrent rester chômeur plutôt que de subir encore les misères du service.

=====

ENTRETIEN AVEC UN ARTISAN PLOMBIER

(Wilaya d'Alger)

Il est le seul plombier artisan dans une ville de 25 000 habitants. Et, pourtant, il est pratiquement réduit au chômage. Pourquoi ?

Les gens qui peuvent financer des réparations éventuelles habitent soit dans des maisons communales, soit dans des villas dépendant de la Daïra. Or, l'A.P.C. a ses propres plombiers et la Daïra aussi. Il ne reste à l'artisan que les habitants ouvriers et sans ressources régulières. Pour eux, il ne peut pas effectuer de vrais travaux de réparation, car la moindre pièce de plomberie coûte trois fois son prix réel. (Quand on la trouve sur le marché). Conséquence : le plombier n'accepte que les réparations de ce qui existe déjà, sans aucun changement. Mais, avec cela, il ne s'en sort pas. C'est pourquoi, il a décidé de se reconvertis en réparateur de radiateurs pour voitures. Il nettoie avec de l'acide les radiateurs bouchés. Ce travail n'a pas duré un an, car les émanations d'acide ont provoqué des brûlures dans ses poumons.

Le plombier a 30 ans. Il a quatre enfants. Actuellement, il a fermé son petit atelier parce qu'il ne pouvait plus payer le loyer. Il a gardé ses outils et bricole de temps en temps pour les gens qu'il connaît. Il cherche à tout prix à aller en France pour se soigner d'abord, puis pour y chercher du travail. "N'importe quel travail" dit-il "je suis encore jeune."

=====

ENTRETIEN AVEC UN JEUNE MEDECIN EFFECTUANT SON "SERVICE NATIONAL"

Il est issu d'une famille petite-bourgeoise de X..., qui a rejoint la capitale juste après l'indépendance.

Sa préoccupation essentielle aujourd'hui : se marier avec une fille de la bourgeoisie algérienne et ouvrir un cabinet.

Il a été appelé au service national à 30 ans, avant sa soutenance de thèse. Il a fait six mois de "formation" à Cherchell dont il garde un bien mauvais souvenir. Les sous-officiers qui les encadraient étaient tous analphabètes, engagés volontaires qui considéraient leur travail d'encadrement comme une vengeance autorisée contre tous ces appelés étudiants qui "bientôt auront de bonnes places et joueront les maîtres."

Par conséquent, les appelés, et en particulier les étudiants, étaient en butte à toutes sortes de vexations. Ils étaient insultés à la moindre faute, punis de "pompes" ou de marches à pieds d'une façon arbitraire.

Les appelés étudiants ressentent cela comme une humiliation permanente et en rendent responsables, non seulement les officiers, mais aussi les promoteurs de ce service national. Ce qui frappe les appelés, c'est que la seule loi que l'on applique, c'est l'arbitraire allié à une réelle volonté de briser les étudiants, d'en faire des citoyens soumis.

La conséquence de tout cela, c'est parfois une certaine prise de conscience du caractère répressif de ce service et souvent l'adoption d'une attitude franchement hostile à toute la politique du gouvernement.

Après six mois, l'appelé en question a été muté comme médecin recruteur. Quand je l'ai rencontré, il venait donc de faire six mois dans cette caserne. Avec d'autres médecins appelés comme lui, il logeait à l'hôtel et passait la plus grande partie de la journée à jouer aux dominos, en civil, dans les cafés. Il s'ennuyait beaucoup et se plaignait du gâchis que pratiquait l'armée. Il s'est plaint aussi de la politique du piston qui touche même le service national et il a avoué l'avoir pratiquée quelquefois pour "avoir la paix" ou par calcul,

Ainsi, il est courant que les fonctionnaires hauts placés viennent le trouver pour faire réformer leurs fils. (Il m'a cité le cas d'un directeur qui lui promettait d'intercéder en sa faveur pour l'ouverture d'un cabinet ...).

Pendant que ces médecins-appelés s'ennuient à ne rien faire, j'ai vu, dans la même ville, une foule nombreuse devant le cabinet d'un médecin généraliste et une queue d'une trentaine de mètres devant une pharmacie. J'en ai parlé à ce médecin. Il est conscient de ce gaspillage et m'apprit qu'en plus de l'A.N.P. qui est suréquipée dans le domaine de la santé, ce sont d'autres pays qui profitent des médecins algériens.

Ainsi, pour entretenir une certaine image à l'étranger, le gouvernement n'hésite pas à envoyer, par exemple en Mauritanie et au Niger, des missions médicales qui vont soigner les nomades (alors que les habitants des campagnes en Algérie sont complètement délaissées). Bien sûr, cette politique ne lui coûte pas grand chose puisque les missionnaires ne sont pas payés (tous les membres sont des appelés).

Il faut ajouter à celà la politique du gouvernement vis-à-vis des médecins fonctionnaires ou titulaires d'un cabinet. Les bénéfices réalisés par ces médecins sur le dos du peuple étant énormes, le pouvoir a pris certaines mesures pour prélever sa part. Mais, il s'est alors heurté à une opposition plus ou moins déclarée de la part de tout le "corps médical".

Cette opposition se concrétise soit par le désir chez certains d'aller "gagner de l'argent ailleurs", en Europe par exemple, soit d'adopter les méthodes courantes au sein du pouvoir et ailleurs pour se procurer un cabinet, en trafiquant des autorisations ou en les achetant à des personnes hauts placées.

L'exemple de cet appelé est typique. N'ayant pas beaucoup de relations, il a décidé froidement de s'en procurer en se mariant avec une fille de bourgeois, future médecin elle-même.

ENTRETIEN AVEC UN LYCEEN

(élève de 2ème S.A. (sciences arabisées)

dans un grand lycée d'un chef-lieu de daïra

Le lycée héberge 300 internes. Il y a deux ans, on exigeait des élèves un trousseau complet. Depuis la fermeture de la lingerie et des douches pour des raisons inconnues des élèves, on n'exige plus de trousseau à ces derniers.

Les élèves se plaignent constamment de l'intendance qui les nourrit très mal. Au petit-déjeuner, le café, sans goût, n'est pas assez sucré, ce qui oblige les élèves à se procurer du sucre par eux-mêmes. Les menus, mal préparés, trahissent l'intendance. Par exemple le plat de "loubia" ne contient que de la sauce sans "loubia". Les pommes-de-terre n'ont pas de goût par manque d'huile. La soupe du soir c'est de l'eau chaude. Le vendredi, chacun a une seule louche de couscous et les élèves complètent le déjeûner par une consommation anormale de pain. De son côté, l'intendance lutte contre cette consommation en servant du vieux pain de trois jours.

Tout cela a amené les lycéens à protester vigoureusement. Ils ont ainsi déclenché en cours d'année une grève de réfectoire à cause du pain rassi et du foie qui n'était pas bon et qui sentait mauvais. Les classes de 1ère et de terminale sortent bruyamment du réfectoire. On les menace de fermer le lycée. Devant l'intransigeance des élèves, l'intendance cède momentanément en servant du pain frais et des beafsteaks en disant "que même les ministres ne mangeaient pas mieux que ça."

Un peu plus tard, une seconde protestation est déclenchée, toujours contre le pain rassi. Des menaces d'exclusions sont alors formulées et l'Administration exclut deux élèves. Ce sont des étudiants des villages dépendant de la daïra et appartenant à des familles pauvres. L'un d'eux est devenu instructeur, l'autre est chômeur.

Quant à l'enseignement en 2ème arabisée, c'est, de l'avis des élèves eux-mêmes, du pur sabotage. Tout d'abord, les élèves sont restés sans professeur du 15 septembre au 15 octobre, et ce n'est que fin novembre que tous les cours ont réellement commencé. Sur les sept enseignants de la classe, deux seulement sont Algériens. Le professeur de Lettres arabes qui est imâm dans une mosquée de la ville, et le professeur d'éducation physique qui est entraîneur de club. Les autres enseignants sont Palestiniens, Egyptiens, ou Français.

Comment se déroule l'enseignement ? Un élève fournit l'exemple des mathématiques. Cette matière est complètement arabisée (alors que les élèves, de la 6ème à la 3ème ont appris les mathématiques uniquement en français). A l'usage de cette section, le Ministère de l'Education Nationale a chargé une commission de professeurs du secondaire de rédiger un livre en arabe. La commission traduit alors mot à mot un livre français. Le professeur est Palestinien. Quand il explique les cours, les élèves ne comprennent jamais. Le blocage se situe déjà au niveau du vocabulaire. Et les élèves ayant déjà une formation mathématique en français se procurent le livre français qui a servi pour la traduction en demandant aux élèves de la section bilingue. Finalement, on aboutit au phénomène suivant c'est que l'élève néglige son cours en arabe en l'apprenant en français. Pour les exercices, il les pense en français, les résoud en français puis traduit tout en arabe et donne un devoir rédigé en arabe.

Lorsqu'un texte de devoir ne correspond pas à un exercice du livre français, les élèves ont des difficultés de compréhension. Alors, ils protestent et refusent souvent de faire les devoirs qu'on leur donne.

Cette situation se retrouve également en physique, en chimie, et en sciences naturelles enseignées en arabe.

La conséquence immédiate de tout cela est le retard que prennent les élèves, vis-à-vis de leurs camarades bilingues. A long terme, ces sections ont pour but d'inculquer plus directement aux jeunes l'idéologie du pouvoir. Pour cela, il y a l'histoire et la géographie, ainsi que les matières littéraires.

En littérature, par exemple, à côté de la grammaire, il y a les explications de textes et l'éducation religieuse. Le livre de littérature contient un chapitre sur les versets du Coran, un sur la Sira et le Hadith, un sur la nation, etc ...

Dans les cours d'éducation religieuse, on inculque à l'élève des idées de soumission et d'inégalité naturelle entre les hommes. Les conséquences observables de cet enseignement sont de deux sortes : ou bien l'élève rejette tout cela et cherche un échappatoire dans le football, le domino, les radios françaises ; ou bien il s'enferme sur lui-même et se nourrit de ce nouvel enseignement et, il devient religieux, dévôt à 16 ans. S'il n'est ni l'un, ni l'autre, il demeure passif, sans esprit critique, et complètement amorphe.

====



República Argentina

LE PERONISME

I - ORIGINES DU PERONISME

A - Situation économique et politique de l'Argentine

- 1 - L'effet des contradictions inter-impérialistes sur la société argentine dans la conjoncture de la Deuxième Guerre Mondiale.
- 2 - Situation économique et sociale des masses dans la période 1929 - 1943 (décade infâme)
- 3 - Impuissance des partis à réaliser la "paix sociale" et faillite des partis ouvriers, face à cette situation des masses.

B - Arrivée de Péron

II - LE PERONISME

A - Idéologie du Péronisme

B - Base de classe

C - Politique économique et sociale

D - Chute du pouvoir péroniste

AVANT - PROPOS

Les derniers évènements qui se sont passés en Argentine à la suite du retour du Général PERON, nous montrent que le mythe du péronisme est resté vivace dans l'esprit du peuple argentin. Pour comprendre les évènements récents, il nous a paru intéressant de proposer aux camarades un historique du "péronisme" et pour cela, il nous faut retourner à la période de 1929-1955.

L'analyse du Péronisme n'est pas seulement intéressante du point de vue de la situation en Amérique Latine, elle présente un intérêt pour tout le monde dans la mesure où certaines tendances dites populistes, concrétisées dans le Péronisme, sont apparues ou apparaissent un peu partout dans le Tiers Monde.

o o o

I - ORIGINES DU PERONISME

A - SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DE L'ARGENTINE DE 1929 A 1943

1) L'effet des contradictions inter-impérialistes sur la société argentine dans la conjoncture de la seconde guerre mondiale

Depuis longtemps, l'économie et la société argentines étaient asservies à l'impérialisme britannique : 40 % des capitaux investis en Argentine étaient britanniques.

Les transports (chemins de fer et tramways) appartenaient aux Britanniques. Les usines électriques et les industries chimiques appartenaient aux trusts anglo-américains.

Dans l'élevage, l'industrie sucrière, des fruits, les intérêts anglais dominaient. Dans le coton, Européens et Américains se disputaient l'hégémonie. La commercialisation des céréales était détenue par le capital franco-anglo-belge.

L'économie argentine, dans l'ensemble, est liée à l'impérialisme américano-européen par le moyen des banques. Déjà vers 1930, l'emprise économique étrangère devenait intolérable et le parti conservateur, en tant que représentant des intérêts oligarchiques (1) paraissait coupable aux yeux des masses, d'avoir livré la nation à l'étranger.

Dès lors, l'anti-impérialisme était devenu un sentiment qui a pu unir tous les courants nationalistes (populisme, hispanisme, indigénisme, etc ...) et ce sentiment était ressenti par les masses travailleuses.

./. .

(1) Oligarchie : groupe de quelques familles puissantes dominant une partie des richesses d'un pays et détenant le pouvoir politique. L'oligarchie argentine était surtout terrienne et commerçante.

Quand il s'est agi d'appuyer l'impérialisme anglo-franco-américain pendant la seconde guerre mondiale et quand les ennemis à abattre devinrent tout à coup, les impérialistes Allemands, Italiens et Japonais, cela ne semblait pas tout à fait évident pour le peuple argentin.

On peut dire que la même situation s'est présentée au peuple algérien pendant la deuxième guerre. Etranger dans une guerre qui n'était pas la sienne, le peuple Algérien considérait comme ennemi principal le colonialisme et pas seulement l'impérialisme allemand.

2) Situation économique et sociale des masses dans la période de 1929 à 1943 (décade infâme)

Depuis la crise mondiale de 1929 (1), l'Argentine se trouvait plongée dans un chaos économique et social. En tant que pays intégré dans le marché capitaliste mondial, l'Argentine a subi le contre-coup de la crise du capitalisme. Cette crise du capitalisme (décade infâme) va toucher en premier lieu les masses. La seconde guerre mondiale va accentuer, à son tour, cette crise sociale par une hausse importante des prix des produits de première nécessité.

D'autre part, les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière ne cessaient de se déteriorer, au moment où la production industrielle était déjà importante vers 1942. Les grèves étaient très nombreuses et la lutte des classes très aiguisée.

C'est ainsi qu'en juillet 1942 par exemple, 70 000 métalos se mettent en grève car leurs conditions de travail ne cessaient de se déteriorer.

Position du Parti Communiste : contre la grève.

3) Impuissance des Partis à réaliser la "paix sociale" et faillite des Partis ouvriers, face à cette situation des masses

La prise de position du Parti Communiste argentin vis-à-vis des grèves ne faisait qu'accentuer le fossé entre lui et le prolétariat ouvrier. Les grèves n'étaient pas recommandées par le Parti Communiste qui donnait pour argument qu'*"elles sont nuisibles à la cause des armées qui luttent pour la liberté dans le monde.*

On voit comment objectivement les communistes argentins tournaient le dos à l'expérience de la classe ouvrière dans leur propre pays, en paralysant la lutte des classes, en s'obstinant à vouloir faire marcher le prolétariat à la remorque des grands propriétaires fonciers, de l'oligarchie et de la bourgeoisie commerçante. De leur point de vue, l'ennemi principal à l'échelle mondiale était le fascisme.

Notons que lorsqu'éclate la seconde guerre mondiale, les Partis politiques argentins se rangent sous le drapeau de l'anti-fascisme en formant le "Front Démocratique anti-fasciste". (2)

Tandis que le Parti Communiste et le Parti Socialiste collaborent activement avec les représentants de l'impérialisme anglais et américain dans la lutte contre le fascisme, les masses sont restées sensibles à la présence dans le Front des Partis conservateur et radical, représentant l'oligarchie et l'impérialisme anglo-américain.

. / .

(1) Crise mondiale de 1929 : voir note en fin d'article,

(2) Ce Front regroupait les partis de la bourgeoisie et de la classe ouvrière.

Ces partis sont : le parti conservateur, le parti radical, le parti communiste et le parti socialiste.

De plus, le Parti Communiste et le Parti Socialiste en acceptant la ligne politique et tactique du Front apparaissaient de ce fait compromis aux yeux du prolétariat.

Notons, d'autre part, une autre prise de position : celle de certains secteurs nationalistes de l'armée et de la bourgeoisie liée au capital allemand. Leurs porte-parole se présentent cependant comme des "libérateurs" proclamant des principes nationalistes et adoptent démagogiquement vis-à-vis des masses le mot d'ordre de "lutte contre tous les impérialismes".

B - ARRIVÉE DE PERON

L'arrivée de PERON va se faire en deux étapes :

Première étape : le coup d'Etat militaire du G.O.U. en juin 1943 (Groupe des Officiers Unis).

Ce coup d'Etat militaire était le produit des contradictions qui existaient entre, d'une part la bourgeoisie liée au capital anglo-américain, incapable à travers ses partis de réaliser la "paix sociale", et, d'autre part, la bourgeoisie liée au capital allemand. Le G.O.U. représentant cette dernière fraction, adopte des principes nationalistes et se dit "neutraliste". Le Coup d'Etat aura pour but d'empêcher la candidature aux élections présidentielles de PATRON COSTA, chef de file des Conservateurs et favorable à l'entrée en guerre aux côtés des Américains, Anglais et Français.

Un des partisans du coup d'Etat était le Colonel Juan PERON, lié depuis longtemps à l'ambassade allemande en Argentine et formé en Europe, à la technique fasciste et nazie. A partir de ce moment, PERON, en tant que Ministre du Travail et de la Prévoyance, va mener une politique destinée à lui amener l'appui du peuple par une série de réformes.

La popularité de PERON devenait importante dans les milieux ouvriers, organisés à une échelle massive dans les nouveaux syndicats. Cette popularité allait se manifester d'une façon éclatante le 17 octobre 1945 lorsque PERON, destitué et arrêté sous la pression de personnages équivoques, se fera plébisciter par les masses, les syndicats, encadrés par la police gagnée à la cause de PERON. Le mouvement du 17 octobre proclamant la grève générale menaçait de mettre la capitale à feu et à sang si PÉRON, alors exilé, n'était aussitôt rappelé au pouvoir.

Seconde étape : Election de PERON à la présidence de la République

Triomphalement rentré à Buenos Aires après le 17 octobre 1945, PERON l'emportait aux élections présidentielles de février 1946.

o o o

II - LE PERONISME

A - IDEOLOGIE DU PERONISME

C'est à travers les différents postes qu'il occupait dans le gouvernement

militaire, et surtout en tant que ministre du Travail et de la Prévoyance que PERON va agir et accepter quelques revendications de la classe ouvrière. Il proclame son hostilité à l'impérialisme anglo-américain et s'en prend à la vieille oligarchie. En fait, sa politique ne vise pas à liquider la vieille oligarchie, mais surtout à consolider le système en jouant de la démagogie vis-à-vis des masses.

Il doit pourtant bien vite rassurer les capitalistes et, dans une conférence tenue à la Chambre de Commerce de Buenos Aires le 25 août 1944, il déclare : "Messieurs les capitalistes, ne craignez pas mon syndicalisme, le capitalisme ne sera jamais aussi assuré qu'aujourd'hui ... Les masses ouvrières qui ne sont pas organisées sont dangereuses parce qu'elles ne sont pas intégrées. L'expérience moderne démontre que les masses ouvrières les mieux organisées sont certainement celles qu'on peut le mieux diriger et conduire ... On a dit que je suis un ennemi des capitalistes, mais si vous observez bien, vous ne trouverez pas un défenseur plus résolu que moi car je sais que la défense des intérêts des hommes d'affaires, des industriels, des commerçants, est la défense même de l'Etat ... Si je désire organiser étautiquement les travailleurs, c'est pour que l'Etat les dirige et leur montre la route ... Que l'on accorde quelques améliorations aux ouvriers et l'on aura une masse facile à manœuvrer ..."

Ceci nous montre bien que la nature de classe de l'idéologie péroniste, c'est le renforcement du système capitaliste, de l'exploitation des classes du peuple par la démagogie populiste.

B - BASE DE CLASSE -

Comme point de départ, on peut dire que le Péronisme a été un mouvement national appuyé sur les masses populaires et reposant sur la conciliation entre les classes. Ce mouvement arrive au pouvoir avec l'appui d'une coalition qui se définit comme un Front unique anti-impérialiste (anti anglo-américain) et anti-oligarchique, composé par la direction de l'armée, les hautes hiérarchies ecclésiastiques, une partie de la bourgeoisie industrielle (liée au capital allemand), les classes moyennes (fonctionnaires), les paysans et les ouvriers.

La politique économique de PERON se base sur l'appui à la bourgeoisie industrielle et la tentative de créer un capitalisme d'Etat. La bourgeoisie dans son ensemble ne soutient que très timidement le régime péroniste. Les véritables soutiens de PERON sont l'armée, l'administration et la police. Peut-on alors dire que le mouvement péroniste présente certaines caractéristiques "bonapartistes". (1)

C - POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le pouvoir péroniste va soutenir objectivement le capital privé en lui procurant d'énormes crédits publics et, parallèlement, il va imposer des contrats collectifs de travail : le prolétariat est organisé à une échelle massive. Tandis que les vieilles associations perdent leurs audiences auprès des masses, des sous-officiers organisent celles-ci à travers tout le pays, dans les nouveaux syndicats. Les ouvriers et les paysans n'ont aucun pouvoir sur les décisions du gouvernement et le pouvoir veille à ce qu'elles ne s'organisent pas en dehors de lui.

La situation particulièrement florissante de l'économie permet, sans grands dommages pour les capitalistes, d'accorder aux travailleurs des salaires élevés et d'autres concessions comme la Législation Sociale (déclaration des droits du travailleur, sécurité sociale, 13ème mois, construction de maisons à bon marché).

(1) bonapartisme : groupe au pouvoir ne représentant pas une classe particulière; mais prétendant représenter toute la communauté nationale et se situer en arbitre impartial au-dessus de la lutte des classes, dont l'existence est contestée théoriquement.

Ces mesures étaient favorablement accueillies dans les milieux populaires, mais n'avaient modifié en rien la condition ouvrière, car les prix augmentaient à peu près dans la même proportion que les salaires.

La base économique solide qui constituait le point de départ du pouvoir péroniste en 1946, lui permettait de réaliser pour la première fois une planification de l'économie (planification capitaliste) et de procéder à une série de réalisations économiques.

De 1946 à 1950 : période d'expansion de l'économie

La plupart des pays avaient besoin de blé, de viande et de crédits. Les échanges commerciaux avec le reste du monde prenaient un développement qui n'avait jamais été atteint.

Pour mieux établir le contrôle sur l'économie, le pouvoir prit des mesures économiques rigoureuses :

- nationalisation des banques, des ports et marine marchande.
- rachat des chemins de fer, compagnies de gaz, remboursement des emprunts.
- création de l'I.A.P.I. en mai 1946 (Institut Argentin pour la Promotion des Echanges) qui permettait à l'Etat de s'assurer le monopole du commerce extérieur : les producteurs agricoles vendaient leurs produits à l'I.A.P.I. à un prix très bas, et l'I.A.P.I. vendait à l'étranger à des prix deux à trois fois plus élevés.
- premier plan quinquennal (1947-52) qui était essentiellement un plan de grands travaux et d'industrialisation.

Mais, très tôt le gaspillage des réserves financières va détruire la base matérielle de la politique économique du régime.

De 1951 à 1955 : période de récession de l'économie

Avec la normalisation du marché agricole international apparaissent les premiers symptômes de surproduction. La balance commerciale était devenue déficitaire et les réserves d'or et de devises s'épuisaient rapidement.

Deux récoltes désastreuses en 1951 et 1952 dues à une sécheresse exceptionnelle précipitaient l'Argentine dans la crise. Pour l'enrayer, le pouvoir s'engage dans une politique d'austérité, de réduction des importations et de blocage des salaires qui suscita de vives critiques dans les syndicats.

D - LA CHUTE DU POUVOIR PERONISTE

Le régime péroniste ne pouvait plus survivre dans la crise économique et sociale.

L'affaire du pétrole : la conjoncture n'étant plus aussi favorable qu'au lendemain de la guerre, PERON se ralliant à la politique qu'il avait si longtemps dénoncée, finit par conclure un important accord avec la Standard Oil of New Jersey le 25 avril 1955. Cet accord suscita une très vive hostilité dans l'opinion argentine et PERON fut accusé de livrer les richesses nationales aux trusts anglo-saxons.

Le conflit avec l'église : sentant que sa popularité baissait dans les milieux populaires, PERON se lança à partir de la fin de 1954 dans une campagne anticléricale afin de donner quelques satisfactions aux syndicats péronistes.

La révolte de l'armée, le conflit avec l'église et la flambée de nationalisme provoquée par l'accord avec la Standard Oil ont sans doute contribué à la chute de PERON. Mais, cette chute revêt des causes plus profondes : la lassitude des masses populaires sur lesquelles le régime s'est longuement appuyé.

Le pouvoir péroniste s'écroule par le coup d'Etat du 16 septembre 1955 organisé par la marine et l'armée.

Notes sur la crise mondiale de 1929.

La crise mondiale du capitalisme a revêtu plusieurs formes et a provoqué d'énormes effets sur les masses populaires dans le monde.

La crise prend naissance à New York à la bourse des valeurs. De la bourse, la crise déborde aussitôt sur les banques, les industries, l'agriculture des U.S.A. Dès la fin de 1930, elle touche les autres continents ; les pays neufs sont accablés sous leurs matières premières, les U.S.A. paralysés n'en achètent plus. Dans les pays industriels d'Europe, le retrait massif de capitaux américains investis à court terme provoque le tarissement de la trésorerie de nombreuses banques et jette dans des faillites en cascade d'innombrables sociétés. La dévaluation de la livre sterling porte un coup au commerce mondial.

A partir de 1939, la crise va s'apaiser lentement.

Les mécanismes de la crise

- symptômes économiques : la consommation se contracte, les stocks industriels et les surplus agricoles s'accumulent, la production se ralentit, s'arrête parfois, les capitalistes cessent d'investir dans leurs entreprises.

- symptômes financiers : baisse des valeurs, faillite des banques dans l'impossibilité de récupérer les capitaux qu'elles ont prêtés.

- symptômes sociaux : la diminution à peu près générale de tous les revenus et, fait capital, il se produit l'apparition et le développement anormal du chômage. Le chiffre des chômeurs déclarés, dans le monde, s'élève en 1932 à plus de 40 millions, sans même compter le chômage simplement partiel.

=====

NOUS AVONS LU ... ET RETENU

LA BASE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Expansion n° 58, décembre 1972 - "L'Amérique vieillit"
par C. Goux et J. Malach.

Selon les auteurs de cet article, la stratégie américaine est une stratégie impérialiste. Les Américains ne cherchent nullement à équilibrer leur balance des paiements (sorties et rentrées de devises), mais à développer leur pénétration dans le reste du monde. Ce qu'ils veulent c'est investir à l'étranger pour accroître leur puissance économique et créer une source de revenus à l'extérieur.

Pour démontrer cette thèse, les auteurs examinent les "actifs non liquides" à l'étranger (usines, bureaux, placements détenus par les Américains à l'extérieur). Leur croissance a été foudroyante, elle est passée de 30 milliards de dollars en 1950 à 150 milliards de dollars en 1970. Dans ce total, les investissements directs sont passés de 12 milliards à 78 milliards (achats d'entreprises, création de filiales).

Comment cette expansion s'est-elle réalisée ?

- 1) Grâce aux profits non rapatriés qui permettent de nouveaux achats ;
- 2) Par des sorties de capitaux (d'où le déficit de la balance des paiements).

Les auteurs tentent alors de montrer par quels moyens les Américains sont parvenus à conquérir cette position de force.

a) L'excédent de la balance commerciale

La balance des échanges commerciaux américaine est déficitaire (6,8 milliards de dollars en 1972). Le déficit ne provient pas d'un recul des exportations, mais d'une augmentation des importations.

Tableau I - Balance des marchandises (millions de dollars)

	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
Solde général	-2000	-6800	-9500
Alimentation	- 300	- 300	- 300
Matières premières	-4300	-5200	-6200
Biens d'équipements	+11000	+11500	+12000
Automobiles	- 3500	- 4000	- 4500
Biens de consommation	- 2200	- 5000	- 6000
Biens de cons. non durables	- 2000	- 3000	- 4000

Ce déficit n'existe que depuis 20 ans. Est-il conjoncturel ? Il aurait dû être résorbé par la dévaluation du dollar et les mesures anti-inflation. (Or il n'en est rien). L'examen de la balance des marchandises montre que le déficit est dû au revirement de la balance alimentation et biens de consommation.

Les ventes d'équipements industriels (qui traduisent la supériorité technologique des U.S.A.) ne se ralentissent pas, mais les 5 milliards de dollars obtenus dans ce domaine, auxquels il faut ajouter un milliard pour les ordinateurs et 5 milliards pour les ventes aéronautiques, ne suffisent pas à compenser les achats d'automobiles, de textiles japonais et européens.

Selon les auteurs de l'article, les U.S.A. sont victimes du décalage de leur développement. Depuis la guerre, on a vu une augmentation de la productivité par une substitution massive de machines aux ouvriers (augmentation de c _v), ce qui a entraîné une augmentation des coûts par rapport au Japon, à l'Allemagne, à la France qui bénéficient de niveaux de salaires moins élevés (22 % - 47 % - 61 % respectivement du niveau américain). Pour cette raison, les importations de biens de consommation sont énormes, car les produits américains ne sont pas concurrentiels par rapport aux produits japonais.

En fait, on peut se demander si cette explication est valable car pourquoi l'avantage européen sur les salaires ne joue-t-il que pour les biens de consommation et pas pour les biens d'équipement ? En fait, il est possible que certaines industries moins rentables pour les capitalistes américains soient laissées aux Japonais et aux Européens, les Américains se contentant de percevoir une prime grâce notamment à la dévaluation du dollar qui oblige les vendeurs étrangers à abaisser leurs prix et à diminuer leurs profits.

D'un autre côté, une grande partie des firmes "concurrentes" des capitalistes américains sont des firmes multinationales dominées par des capitaux américains qui, en fait, bénéficient de conditions avantageuses.

b) La balance de l'impérialisme

C'est pourquoi les auteurs dressent le bilan de ce qu'ils appellent "la balance de l'impérialisme".

BILAN DE L'ENTREPRISE U.S.A (en milliards de dollars)					<u>PASSIFS</u>	1950	1960	1970
ACTIFS américains à l'Etranger	1950	1960	1970					
<u>Non liquides</u>	30,1	66,2	140,7		<u>Non liquides</u>		8,8	19,8
Gouvernement américain	11,1	16,9	32,2					50,5
Long terme privé	17,5	44,5	104,7					
Court terme non liquide	1,5	4,8	12,8					
<u>Liquides</u>	24,3	19,4	16,9		<u>Liquides</u>		8,8	21
Privé			2,4					47
Or	22,8	17,8	11,1					
Droits de tirage spéciaux			0,9 - 0,6					
Tranche or FMI	1,5	1,6	1,9					
<u>TOTAL</u>	54,2	85,6	166,6		<u>Principales agences officielles étrangères</u>		11,9	24,4
					<u>TOTAL</u>		17,6	40,8
								97,5

- Le développement des actifs non liquides correspond au développement des firmes américaines à l'étranger
- Le développement du passif liquide correspond aux dollars détenus par les étrangers (dettes des américains).

Le premier poste de la balance est celui des revenus des investissements américains à l'étranger. Ils se développent au rythme de 10 % l'an. En 1971, ils représentaient 13,4 milliards ; en 1972 14,3 milliards. Cette croissance résulte de l'expansion américaine et est une preuve de la puissance de l'impérialisme américain.

Mais, de cet apport, il faut retrancher deux sorties :

- les dépenses militaires à l'étranger
- les revenus des investissements étrangers aux U.S.A.

Jusqu'en 1966, les capitaux étrangers aux U.S.A. sont faibles. Mais ils prennent un essor considérable en 1970 : l'étranger a investi 6,3 milliards (les Américains ayant fait justement appel aux capitaux étrangers). Actuellement, le chiffre tourne autour de 1,3 milliards.

c) Qui finance les achats à l'étranger ?

Le solde final de la balance commerciale, de la balance de l'impérialisme, des mouvements de capitaux est positif jusqu'en 1970. Mais, les Américains n'ont pas respecté l'équilibre de leur balance des paiements, car cet équilibre ne compte pas pour eux. "Ce qui est important c'est de s'approprier chaque année une part supplémentaire du potentiel productif mondial afin de réaliser à l'extérieur des profits dont les taux sont supérieurs à ceux qu'ils réalisent à l'intérieur."

C'est pourquoi on constate, à la fois une balance des liquidités déficitaire et une sortie de capitaux. Le déficit est en quelque sorte le moteur de l'impérialisme.

La conclusion de l'article est pourtant assez confuse, mais on peut en retirer l'idée suivante. Cette position des Américains qui refusent de se soumettre aux mécanismes du marché (payer les dettes) ... n'est possible que si ils conservent leurs rapports de domination, s'ils continuent à imposer leur loi.

Dans cet exemple, on peut trouver un argument supplémentaire pour notre thèse selon laquelle le "marché mondial" n'est pas un marché obéissant à des lois économiques du marché, mais bien la concrétisation d'un rapport de force, d'un rapport de domination.

o o o

Petit lexique pour comprendre cette note

Actif d'une entreprise

Il représente tout ce que possède une entreprise, toutes les ressources dont elle peut disposer (terrains, constructions, matériel, matières premières, produits finis, titres, dépôts, clients débiteurs ...).

Passif

Il représente ce que doit une entreprise : dettes à long terme, dettes à court terme (fournisseurs, prêteurs, Etat, personnel).

Balance internationale des paiements : elle fait état de toutes les opérations qui absorbent ou procurent des devises étrangères. Elle englobe les marchandises exportées ou importées, les prêts ou emprunts extérieurs, les mouvements d'or, les dépenses des touristes, les dividendes intérêts encaissés ou payés à l'étranger, les services maritimes...

La balance des paiements comprend donc en valeur, d'un côté les sorties, de l'autre les rentrées à l'échelle internationale. On y distingue :

- la balance commerciale :

Importations et exportations de marchandises et de services
(transports ...)

- les mouvements de capitaux :

A court et à long terme

- les mouvements d'or

La balance commerciale est positive quand les exportations dépassent les importations et déficitaire quand les importations sont plus importantes que les exportations.

On trouve aussi les postes "invisibles" (frêts, transports, assurances, transports de voyageurs, dépenses de touristes, fonds envoyés par les émigrés, revenus des placements à l'extérieur).

Ces postes interviennent dans la balance des paiements et peuvent avoir un rôle considérable (ils équivalent à des entrées ou à des sorties de devises).

DOSSIER IDEOLOGIE DOMINANTE

EXTRAITS DU LIVRE I (1970-71)
SUR LA FORMATION DES MAITRES

(Livre édité par l'Education Nationale : direction de l'enseignement Primaire et Secondaire, Sous-Direction de la Formation).

Le livre débute par un verset du Coran : "Lis, au nom de Dieu, le créateur, celui qui a créé l'homme d'une simple goutte. Lis au nom de ton Dieu généreux qui enseigna par la plume, qui enseigna à l'homme ce qu'il ignorait."

Dans l'introduction, les auteurs du livre précisent que "les cours de formation qui vont suivre sont publiés au moment où un travail gigantesque est fait pour la réalisation du Plan quadriennal qui s'est fixé pour but le développement économique et social total dans tous les secteurs d'activité. C'est ainsi que l'enseignement en général et la formation des cadres de l'enseignement en particulier a bénéficié d'une attention particulière de la part de l'Etat qui lui a octroyé l'aide à la fois morale et matérielle nécessaire. Le Plan quadriennal a prévu, dans ce sens, tout ce qu'il faut comme dépenses et comme fournitures pour la bonne marche de l'enseignement et nos cours présents ne sont que la concrétisation de cette politique consciente et éclairée."

o o o

Un modèle d'explication de texte

I - L'Islam, religion de l'unité

Présentation : L'Islam incite à l'unité, au travail et à la fraternité. Il a dénoncé les vieilles traditions pré-islamiques et tout ce qui aboutit à la division.

Texte : Dieu a dit : "Tenez-vous en aux principes de Dieu. Ne vous divisez pas et souvenez-vous de la clémence de Dieu quand vous étiez ennemis. Dieu alors vous a rapproché et vous êtes devenus des frères ; vous étiez au bord du précipice et il vous en a sauvés. Ainsi, Dieu vous montre sa voie afin que vous la suiviez et afin que vous constituiez une nation qui recherche le bien et qui lutte contre l'injustice, car ce sont ces nations qui réussissent."

Explication : Nous devons suivre toujours les principes du Coran qui fut le ciment de la nation arabe musulmane. C'est le Coran qui unifia les idées et les coeurs chez les Musulmans et leva très haut leur étendard. Ainsi donc, si nous suivons ses principes, disparaîtra de chez nous tout esprit de division et de dispute et s'installera la fraternité et l'amour des autres et se réalisera ce qui s'est réalisé pour nos ancêtres, c'est-à-dire l'honneur, le progrès et la prospérité ...

Discussion : Que doivent faire les Arabes pour s'unir ? (Cette question doit être posée par le maître à l'élève et nécessite des développements de la part de celui-ci).

II - La confiance en Dieu dans les moments difficiles

Présentation : Dieu explique dans ces versets comment il amena la victoire au prophète et à ses compagnons lors de la "bataille des clans" où les musulmans mirent en déroute les païens et leurs alliés les juifs.

. / .

Texte : "... Et Dieu sema la terreur parmi les "gens du livre" qui vous combattirent ; ainsi vous en avez tué une bonne partie et vous avez capturé l'autre. Puis, Dieu vous a fait hériter de leurs terres, de leurs maisons et de leurs fortunes car Dieu est capable de tout."

Explication : Ce texte fait allusion à la "bataille des clans" qui a eu lieu en l'an IV de l'Hégire. Dieu dans ce texte nous donne comme exemple le prophète qui est un symbole de courage et de détermination. Lorsque les Musulmans compagnons du prophète virent leurs ennemis, les Koraïchites et leurs alliés les Juifs, ils dirent : Dieu nous donnera la victoire. Et, ainsi, ils ne craignirent pas leurs ennemis qui pourtant étaient 12 000 alors que les Musulmans n'étaient que 3 000.

Ainsi, aujourd'hui, si les Musulmans veulent réellement vaincre le colonialisme et le sionisme, ils n'ont qu'à croire en Dieu et à suivre les préceptes de l'Islam.

- Discussion :
- 1) Quel a été le comportement des Juifs dans l'histoire ?
 - 2) Quel a été le comportement des Juifs à Médine à la veille de la bataille ?
 - 3) Quelle est l'attitude de l'Islam vis-à-vis des Juifs traitres ?

o o o

LES TROIS CONCEPTIONS DE L'EDUCATION

Il s'agit de la conception individualiste, de la conception à caractère social et de la conception islamique. Certains penseurs optent pour une éducation centrée sur l'individu ; d'autres définissent une éducation au service de la société ; et d'autres enfin, ont essayé de concilier ces deux tendances. Ainsi, l'école islamique est une des plus importantes tentatives de ce genre.

L'éducation individualiste

Son but est de développer la personnalité de l'individu considéré comme le pilier de la société ; toute la société ne travaillerait alors que pour réaliser le bonheur de l'individu. Le philosophe allemand KANT (1724-1804) dit à ce sujet : "le rôle de l'Etat est d'aider l'individu dans son développement et non de le mépriser et de l'exploiter, le respect de chaque individu est un devoir considéré comme un but en soi. Et ce serait un crime contre l'humanité que d'utiliser l'individu comme un moyen pour atteindre un quelconque but."

Parmi les défenseurs de cette conception, il faut noter le philosophe allemand NIETZSCHE (1844-1900) qui affirmait que la vie est une lutte pour l'existence et que ne doivent survivre que les meilleurs.

De son côté, Jean-Jacques ROUSSEAU (1712-1778) préconisait d'éloigner l'enfant de la société qui le corrompt. ROUSSEAU dit : "L'éducateur doit combattre soit la nature de l'enfant, soit les institutions de la société. Mais, s'il veut conserver la première, il doit combattre la seconde."

Les défenseurs de cette conception oublient que l'individu ne peut vivre que dans la société d'où il tire sa langue et sa culture, d'où il se procure également son

boire et son manger, son gîte et sa sécurité et cela par l'intermédiaire de la famille, du groupe et de la société.

L'éducation à caractère social

Cette conception privilégie la société. L'éducation n'est pas faite pour des buts individuels, mais elle vise le bien de la société. Le philosophe allemand HEGEL (1770-1831) dit : "L'Etat est éternel ; les individus sont passagers et chaque individu n'a été créé que pour préserver cet Etat et le protéger."

Cependant, cette conception ne vise pas à tuer l'individu, ni à étouffer ses possibilités, ses dons et ses penchants. Elle tient compte de tout cela et tente de l'utiliser pour le mettre au service de la société.

Cette tendance se manifeste surtout dans les périodes de guerre ou de révolution sociale. TALLEYRAND (1754-1838) disait dans une déclaration sur l'enseignement : "L'éducation doit inculquer à l'enfant l'idée qu'il ne vit pas pour lui mais pour la nation et qu'il lui doit la vie."

Après l'occupation de la Prusse par les Français, le philosophe FICHTE (1762-1814) fit une conférence intitulée : Appel à la nation allemande qui comprenait tout un programme d'éducation dans lequel il expliquait que le but dans l'éducation de l'individu était de servir l'Etat puisqu'il n'y avait pas de salut pour l'individu sans l'existence de l'Etat.

Mais le plus grand représentant de cette conception est le sociologue français Emile DURKHEIM qui attaqua violemment les conceptions individualistes et montra qu'il était illusoire de vouloir éduquer ses enfants, chacun selon ses goûts propres, parce que c'est en fait l'Etat qui impose la forme d'éducation qui lui correspond.

La conception islamique :

Elle est issue du Coran et de la Sunna. La religion musulmane suit toujours le juste milieu et évite les excès. Dieu a dit : "Nous avons fait de vous une nation qui suit le juste milieu." Elle combat les excès même en matière de religion. Dieu a dit : "De ce que t'offre Dieu, préfère l'au-delà, mais ne néglige pas ta part de la vie." Le prophète a dit également : "Vis ta vie comme si tu étais éternel, mais agis pour l'au-delà comme si tu allais mourir demain." C'est ainsi que les éducateurs musulmans ont toujours tenu compte de l'intérêt de l'individu, de ses penchants, tout en le préparant suivant les valeurs de la société musulmane.

Ainsi, IBN KHALDOUN critiquait l'enseignement classique basé sur la mémoire et utilisant la contrainte et les châtiments en négligeant les besoins de l'individu et ses penchants.

D'ailleurs, certains penseurs occidentaux ont condamné les deux premières conceptions pour s'aligner sur la troisième. On peut en citer : PISTALUTZI (1746-1827) et John DEW (1859-1952) qui dit : "l'éducation a deux aspects : l'un individuel, l'autre social. Le premier, c'est la possibilité donnée à l'individu de s'épanouir suivant ses dispositions naturelles. L'autre aspect consiste à diriger cet épanouissement afin de faire de l'individu un membre utile à la société."

En conclusion, les deux premières conceptions – dont l'une exalte l'individu et l'autre la société sont en fait des conceptions erronées. Par contre, la conception islamique établit un équilibre entre l'individu et la société.

LES BUTS DE L'EDUCATION
A LA LUMIERE DES OPTIONS ALGERIENNES

I - La diversité des buts de l'éducation est fonction de la nature de la société

Parmi les expressions courantes rencontrées dans les livres d'éducation, il y a celle-ci : "les buts de l'éducation sont issus des buts de la société en général." Ce qui signifie que chaque société a le droit de définir ses propres buts en éducation mais cela à la lumière des objectifs de la société en tant que telle. C'est ce que nous observons tout le long de l'histoire.

Dans la Chine antique, l'éducation s'occupait de l'aspect moral suivant en cela les traditions religieuses confucéennes.

Dans l'Egypte ancienne, le but de l'éducation est de préparer et de former la classe aristocratique des prêtres, juges, médecins, architectes, scribes et cela ne profitait pas à la majorité du peuple.

A Athènes, on visait le développement de la personnalité de l'individu en s'efforçant d'approcher tous les degrés de la perfection. A Sparte, on formait des hommes forts, à la fois guerriers et orateurs et cette éducation n'était dispensée qu'à la classe des hommes libres.

Au Moyen-Age, on visait à éliminer tous les vices chez l'homme en encourageant la négligence du corps afin de purifier l'âme. Les moyens d'aboutir étaient la propreté, la soumission et la pauvreté.

Enfin, à l'époque islamique ancienne, l'éducation visait à satisfaire Dieu et à permettre à l'individu de se procurer ses moyens d'existence. Elle se situait donc entre les besoins de la société et ceux de l'individu.

A l'époque actuelle, l'éducation reflète les options de l'Etat et se situe à des degrés divers entre la conception individualiste et la conception sociale. Ainsi, les sociétés socialistes ont plutôt une éducation à caractère social ; alors que les sociétés capitalistes optent pour l'éducation individuelle et nous avons montré précédemment l'erreur de ces deux voies.

II - Les buts généraux de l'éducation

Ces buts se retrouvent dans toutes les sociétés et ils consistent en la formation de la personnalité dans le domaine corporel, dans le domaine moral et sentimental, dans le domaine rationnel et enfin dans le domaine social.

III - Les buts particuliers de l'éducation à la lumière des options de la société algérienne

Il est encore possible aujourd'hui de cerner tous les choix et options de la société algérienne moderne, mais nous n'en citerons que les plus marquants : le fait national algérien, l'arabisation, la justice sociale, la science et la technologie. Nous essaierons de voir comment introduire ces options dans l'enseignement.

1) L'Algériannité

On entend par là cette volonté d'éliminer toutes les séquelles provenant

de sociétés et de cultures sans liens positifs avec la société et la culture algériennes. Cela consiste aussi à développer le caractère algérien spécifique, purifié de toutes les impuretés qui lui sont étrangères. Cette algériannité s'appliquera de la façon suivante :

a) choisir les buts de l'enseignement, ses valeurs à la lumière de la réalité algérienne afin de former la personnalité algérienne chez chaque citoyen.

b) organiser l'enseignement, le planifier, établir ses programmes en évitant les emprunts à d'autres sociétés (ce qui ne doit pas nous empêcher de nous renseigner sur les expériences des autres et d'en tirer profit).

c) algérianniser les cadres afin que le pays compte réellement sur ses enfants. Cette algériannisation devra toucher les enseignants à tous les niveaux, les chercheurs, les experts en matière d'éducation et d'enseignement dans le but de se libérer définitivement de la coopération technique étrangère.

d) algérianniser les livres scolaires et unifier l'enseignement en optant pour une seule catégorie de livres.

e) algérianniser les méthodes d'enseignement ; ne suivre que les voies compatibles avec les options de l'Algérie. Dans ce but, chaque enseignant doit s'efforcer d'inculquer à ses élèves les options nationales en se référant à l'exemple des grands personnages historiques. Il doit développer en eux le sentiment national et la fierté d'appartenir à la nation algérienne qui est étroitement liée à la civilisation arabo-musulmane.

2) L'arabisation

Que signifie l'arabisation dans le domaine de l'enseignement ?

a) Cela consiste dans les programmes, les livres scolaires et l'enseignement des maîtres, à développer les valeurs arabes anciennes et les valeurs islamiques, comme la noblesse, la générosité, la fierté nationale, la pitié, la crainte de Dieu, la solidarité sociale, etc ...

b) cela consiste aussi à faciliter la langue arabe en simplifiant les règles et en expliquant les mots et les expressions.

c) il s'agit de transformer la langue arabe d'une langue de discours en une langue scientifique et ceci en l'enrichissant de termes nouveaux.

d) il s'agit de s'efforcer de faire de la langue arabe que l'on enseigne, celle aussi que l'on parle à l'extérieur de l'école.

3) La justice sociale

Le principe de la justice sociale n'est qu'une traduction sociale et économique des nobles principes de l'Islam qui a toujours incité à l'entraide entre les croyants. Ce principe donc qui institue l'égalité dans la jouissance des richesses nationales a son application algérienne. C'est un principe socialiste démocratique qui a une application arabo-islamique. Que signifie cela au niveau de l'enseignement ?

a) donner la possibilité à tous les enfants d'aller à l'école en tenant compte des capacités intellectuelles de chacun et non de ses possibilités matérielles.

b) nationaliser les écoles dans tout le pays afin que soit unifié l'enseignement.

c) donner la possibilité aux enfants du peuple de bénéficier pleinement de l'enseignement en permettant aux plus avancés d'entre eux d'atteindre les plus hauts niveaux.

4) La science et la technologie

Ce qui caractérise notre époque, c'est d'avoir fait de la science et de la technologie un style de vie. D'où la nécessité pour l'Algérie d'adopter ce style afin qu'elle rejoigne l'ère de la civilisation et qu'elle vive dans son époque et prépare pour son avenir le développement et la prospérité.

Que signifie cela au niveau de l'enseignement ?

a) les méthodes de l'enseignement doivent être modernes. Les livres doivent tenir compte dans leur composition de la logique et de la rigueur scientifique.

b) on doit s'efforcer de développer chez l'enfant le style scientifique au niveau de la réflexion et du travail. L'élève doit faire des remarques, donner des exemples, etc ...

c) on doit s'occuper de l'enseignement de la technologie et les enseignants doivent eux-mêmes fréquenter les centres technologiques.

d) on doit combiner l'enseignement général et les travaux manuels afin d'encourager les penchants éventuels des élèves pour certains métiers ce qui permettra de les diriger vers les grandes écoles ou les instituts de technologie.

=====

UNE MENTALITE NOUVELLE

C'est sous ce titre que les "Nouvelles Economiques" publient un article idéologique destiné à faire l'apologie des "bons d'équipements". Il nous a semblé intéressant de voir, à travers cet article, les techniques de manipulation idéologique et de le verser à notre dossier.

L'Algérien a été dépouillé par le colonialisme de tout "comportement économique." Tenu à l'écart de toute activité économique importante, il ne pouvait réussir en tant que commerçant, industriel ou homme d'affaires", les monopolisateurs "lui barraient le chemin."

Tel était le lot de l'Algérien "croupir dans la pauvreté et la misère sans pouvoir aspirer à un lendemain plus prospère ou aliéner son honneur afin de rejoindre la caste des possédants et des riches."

Quelques remarques avant d'aller plus loin :

1) Ce qui est le privilège d'une couche de bourgeois minoritaire : la réussite (l'enrichissement) est présenté comme possible pour tous, puisqu'on peut passer de la pauvreté à la prospérité, seulement, en éliminant le colonialisme. On raisonne comme si tous les Algériens avaient les mêmes chances, les mêmes possibilités.

2) S'il est vrai que le colonialisme "barrait le chemin" des affaires à tout une couche de petits-bourgeois algériens (encore qu'il faisait une petite place à ses serviteurs), il est encore plus vrai que la masse des Algériens était exploitée et n'avait aucun espoir de voir son sort s'améliorer. C'est cette masse qui a mené la lutte de libération nationale et tout s'est passé comme si l'élimination de la colonisation directe n'avait eu pour seul effet que d'enlever les obstacles qui empêchaient certains Algériens de faire des affaires.

Escamoter la division de la société algérienne en classes, c'est ce qui permet à nos idéologues de passer à un deuxième problème et de dévoiler leurs batteries:

L'Algérien est sceptique par rapport à l'épargne, il manque de confiance à l'égard de l'Etat. Il considère les impôts comme un vol. Bref, il fait preuve "d'une mentalité non économique" et d'"une mentalité colonisée". Car, après l'indépendance, cette attitude qui pouvait se "comprendre" du temps du colonialisme s'est maintenue. On a même vu des "tortueuses manières de voir se propager". N'y avait-il pas des gens qui "refusaient de payer les loyers" ou qui "voulaient faire fortune sans travailler"; l'Algérien n'ayant pas saisi, au lendemain de l'indépendance que la situation avait changé et que "le nouveau régime était tout autre que le précédent".

Heureusement, l'Etat a assaini ~~& comment?~~ les choses en définissant juridiquement les biens de l'Etat, en apurant les arriérés de consommation d'eau et d'électricité. Puis, "les gens commencèrent à comprendre que le versement du loyer, soit à l'Etat, soit au propriétaire particulier, était naturel et logique."

Voilà donc la "mentalité nouvelle" que prône notre journaliste de la Chambre de Commerce d'Alger, la seule façon de manifester son anticolonialisme, son nationalisme : c'est de trouver normal, "économique" que les bourgeois algériens s'enrichissent, réussissent, prennent la place des colons (~~après tout, ce sont nos frères~~).

LA MENTALITE NOUVELLE, C'EST DE SE LAISSER DEPOUILLER PAR L'ETAT
et même si on est un bon patriote, on se doit de devancer l'appel en apportant son argent aux caisses d'épargne, en achetant des bons d'équipements.

LA MENTALITE NOUVELLE, C'EST DE TROUVER LOGIQUE QUE L'ETAT,
LES BOURGEOIS S'APPROPRIENT LES BIENS DU PEUPLE ET EN TIRENT PROFIT.

Ici donc, comme ailleurs, on retrouve le même thème : la société algérienne n'est pas divisée en classes antagonistes et la lutte des classes n'existe pas. On fait appel au patriotisme, au nationalisme, au bon sens pour demander au peuple de se sacrifier, de pratiquer l'austérité et on éprouve aucun gêne à avouer que ces sacrifices servent à la "réussite" de certains Algériens. C'est normal et logique.

Si, pendant la guerre de libération nationale, les masses algériennes ont démontré leur dévouement à la patrie, leur discipline et leur esprit de sacrifice, c'est que l'indépendance était pour eux un grand espoir, un but suprême, un changement radical à leur situation.

Aujourd'hui, après dix ans, ils ont du déchanter et ils n'ont aucune raison de se sacrifier pour engranger l'Etat et les bourgeois algériens. C'est pourquoi leur mécontentement monte et leur colère gronde. La bourgeoisie a beau tisser ses arguments pour endormir le peuple, développer ses mystifications au nom d'une présumée rationalité économique, les ALGERIENS ONT COMPRIS ET ILS NE SE LAISSENT PAS FAIRE.

Ni les promesses mirobolantes de l'horizon 80, ni les révoltes "agraire" ou "culturelle" ne changeront rien à cette réalité.

LA LUTTE DES CLASSES EST ENTREE DANS UNE NOUVELLE PHASE !

ACCUMULATION DU CAPITAL ET IDEOLOGIE

On sait que l'idéologie traditionnelle du capitalisme telle qu'elle s'exprimait au XIX^e siècle était une idéologie individualiste. Pour le capitalisme libéral, le capitalisme privé, tout individu en recherchant son intérêt propre contribue au bonheur universel. C'est l'idéologie des "harmonies universelles" et de la "main invisible" qui justifie la loi du profit et la "liberté" : liberté pour l'ouvrier de vendre sa force de travail, liberté pour le patron de l'acheter et de l'exploiter en cherchant le profit maximum.

L'intérêt général apparaît alors comme la somme des intérêts particuliers. On prône l'initiative privée, la concurrence, la recherche du succès, de la richesse (certaines religions de l'aube du capitalisme trouvent dans cette réussite la preuve d'une grâce divine). L'idéologie du capitalisme libéral et privé peut être résumée dans la phrase "chacun pour soi et Dieu pour tous".

L'Etat, dans cette société, est présenté comme un "Etat arbitre" qui n'intervient pas dans les affaires économiques qui sont du ressort des individus.

Avec le capitalisme d'Etat, il en va autrement, c'est l'intérêt général qui est glorifié. Intérêt général dont l'Etat (la bourgeoisie d'Etat) est le dépositaire.

Les intérêts individuels doivent être sacrifiés au profit de cet intérêt général. C'est pourquoi, les idéologues n'hésitent pas à prôner l'austérité, à exalter l'esprit de sacrifice, le militantisme. On se souvient que Kaïd AHMED, lorsqu'il était ministre des finances, recommandait aux Algériens de ne manger qu'une fois par jour, et qu'un plat à chaque repas.

Le fait qu'une idéologie du même type peut être développée dans la période de la construction du socialisme (ex. le sacrifice des trois générations en Russie) permet aux idéologues de la bourgeoisie d'Etat de développer leurs thèmes en insistant sur la caractérisation de la société algérienne comme étant une société socialiste.

C'est pourquoi, au lieu d'entrer dans une discussion sur les vertus de l'austérité ou du sacrifice, le P.R.S. a toujours posé la question suivante : quelle est la nature de classe de l'Etat ? C'est là la clef objective pour comprendre la situation dans notre pays. Les discours, les promesses ne doivent pas être pris en considération, ce qu'il faut examiner c'est quelle classe profite des sacrifices du peuple (sacrifices imposés par la force).

On constate que, depuis l'indépendance, il s'est constitué dans notre pays une classe de privilégiés, d'exploiteurs, de profiteurs qui vivent au su et au vu de tout le monde dans le luxe. Ces priviléges se sont constitués autour de l'appareil d'Etat. Ils s'enrichissent à vu d'oeil, tandis que la situation des masses empire chaque jour.

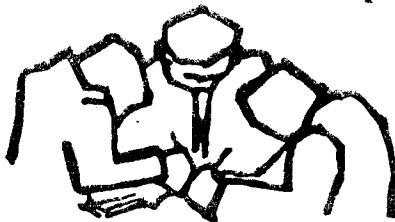
Si la bourgeoisie d'Etat développe l'idéologie du "nationalisme économique", de l'austérité, c'est que l'accumulation étatique du capital se fait par prélevement direct et autoritaire sur les masses (impôts, taxes, blocage des salaires, inflation ...), et que, de ce fait, les contradictions de classes s'exaspèrent. L'idéologie du sacrifice tend donc à étouffer les luttes de classes, (ici, on peut s'interroger sur les buts réels que recherchent les révisionnistes algériens qui sont à la tête des idéologues de la bourgeoisie d'Etat), à brouiller la prise de conscience des travailleurs, à rendre confuse la compréhension de la situation d'autant plus que l'accumulation étatique ne se fait pas à titre privé, mais au profit d'une bourgeoisie d'Etat - capitaliste collectif - qui prétend représenter le peuple. Avant 1965, BEN BELLA ne se disait-il pas le défenseur des ouvriers de l'autogestion, au moment où ceux-ci étaient dépouillés de tous leurs acquis. Aujourd'hui, BOUMEDIENNE ne se prétend-il pas le porte-parole des paysans pauvres au moment même où par la "révolution agraire" il est en train de briser leurs revendications et d'étouffer leurs voix.

Aux termes de ces quelques réflexions, nous voyons combien il est nécessaire de développer la lutte idéologique pour détruire les idées fausses diffusées par les idéologues de la bourgeoisie dans le but de paralyser le mouvement des masses dans notre pays.

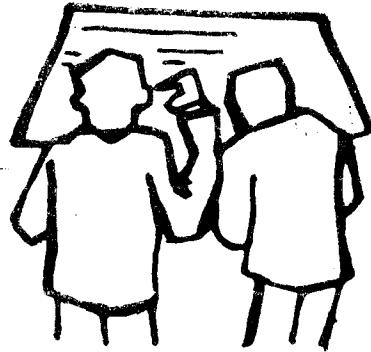
Partout et à tous les moments, il faut mener résolument le combat contre la mystification, dévoiler la nature de classe de l'Etat, montrer la division de la société en deux classes aux intérêts irréductiblement opposés, développer la prise de conscience et la combativité des travailleurs, soutenir toutes les luttes, les révoltes, les manifestations de la lutte des classes quelle que soit la forme concrète qu'elles prennent. C'est à cette seule condition que nous pourrons construire le PARTI D'AVANT-GARDE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS.

- = - = - = -

L'chronique des



ateliers



ALPHABETISATION : LE PROBLEME DE LA METHODE

L'enseignement du français dans les écoles sera réformé très prochainement. Désormais "l'entraînement oral fait partie de l'enseignement. Il peut prendre bien des formes dont la plus simple est l'entretien." Cela aura pour effet de réduire "la distance entre le langage de l'enfant et celui des livres."

Cette nouvelle orientation devra créer dans la classe "un climat d'amitié et de confiance." Pourtant "les occasions de rédiger seront fréquemment saisies, les tentatives faites pour obtenir une formulation orale satisfaisante seront souvent reprises par écrit et la rédaction se verra progressivement dépouillée de tout caractère exceptionnel et intimidant."

Quant au vocabulaire "c'est par l'usage seul, c'est-à-dire par l'exercice de la langue parlée et par la lecture" qu'il peut être enrichi. Pour ce qui est de l'orthographe "on ne saurait attendre une bonne orthographe" de quelqu'un qui lit peu ou qui lit mal. La "dictée est regardée comme l'exercice orthographique par excellence". Son efficacité est contestée.

Cette réforme apporte une confirmation officielle à l'orientation suivie dans nos ateliers d'alphabétisation. Nous voulions précisément réduire l'écart entre le langage des livres et celui des "alphabétisés". L'organisation des cours était faite de telle façon que la plus grande partie soit consacrée à une discussion entre les participants, "entraînement oral" dont le but était d'une part familiariser les "alphabétisés" avec la langue et, d'autre part, parvenir à la construction d'un texte court servant de support à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Cette méthode qui refusait les formes traditionnelles basées sur la répétition et la mémoire pour s'adresser à la compréhension, démystifie l'école comme ayant un statut à part et détruit peu à peu la relation alphabétiseur-alphabétisé en tant que rapport unilatéral de transmission du savoir. Ce rapport qui reproduit d'une façon élargie la hiérarchie du savoir et fonde la division du travail (et aussi la division politique) approfondissant ainsi les inégalités (et les justifiant).

Notre objectif était précisément de montrer qu'à côté du savoir figé, enfermé dans les livres et auquel l'apprentissage de la lecture doit permettre l'accès, il y a le savoir contenu en chacun de nous et, plus particulièrement, chez ceux qui produisent et qui sont la base de la société actuelle (les ouvriers analphabètes). Ces connaissances, issues de la pratique dans la production et dans la lutte des classes sont méprisées par l'idéologie dominante (mépris qui se retrouve aussi chez les intéressés) et on leur préfère le savoir officiel, élaboré, transmissible qui reproduit l'idéologie bourgeoise et défend les intérêts en place.

Exprimer la connaissance spontanée n'est pas chose aisée quand on est habitué à la refouler et à lui préférer les connaissances établies (celle des manuels). On ne peut y parvenir qu'en dénonçant la méthode traditionnelle qui est plus qu'une méthode. C'est surtout une conception de l'apprentissage comme une accumulation de connaissances extérieures qui développe des comportements individualistes, la recherche à travers la formation d'une promotion sociale ... Ceux qui sont écartés du processus sont alors convaincus de leur infériorité et sont amenés à accepter sans protester la domination des détenteurs du savoir : "c'est normal que ceux qui savent, dirigent le pays".

C'est pour ces raisons que nous avons eu des difficultés à mettre en place une nouvelle méthode, car, derrière la discussion sur la méthode, il y a deux points de vue de classe qui s'affrontent. Aussi, devons-nous tout mettre en œuvre pour briser la barrière de l'analphabétisme qui cantonne les ouvriers algériens dans un ghetto intellectuel, tout en veillant à ne pas diffuser conscient ou inconsciemment l'idéologie dominante. D'où la nécessité de réfléchir sur les expériences en cours et de poursuivre la lutte pour combattre l'esprit routinier (dernier refuge de l'idéologie bourgeoise) et pour développer au maximum l'initiative des participants.

ATELIER
DES
MÉTHODES

L'atelier se fixe comme objectif d'aider les camarades peu instruits à maîtriser le travail intellectuel. Pour cela, il s'agira :

- d'organiser l'apprentissage des méthodes de travail intellectuel : prises de notes, classement des idées, compréhension du raisonnement, dégagement du plan, préparation d'un exposé, d'un article ... sur la base d'une pratique en résolvant les tâches quotidiennes.

- de mener une lutte idéologique contre une certaine représentation du savoir comme extérieur : fétichisme du texte, hiérarchie ... en démontant les mécanismes de l'expression, tant orale qu'écrite. Ce second aspect est le plus important car il permettra de lever les blocages qui empêchent des camarades de prendre en charge effectivement le travail intellectuel, en séparant les idées, les connaissances que chacun peut acquérir ... de la forme, des règles, du jargon dont le but est de séparer le savoir de la vie de tous les jours.

L'enquête préalable a permis de constater que la plupart des camarades avaient des difficultés de compréhension au niveau formel (façon de s'exprimer) et non au niveau fondamental (idées).

Ainsi, les difficultés rencontrées se situent au niveau des mots employés dans certains textes, du classement des idées afin de dégager ce qui est important de ce qui ne l'est pas, au niveau de la structure des phrases et, surtout, au niveau de l'articulation des idées, de la logique, du plan d'un texte.

La méthode employée consiste à faire le travail comme on a l'habitude de le faire. Ensuite, à en faire la critique collective ou individuelle, puis de recommencer à travers un effort personnel jusqu'à améliorer les résultats. A travers les problèmes soulevés, on tente de dégager des lignes générales pour améliorer le travail.

A - LIRE ET PRENDRE DES NOTES

La base du travail intellectuel c'est la lecture. C'est pourquoi il est nécessaire d'apprendre à lire, c'est-à-dire à lire activement, en critiquant, en faisant jouer sa pensée.

Lignes générales

- 1) Pour lire vite, il faut lire beaucoup. Il faut éviter de lire au hasard.
- 2) Comprendre, c'est ramener ce que l'on ne connaît pas à ce que l'on connaît.
- 3) Comment critiquer : la critique doit porter sur le fond. Elle se fait d'un point de vue de classe.
- 4) Programme de l'atelier.

Partir des problèmes concrets :

- répondre aux questions des camarades, aux difficultés rencontrées dans le travail réel ;
- progression du point de vue technique
 - a) prise de notes à la lecture d'un article
 - b) résumé, fiche de lecture, fiche d'information
 - c) prise de notes à l'audition
 - d) plan
 - e) prendre la parole :
 - . comment parler
 - . préparation d'un exposé
 - . préparation d'un cours
 - . préparation d'un discours
- f) comment rédiger :
 - . une fiche de lecture
 - . un article
 - . un rapport
 - . un tract

- g) lecture d'une brochure, d'un livre
- h) bibliographie ...
- i) l'étude
 - . savoir lier le travail individuel (préparation, réflexion) au travail collectif (critique, échange, approfondissement).

5) Conseils pour la lecture et la prise des notes

- a) 1ère lecture : toujours le crayon à la main.
On lit pour comprendre !

La lecture doit être attentive, analytique. Il s'agit de comprendre les mots (dictionnaire), les idées (construction des phrases).

Cette première lecture ne doit pas être rapide, au contraire. Elle est la plus importante. Elle doit être active, pour cela on doit noter les réactions spontanées, sur le vif, les points qui frappent Se situer par rapport au texte. On doit trier, classer les idées.

Difficultés rencontrées : des camarades tirent dès la première lecture des conclusions. Ils confondent les étapes. Ils partent sur un mot, une phrase et ne font pas attention au reste.

- b) 2ème lecture : on lit pour critiquer

Cette 2ème lecture n'est pas innocente. Elle nous permet de préciser notre position par rapport au texte, de chercher les points faibles, de forger les arguments pour détruire les points de vue avancés quand on n'est pas d'accord. Cette lecture est consciente, elle est fouillée. Ce qu'on lit doit être relié aux connaissances que l'on a, à sa propre expérience, aux autres lectures (ne pas mettre de cloisons), à ses propres informations.

- que veut démontrer l'auteur ? Où veut-il nous mener ?
- Qu'est-ce qu'il ne dit pas ?

Au cours de cette lecture, on fait un effort de synthèse. On recherche le principal, on dégage le plan (fil conducteur) donnant la logique du texte. Ici, on doit savoir distinguer le fond de la forme. (1)

On relève des citations : les citations doivent être relevées soigneusement et avec exactitude. Si on les utilise, on doit les mettre entre guillemets.

DIFFERENCE ENTRE DEUX LECTURES :

Au cours de la première lecture, on ne connaît pas l'article. On découvre son contenu, on ne se situe pas encore.

Par contre, dans la seconde lecture, on sait où on va, on lit avec une idée derrière la tête.

- c) 3ème étape : rédaction

Le résumé, la fiche de lecture, la fiche d'information, sont rédigés à partir des notes. Normalement, on n'a plus à retourner au texte original. Un résumé d'article doit contenir :

- 1) l'information, l'événement
- 2) le commentaire du journaliste
- 3) Mon point de vue.

./.

(1) fond (information, action, position, opinion, connaissance, but)
forme (technique de présentation, d'expression, vocabulaire).

On doit refléter l'essentiel (on se rapporte ici à la position de classe),

Les critiques personnelles doivent aussi être notées (exemple : on partage la feuille en deux).

Quand on prend des notes, on ne doit pas se contenter de recopier des phrases au hasard. On doit utiliser son propre langage.

6) LE PLAN

Le plan c'est l'enchaînement des idées dans le texte qu'on lit. Tout texte est un chemin d'un point à un autre. Le plan, ce sont les étapes de ce trajet.

Certains textes (conférences, cours ...) ont des plans assez clairs. En général, trois parties :

- l'introduction qui présente le sujet, annonce le plan
- développement qui obéit à un ordre
- conclusion : qui reprend les points principaux.

Quand on a affaire à ce genre de texte, la prise des notes est facilitée par une lecture de l'introduction et de la conclusion.

D'autres, ^{textes}, par contre (articles de journaux, de revue) ont un plan plus difficile à mettre en évidence.

Distinguons :

a) le plan classique : dissertation

- 1) introduction
- 2) argumentation
 - . le pour (affirmation, thèse) - (on dit que ...)
 - . le contre (négation, antithèse) - (mais ...)
 - . la position de l'auteur (synthèse) - (donc ...)
- 3) Conclusion.

b) le plan chronologique

Les faits décrits se succèdent dans le temps,
(mots clés : d'abord, puis, ensuite, alors ...).

c) Le plan en ondes

- part d'un fait (concret, particulier)
- par raisonnement, on aboutit à une idée générale, - Conclusion,

EXEMPLE : PLAN DE L'ARTICLE : L'AGRICULTURE SOVIETIQUE

Propositions de titre :

- 1) La politique agricole de l'Etat soviétique et la crise actuelle.
- 2) Crise dans l'agriculture en U.R.S.S., et nature de classe de l'Etat soviétique.

Première partie - Production actuelle et importations

A) L'U.R.S.S. importe du blé

- a) 25 millions de tonnes. Coût 11 milliards de DA,
- b) au marché capitaliste (qui possède des surplus) ; U.S.A., Canada, Australie.

.//.



B) La production soviétique

- a) la production de céréales en 1970 (surfaces)
- b) la récolte de 1971 (prévisions)
- c) mesures du pouvoir

C) L'explication de la crise

- a) selon le pouvoir, les causes sont techniques
- b) la vraie cause c'est la politique du pouvoir

Deuxième partie

Rappel historique

A) La révolution d'octobre

- a) soutien des paysans
- b) nationalisations des terres (la terre aux paysans)

B) Communisme de guerre 1918-1921

- | | |
|--|----------|
| a) guerre civile
invasion étrangère
blocus | } GUERRE |
| b) disparition de la monnaie - troc. (communisme) | |
| c) politique du pouvoir par rapport aux paysans (réquisitions) | |
| d) baisse de la production - mécontentement | |

C) LA N.E.P. - 1928.

- a) retour à l'économie monétaire (liberté de commerce)
- b) développement de la production, consolidation des koulaks
- c) recul tactique (Lénine)

D) Collectivisation forcée 1928-1935

- a) mesures prises à ce moment là :
 - . priorité à l'industrialisation
 - . collectivisation des terres
 - . liquidation des koulaksBut : accumuler sur le dos des paysans pour industrialiser.
- b) conséquences (prélèvements)
 - . les paysans refusent cette politique, d'où destruction importante dans le cheptel, famine, répression, etc ...

E) A partir de 1935

- a) développement de la priorité individuelle (1/3 de la production totale)
- b) mécanisation

F) Après Staline

1953 - 1958 : libéralisation de l'agriculture

- réduction des impôts, de la production, élevage privé.
- développement du capitalisme.

1958

Transformation des Kolkhozes en soukhozes.